

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur — Fraternité — Justice

Ministère de l'Economie et des Finances

**Direction des Etudes et
de la Programmation**

PROJET RAMS

**Mission d'Etudes et d'Evaluation
du Secteur Rural et des Ressources Humaines**

Programme de formation
Education Non-Formelle

FS-3-3



Financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

Avec le concours de:

Checchi and Company, Washington, D.C. 20036

Louis Berger International, Inc., East Orange, New Jersey 07019

Action Programs International, Santa Monica, California 90406

1980

Table des Matières

	<u>Page</u>
Introduction	1
Résumé et Conclusions Générales	7
 <u>Première Partie</u>	
1.1. Concepts Fondamentaux	22
1.1.1. Les Trois Modes d'Education : un continuum	24
1.1.2. Relations entre l'Education formelle, informelle et non-formelle	26
1.1.3. La Complémentarité et les Possibilités de Substitution de l'éducation formelle et non- formelle en vue de la satisfaction des besoins du développement	29
1.1.4. Substitution de l'éducation formelle à l'éducation non-formelle	33
1.2. Les Objectifs de l'éducation non-formelle	34
1.3. Institutions et Programmes concernant la formation des Agents du développement rural dans les activi- tés d'éducation non-formelle	35
1.3.1. Gouvernement de la Mauritanie	35
1.3.2. Agences des Gouvernements Etrangers	36
1.3.3. Organisations Internationales	37
1.3.4. Organisations Etrangères non gouvernementales ...	38
1.3.5. Organisations Nationales non gouvernementales ...	38
 <u>Deuxième Partie</u>	
Description et Evaluation des Institutions et Programmes de l'Education non-formelle	39

.../...

	<u>Page</u>
2.1. Education non-formelle directement liée à la Productivité Economique	39
2.1.1. Agriculture Traditionnelle	55
2.1.2. Agriculture Moderne	60
2.1.2.1. La Riziculture	60
2.1.2.1.1. SONADER	64
2.1.2.1.2. Ferme d'Etat de M'Pourié	67
2.1.2.2. Maraîchage	68
2.1.2.3. Service de l'Agriculture	72
2.1.3. Elevage	75
2.1.3.1. Méthodes du Service de l'Elevage	78
2.1.4. Comparaisons régionales entre le Service de l'Agriculture et le Service de l'Elevage	82
2.1.5. APPAM (Amélioration des Pâturages et Production Animale en Mauritanie).....	93
2.1.6. Brigades Mobiles de Vulgarisation et de Développement Rural	94
2.1.7. Gestion des Ressources en eaux	95
2.1.8. Coopératives	96
2.1.8.1. Services des Coopératives	96
2.1.8.2. Coopératives Rizicoles de la SONADER	98
2.1.8.3. La Ferme d'Etat et les Coopératives Rizicoles Indépendantes	99
2.1.8.4. Coopératives d'Artisanat Féminin	101
2.1.8.5. Note sur les Coopératives financées par des Donateurs Etrangers	103
2.1.9. La Pêche	103
2.1.9.1. Pêche Traditionnelle	103

(Suite)

	<u>Page</u>
2.1.9.2. Pêche Moderne - Centre de Formation de la Pêche	105
2.1.10. Secteur Moderne et Sociétés d'Etat	105
2.1.11. Secteur Tertiaire et Gouvernement	106
2.1.11.1. Le Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel (CFPP)	106
2.1.11.2. Gestion Professionnelle de Niveau Moyen	110
2.1.12. Secteur Non Structuré	111
2.1.12.1. Logement	111
2.1.12.2. Artisanat	113
2.1.12.2.1. Centres de Formation Féminine	114
2.1.13. Evaluation de l'Education Non-Formelle directement liée à la Production Economique	115
2.1.13.1. Agriculture Traditionnelle	118
2.1.13.2. Culture du Riz - SONADER	118
2.1.13.3. Ferme d'Etat à M'Pourié	121
2.1.13.4. Maraîchage	121
2.1.13.5. Le Service de l'Elevage	122
2.1.13.6. Comparaison entre le Service de Vulgarisation Agricole et le Service de l'Elevage	124
2.1.13.7. Coopératives	125
2.1.13.8. Pêche	126
2.1.13.9. Secteur Privé Moderne et Sociétés d'Etat Autonomes	127
2.1.13.10. Secteur Tertiaire et Administratif	127

.../...

(Suite)

	<u>Page</u>
2.1.13.11.	Secteur Non-Structuré 128
2.1.13.12.	Artisanat 128
2.2.	Education Non-Formelle Indirectement liée à la Production Economique 130
2.2.1.	Santé Publique 130
2.2.1.1.	Médecine Préventive dans les Communautés 131
2.2.1.1.1.	Délégués Sanitaires 131
2.2.1.1.2.	Projet Trarza (AID) 134
2.2.1.2.	Soins d'Urgence ou Secourisme 136
2.2.1.2.1.	Le Croissant Rouge Mauritanien 136
2.2.1.3.	Protection Maternelle et Infantile ... 137
2.2.1.3.1.	Accoucheuses Traditionnelles et Auxiliaires 138
2.2.1.4.	Education Nutritionnelle 140
2.2.1.4.1.	Centres de Récupération Nutritionnelle 140
2.2.1.4.2.	Auxiliaires Nutritionnelles 141
2.2.1.4.3.	Mères Animatrices 143
2.2.1.4.4.	Catholic Relief Services..... 144
2.2.2.	Protection et Conservation de la Nature 145
2.2.2.1.	Fédération Luthérienne Mondiale et Service de la Protection de la Nature . 145
2.2.2.2.	COSOC (Communication Sociale) 146
2.2.3.	Alphabétisation des Adultes (laïque).. 147
2.2.3.1.	Programme Gouvernemental d'Alphabétisation des adultes 147
2.2.3.2.	Autres Programmes d'Alphabétisation des Adultes 149

.../...

(Suite)

	<u>Page</u>
2.2.4. Evaluation de l'Education Non-Formelle Indirectement liée à la Production Economique	150
2.2.4.1. Santé Publique	151
2.2.4.1.1. Délégués Sanitaires	151
2.2.4.1.2. Assistance Médicale Rurale - Projet Trarza ..	152
2.2.4.1.3. Soins d'Urgence ou Secourisme	152
2.2.4.1.4. Santé Maternelle, Protection Infantile et Nutrition	153
2.2.4.2. Protection et Conservation de la Nature	159
2.2.4.3. Alphabétisation des Adultes	160
2.3. Education Non-Formelle liée à l'Intégration Sociale et Culturelle	161
2.3.1. Education Religieuse	161
2.3.1.1. Education Islamique et Développement	163
2.3.2. Arts, Littérature et Sports	164

Troisième Partie

Besoins d'Education Non-Formelle en vue de la Création Emplois, l'Amélioration de la Production et du Bien-être Social dans les Métiers et Groupes Professionnels	
Introduction	166
3.1. Buts de l'Enquête	166
3.1.1. Qualifications - Définitions	167
3.1.2. Méthodologie de l'Enquête	168
3.2. Occupations et Groupes Etudiés	170
3.2.1. Agriculture	170
3.2.1.1. Types d'Agriculture Prédominants	171
3.2.1.2. Description des Qualifications	174
3.2.1.3. Evolution et Développement de l'Agriculture ..	177
3.2.1.4. Acquisition des Qualifications	179
3.2.1.5. Souhaits et Besoins	179

.../...

	<u>Page</u>
3.2.2. Eleveurs	181
3.2.2.1. Types d'Elevage Prédominants	181
3.2.2.2. Description des Qualifications	183
3.2.2.3. Evolution et Développement de l'Elevage	185
3.2.2.4. Acquisition des Qualifications	188
3.2.2.5. Souhails et Besoins	189
3.2.3. Artisans	191
3.2.3.1. Types de Production Artisanale Prédominants ...	191
3.2.3.2. Description des Qualifications	194
3.2.3.3. Evolution et Développement de l'Artisanat	194
3.2.3.4. Acquisition des Qualifications	197
3.2.3.5. Souhails et Besoins	199
3.2.4. Commerçants	199
3.2.4.1. Types de Commerce Prédominants	202
3.2.4.2. Description des Qualifications	202
3.2.4.3. Evolution et Développement du Commerce	204
3.2.4.4. Acquisition des Qualifications	206
3.2.4.5. Souhails et Besoins	206
3.2.5. Pêcheurs	208
3.2.5.1. Types de Pêche Prédominants	208
3.2.5.2. Description des Qualifications	211
3.2.5.3. Evolution et Développement de la Pêche	213
3.2.5.4. Acquisition des Connaissances	213
3.2.5.5. Souhails et Besoins	213

(Suite et Fin)

	<u>Page</u>
3.2.6. Femmes	216
3.2.6.1. Types principaux de Rôles de la Femme	216
3.2.6.2. Description des Qualifications	219
3.2.6.3. Evolution et Développement parmi les Femmes	221
3.2.6.4. Acquisition des Qualifications	221
3.3. Conclusion	224
3.3.1. Modes d'Acquisition des Qualifications	225
3.3.2. Services et Organisations concernés par le Développement	226
3.3.3. Souhaits et Besoins	228
3.3.4. Complémentarité des Activités Traditionnelles	229
3.3.5. La Communauté comme Ressource d'Apprentissage Intégrée	230
Annexes	234/239

Liste des Tableaux

	<u>Page</u>
Tableau de base n° 1 Types d'Education Non-Formelle directement liée au Travail Productif	40/50
Tableau de base n° 2 Instances de Tutelle de l'Education Non-Formelle	51/54
Tableau n°1 Activités dans l'Agriculture Traditionnelle en Mauritanie	57
Tableau n°2 <u>SONADER</u> : Activités de Vulgarisation dans les Petits Périmètres Villageois	63
Tableau n°3 Personnel du Service de l'Agriculture par poste et fonction	74
Tableau n°4 Pratiques de l'élevage traditionnel en Mauritanie	75
Tableau n°5 Pratiques d'élevage modernisé, planifié ou déjà introduit dans des projets donateurs étrangers	76
Tableau n°6 Personnel du Service d'Elevage par poste et fonction	80
Tableau n°7 Comparaison Régionale entre les Services de l'Agriculture et le Service de l'Elevage	91/92
Tableau n°8 Centres de Promotion Féminine	117
Tableau n°9 Répartition des Centres de Récupération Nutritionnelle/PMI	142
Tableau n°10 Education Nutritionnelle Non-Formelle : Tableau Récapitulatif	157/158
Tableau n°11 Education : Totaux Nationaux	162
Tableau n°12 Types d'Agriculture, Qualifications et Pratiques	172
Tableau n°13 Analyse Régionale	173
Tableau Récapitulatif n°1 Profil des Agriculteurs	176
Tableau n°14 Services, Organisations et Activités con- cernant le Processus de Développement de l'Agriculture	178

Liste des Tableaux

		<u>Page</u>
Tableau n° 15	Acquisition des Qualifications et des Connaissances - Agriculteurs.....	180
Tableau n° 16	Types d'Elevage, Qualifications et Pratiques Associées.....	182
Tableau Récapitulatif n° 2	Profil des Eleveurs.....	184
Tableau n° 17	Analyse Régionale - Eleveurs.....	186
Tableau n° 18	Services, Organisations et Activités concernant le Processus de Développement de l'Elevage.....	187
Tableau n° 19	Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Eleveurs.....	190
Tableau n° 20	Types de Production Artisanale, Qualifications et Pratiques Associées.....	192
Tableau n° 21	Analyse Régionale - Artisans.....	193
Tableau Récapitulatif n° 3	Profil des Artisans.....	195
Tableau n° 22	Services, Organisations et Activités concernant le Processus de Développement de l'Artisanat.....	196
Tableau n° 23	Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Artisans.....	198
Tableau n° 24	Types de Commerce, Qualifications et Pratiques Associées.....	200
Tableau n° 25	Analyse Régionale - Commerçants.....	201
Tableau Récapitulatif n° 4	Profil des Commerçants.....	203
Tableau n° 26	Services, Organisations et Activités concernant le Processus de Développement du Commerce.....	205
Tableau n° 27	Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Commerçants.....	207
Tableau n° 28	Types de Pêche, Qualifications et Pratiques Associées.....	209
Tableau n° 29	Analyse Régionale - Pêcheurs.....	210

	<u>Page</u>
Tableau Récapitulatif n° 5 Profil des Pêcheurs.....	212
Tableau n° 30 Services, Organisations et Activi- tés concernant le Processus de Dé- veloppement de la Pêche.....	214
Tableau n° 31 Méthodes d'Apprentissage et Sou- hais des Pêcheurs.....	215
Tableau n° 32 Rôle d'Epouse et de Mère.....	217
Tableau n° 33 Analyse Régionale -- Femmes.....	218
Tableau Récapitulatif n° 6 Profil des Femmes.....	220
Tableau n° 34 Services, Organisations et Activi- tés concernant le Processus de Dé- veloppement chez les Femmes.....	222
Tableau n° 35 Méthodes d'Apprentissage chez les Femmes.....	223

Liste des Figures

Figure 1	Trois Modes d'Education : un continuum	25
Figure 2	Relations entre l'Education Formelle, Non-Formelle et Informelle	28
Figure 3	Régions Administratives de la Mauritanie	240
Figure 4	Les Zones Agro-Ecologiques de la Mauritanie ..	242

Introduction

La Mauritanie comme la plupart des pays peu développés, souffre d'un taux élevé de chômage et de sous emploi, d'une carence de travailleurs compétents, de faibles effectifs scolaires. Elle souffre également d'un taux élevé d'abandon des études par les étudiants et de possibilités limitées de développement de l'éducation formelle. Dans un pays en voie de développement, il est, pour la planification de l'éducation, nécessaire de confronter la différence qui existe entre le potentiel réel et la demande de travailleurs compétents indispensables au développement national. Il existe un grand nombre de conditions sociales, culturelles et politiques responsables de l'altération de la formation des techniciens dans les systèmes éducatifs qui, transplantés des pays développés dans les pays en voie de développement n'ont pas été adapté aux besoins locaux.

La Mauritanie, comme les autres anciennes colonies, doit dépasser certains problèmes avant d'établir un système éducatif en accord avec ses besoins :

- 1) Les emplois dans le secteur moderne (salarier) donnent des revenus beaucoup plus importants que les emplois traditionnels (d'habitude non salariés). Comme l'accès au premier cas dépend de la possession de diplômes scolaires, il existe un grand effort dans le but d'augmenter les effectifs du système d'éducation formelle.
- 2) Le niveau de l'éducation formelle et le type des diplômes reçus sont d'habitude plus importants pour l'acquisition d'emplois dans le secteur salarié moderne que la qualité de l'instruction et son rapport aux besoins d'emplois ou la compétence manifeste d'un individu.
- 3) Les effectifs de l'enseignement primaire augmentant, ils intensifient la compétition pour les emplois salariés ainsi que la demande d'éducation. Les employeurs se trouvant devant un potentiel de main d'oeuvre instruite, ont tendance à engager les demandeurs d'emplois ayant des niveaux d'instruction trop élevés à des postes précédemment réservés à des personnes ayant une instruction plus faible.

- 4) L'éducation formelle d'un niveau déterminé devient la base de référence pour l'accession à un niveau plus élevé. Le contenu éducatif devient plus théorique et abstrait que pratique ; plus cognitif que manuel ; les compétences sociales sont accentuées, l'expérience générale devient plus importante que l'expérience ponctuelle.
- 5) L'éducation formelle devient sans importance pour la plupart des emplois, particulièrement dans les zones rurales et dans les emplois nécessaires à une société en voie de développement.
- 6) Les effectifs scolaires augmentent plus vite que les débouchés dans le secteur salarié moderne ce qui entraîne de plus en plus un "chômage de diplômés" pour les niveaux d'instruction élevés.
- 7) Les études scolaires provoquent une aliénation des étudiants sortis de leur milieu originel particulièrement lorsqu'il s'agit de paysans ou de nomades. Le résultat de ce phénomène est l'exode des jeunes, essentiellement des jeunes instruits, partant des zones rurales vers les zones urbaines.
- 8) La proportion des dépenses publiques affectée à l'éducation formelle est déjà très élevée et ne peut être considérablement augmentée sans léser les autres secteurs 1/.

Ce rapport examine les possibilités de l'éducation non formelle ou éducation extra scolaire et traite de ces problèmes en Mauritanie. Il examine les institutions et les programmes de l'éducation non-formelle, son but étant une plus grande formation de la main d'oeuvre et de la plus importante création d'emplois particulièrement dans les zones rurales. Il s'agit principalement de connaître la meilleure manière pour l'éducation non-formelle de satisfaire les besoins du pays en personnels qualifiés et la mesure dans laquelle elle complète les activités du système éducatif formel.

Ce rapport fait partie du volume sur Les Qualifications de la main d'oeuvre ce dernier allant de pair avec celui sur La Situation d'emploi rédigé par le RAMS.

1) L'analyse ci-dessus est extraite du rapport de la Banque Mondiale : Secteur de l'Education : Document de travail (Washington D.C. BJRD 1974) pp. 20-21.

Il est divisé en trois parties. La première fournit une vue rapide des conceptions de base et des domaines de l'éducation informelle. Elle décrit aussi les institutions et les programmes concernant la formation des enseignants ou du personnel de cette branche.

La seconde partie présente les tableaux descriptifs d'un grand nombre d'institutions et les programmes impliqués dans l'instruction non-formelle en évaluant leurs activités à la lumière des besoins actuels du pays.

La troisième partie analyse les recherches des qualifications rurales et les enquêtes générales sur ces qualifications qui ont été effectuées par le RAMS en 1979. Dans cette enquête, cinq professions rurales traditionnelles sont examinées du point de vue de la formation et des compétences des praticiens aussi bien que des nécessités éducatives pour augmenter leurs compétences. Dans cette enquête est inclus le travail des femmes rurales.

Plusieurs domaines et programmes de l'éducation non formelle sont exclus de l'analyse par manque de temps et par contraintes personnelles bien que le rapport soit dans l'ensemble complet.

Une limite sérieuse dans ce domaine est le manque de documentation. Bien que le secteur urbain informel soit traité jusqu'à un certain degré par l'OIT ^{2/}, et qu'un grand nombre de conférences, séminaires, bourses à court terme, réunions soient organisés par les donateurs étrangers (FNUC, Communauté Européenne Economique FED, AID et autres) à la suite desquels sont formés des cadres d'un niveau moyen en technique de planning de développement, en qualification technique tournée vers la recherche, il n'a pas été possible d'obtenir de données sur

2) Robert Jourdain "Analyse des résultats du recensement du secteur non structuré de Nouakchott - RIM" doc. WEP 2-33/ Doc 2 (Genève - Bureau International du Travail, 1979).

ces programmes. Les Sociétés d'Etat pratiquent une politique de formation en rapport avec leurs propres besoins de travailleurs qualifiés. Les centres de formation dirigés par la SNIM, Société Nationale Industrielle et Minière et la SONELEC, Société Nationale d'Electricité, sont cités dans ce rapport, mais sont analysés plus en détail dans l'étude sur l'éducation formelle. La formation des cadres et l'apprentissage sont traités dans le Rapport sur l'Emploi et dans le Rapport sur la Main d'Œuvre.

L'éducation religieuse (et les efforts pour la moderniser) figure partiellement dans le rapport du Projet de la Banque Mondiale^{3/}, mais des données complètes sur ce très important sujet exigeraient une recherche plus approfondie sur place. Une combinaison de l'école religieuse privée et/ou de l'école laïque est récemment apparue dans les zones urbaines notamment à Nouakchott, mais les données sur ce phénomène ne sont pas rassemblées. Les écoles Ben Aneur et les écoles Fellah sont bien connues.

Il n'existe pas de documentation sur la formation que reçoivent de la part des techniciens expatriés les homologues mauritaniens destinés à la succession éventuelle de ces techniciens dans les services administratifs et dans les projets des donateurs étrangers. Pour obtenir des données à ce sujet, il faudra davantage de travail sur le terrain. L'éducation non-formelle contrairement au système éducatif formel dont les bénéficiaires sont essentiellement les enfants et les jeunes de groupes d'âge officiellement déterminés, n'est pas aussi limitée. Elle intéresse en effet toute la population par un processus d'éducation durant toute la vie des individus.

3) André Lecourtois, Etude expérimentale sur l'enseignement islamique traditionnel en Mauritanie (Paris, SEMA, Entreprises et Développement, 1978).

La très grande diversité des activités dans l'éducation non-formelle a empêché de faire une analyse également détaillée de toutes ses formes. La priorité a été donnée aux programmes et aux activités qui semblaient être les plus importants pour la main d'œuvre et l'emploi dans le secteur rural. L'immense besoin de formation ressenti au niveau de la production dans les zones rurales est la raison d'une concentration particulière des services de vulgarisation du développement rural (SONADEP) et des professions rurales traditionnelles.

La faible productivité des professions rurales et le taux rapide de la migration rurale-urbaine (particulièrement chez les jeunes) ont été les raisons de la réalisation de l'Enquête sur les Qualifications. Cette enquête évalue le niveau des qualifications, de l'équipement et des pratiques professionnelles chez les agriculteurs, les éleveurs, les commerçants, les artisans, les pêcheurs et les femmes travailleuses. Elle recense également des données sur les modes d'acquisition des connaissances dans ces professions et les besoins que ressentent ces personnes. L'enquête traite du rôle des femmes comme épouses et mères aussi bien que du degré de leur engagement dans la production économique.

Les données sur la Qualification apportent ainsi une base empirique pour la planification des types appropriés de l'éducation non-formelle dans les zones rurales.

Il n'existe pas d'études complètes sur l'éducation non-formelle en Mauritanie. La documentation existante provient des analyses partielles de la formation et de l'instruction dans certains secteurs réalisées par les institutions qui font partie de l'éducation formelle (ENFVA, l'ENECOPAS et l'ENISF). Il existe une analyse partielle de l'éducation islamique traditionnelle^{4/} et quelques études sous forme de propositions de projets ou de rapports de développement.

4) André Lecourtois, 'Etude Expérimentale sur l'Enseignement Islamique Traditionnel en Mauritanie' (Paris - SEMA, Entreprise et Développement, 1978).

Les études concernant le secteur urbain ou les secteurs ruraux traditionnels consacrent rarement une grande importance aux programmes d'apprentissage et de formation.

Le rapport comporte une division fondamentale entre les activités qui encouragent la productivité économique et de ce fait les revenus, et celles qui d'une façon indirecte contribuent aux autres biens, (revenus non matériels).

Le substrat de ce rapport provient de données rassemblées lors d'observations sur le terrain entre février et mai 1980 et d'entretiens avec 60 personnes appartenant à divers organismes et projets. Ces entrevues ont eu lieu à Nouakchott, Rosso, Kaédi et Kiffa.

Résumé et Conclusions Générales

La première partie de ce rapport est principalement consacrée à l'explication du concept d'éducation non-formelle. Une récapitulation des différents types d'éducation non-formelle rencontrés en Mauritanie y est également présentée.

L'éducation non-formelle est considérée dans ce rapport comme une activité d'apprentissage organisée et voulue et qui implique une relation maître-élève. Elle est liée à l'"éducation" informelle, ou apprentissage involontaire, résultant d'une interaction avec l'environnement, et s'en inspire. Dans certains cas, elle complète, renforce ou même remplace l'éducation formelle ou éducation académique, qui a pour cadre des institutions où les études sont sanctionnées par un diplôme.

La seconde partie de ce rapport concerne les types d'éducation non-formelle qui sont directement liés à la production économique dans les secteurs suivants : agriculture traditionnelle et moderne, élevage, exploitation des ressources en eau, coopératives, pêche dans les zones rurales. Les actions de vulgarisation dans les zones rurales, menées par le Service de l'Agriculture, le Service de l'Elevage, la SONADER et plusieurs projets de donateurs sont également analysés. En outre, certains projets d'éducation non-formelle dans le secteur urbain moderne et dans le secteur non-structuré (construction et artisanat) sont présentés ici. Cette deuxième partie se termine par une évaluation générale de ces différents programmes.

Cette étude de l'éducation non-formelle directement liée à la production économique est suivie d'une description et d'une analyse des programmes d'éducation indirectement liés à la production économique. Ces programmes se situent dans le domaine de la médecine préventive, ^{des} soins d'urgence, de la protection maternelle et infantile et de la nutrition.

En outre, cette seconde partie présente des données concernant les actions entreprises en faveur de la protection et de la conservation de la nature, l'alphabétisation des adultes et enfin l'évaluation générale de ces programmes.

Un court chapitre est consacré aux types d'éducation non-formelle liés à l'intégration sociale et culturelle : éducation islamique, arts littérature et sports.

La troisième partie de ce rapport fait l'analyse de cinq métiers traditionnels les plus importants en Mauritanie (en milieu rural) et des femmes, en ce qui concerne les modes d'acquisition des qualifications traditionnelles, les influences extérieures dont ces métiers bénéficient au niveau de l'aide et du développement, et les types de qualifications et pratiques prédominants qui leur sont propres.

Les types et les niveaux de qualifications et de pratiques qui existent actuellement sont comparés avec les types et les niveaux de qualifications et de pratiques qui sont nécessaires pour moderniser ces métiers traditionnels. L'étude des souhaits et des besoins des membres de ces groupes permet d'établir quelles sont, dans les grandes lignes, les priorités vers lesquelles doivent s'orienter les programmes de formation et d'éducation. En conclusion à cette troisième partie, il est proposé un certain nombre de mesures qui permettraient d'intégrer ces métiers traditionnels dans une stratégie globale de développement.

Conclusions

Programmes du Gouvernement

C'est par l'éducation non-formelle que la plupart des Mauritaniens ont au moins acquis une qualification professionnelle de type traditionnel et reçu une formation religieuse. Bien que les activités et programmes d'éducation non-formelle soient nombreux, ils ont rarement pour but spécifique de développer des qualifications qui sont directement.

liées à la modernisation de la production, à la promotion de la main-d'oeuvre ou à la création d'emplois. L'éducation non-formelle sous toutes ses formes n'est généralement liée que de manière indirecte à la production économique ou bien concerne l'intégration sociale et culturelle. Si l'éducation non-formelle est relativement peu souvent liée à la production économique, cela est dû en grande partie à des problèmes conceptuels, organisationnels et financiers. Les planificateurs et l'administration n'ont généralement pas pris conscience de ce que représente l'éducation non-formelle ou ce qu'elle permet d'accomplir dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre et de la création d'emplois. La fragmentation administrative des services et des organisations concernées par le développement en Mauritanie empêche également toute planification et toute coordination d'une stratégie globale de formation liée à l'emploi. Enfin, la Mauritanie ne dispose que de moyens financiers très limités et ne consacre qu'une faible part du budget national aux activités de développement rural.

Dans la plupart des cas, les activités de formation sont secondaires aux activités des services, et les ressources dont elles disposent au niveau des finances et du personnel sont très insuffisantes.

Problèmes Conceptuels

La collecte de données nécessitée par cette étude a révélé que la notion même d'éducation non-formelle est inconnue des planificateurs Mauritaniens. Il existe encore des difficultés pour définir et classifier l'éducation non-formelle; d'ailleurs il semble que les Mauritaniens n'aient pas pris pleinement conscience du fait que l'éducation et la formation en dehors de l'école méritent d'être financées par le Gouvernement et les donateurs et qu'elles constituent probablement le moyen le plus adapté pour faire participer une population en majeure partie traditionnelle et analphabète, au développement. Le Gouvernement considère obstinément l'éducation formelle comme le principal moyen de développer

l'alphabétisation et les qualifications professionnelles, bien que le système formel soit incapable d'absorber la totalité de la population d'âge scolaire (voir le rapport sur l'éducation formelle). On craint sans doute que la qualité de l'enseignement dispensé en dehors d'une école soit douteuse. S'il est vrai que dans certaines disciplines, l'enseignement formel est le système le plus approprié (physique, chimie, médecine moderne, etc...), l'idée que l'éducation non-formelle peut être un moyen tout aussi efficace pour apprendre à lire et à écrire de façon fonctionnelle et pour acquérir des qualifications professionnelles, n'est pas encore acceptée. L'attachement du Gouvernement à une compétence "professionnelle" certifiée par un diplôme l'a empêché de reconnaître la valeur des paraprofessionnels, ayant reçu une formation non-formelle, dans le domaine de l'alphabétisation et des actions générales de développement. Par exemple, le rôle actuel et potentiel joué par les manoeuvres du Service de l'Agriculture, qui semblent à eux seuls constituer un service de vulgarisation parallèle et informel, n'est apparemment pas apprécié à sa juste valeur par ce Service.

Malgré l'importance attachée au développement rural en Mauritanie, l'ensemble des ressources du pays dans le domaine de l'éducation et de la formation est consacré à préparer une élite, principalement urbaine, à l'enseignement supérieur ou à l'emploi dans les administrations. Les ressources mises à la disposition de l'éducation non-formelle; en rapport avec le développement rural sont tout au plus symboliques.

Problèmes Organisationnels

a. Planification Non-Coordonnée

Le principal problème organisationnel dans l'éducation non-formelle en Mauritanie est l'absence de planification coordonnée parmi les organismes de tutelle. Les différents services du Ministère du Développement Rural ne coordonnent pas leurs activités de vulgarisation et de formation. La création d'équipes de vulgarisation multi-sectorielles (Projet FAO-UNSC) est la concrétisation d'un nouvel effort visant à résoudre ce problème.

b. Orientation des Services

Le fait que les principaux organismes concernés par l'éducation non-formelle sont d'abord des services et ensuite des institutions de formation constitue un problème supplémentaire et sans doute plus grave. Ainsi le Service de l'Elevage vaccine gratuitement le bétail, le Service de l'Agriculture distribue des semences, des engrais et des pesticides et les dispensaires et les PMI ont une action principalement curative. Il en résulte que la formation n'est tout au plus qu'une activité secondaire et les "clients" ont tendance à s'enraciner dans une attitude de passivité et de dépendance. Ils s'attendent le plus souvent à recevoir une aide et ne se sentent généralement pas suffisamment motivés pour participer activement à la formation qui leur est donnée, faisant ainsi abstraction de l'un des aspects les plus fondamentaux de la dynamique de l'éducation non-formelle. Pour ne citer qu'un exemple, ceci est l'un des problèmes les plus importants dans l'éducation nutritionnelle.

c. Manque de Préparation Pédagogique

Un autre type de difficultés provient du fait que le personnel des différents services n'est généralement pas préparé spécialement au travail de formation. Les diplômés de l'Ecole Nationale d'Infirmiers et de Sages-Femmes (ENISF)

ne reçoivent aucune formation pédagogique bien qu'un grand nombre d'entre eux soit appelé à former des volontaires du Croissant Rouge, des femmes (éducation dans le domaine de la grossesse et de la puériculture) ou des agents de santé villageois. Même dans le cas où les membres du personnel d'un service ont reçu une formation pédagogique, comme par exemple les diplômés de l'ENFVA, ils ne sont généralement pas en mesure de l'appliquer soit parce que le service dont ils dépendent n'a pas les moyens de transport nécessaires pour contacter les personnes intéressées soit parce que la formation ne tient que peu de place dans les activités du service lui-même.

d. Création d'Emplois

Le fait que la responsabilité de l'éducation non-formelle incombe principalement à des services qui s'intéressent peu à l'éducation ou qui n'ont pas de rapport direct avec la production économique signifie que peu d'efforts sont faits pour créer des emplois. Le Service de l'Agriculture n'a pas les moyens de défricher de nouvelles terres cultivables ni de favoriser l'accroissement du nombre d'agriculteurs travaillant sur les exploitations actuelles. Il semble que la SONADER travaille également principalement avec les populations agricoles déjà existantes. Sur une petite échelle, les Centres de Promotion Féminine essaient de préparer les femmes à gérer elles-mêmes leurs propres coopératives artisanales; cependant le soutien financier complémentaire et indispensable qui aiderait une nouvelle coopérative encore fragile à devenir financièrement indépendante fait totalement défaut. En l'absence de programmes d'alphabétisation fonctionnelle, ceux qui ont suivi des cours de lecture et d'écriture ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour trouver un emploi.

e. Demandes de Diplômes

Il est extrêmement difficile d'encourager le développement de l'éducation non-formelle en rapport avec l'emploi, dans la mesure où la Fonction Publique ne reconnaît pas les qualifications

des personnes qui ont acquis une formation hors du système d'éducation formelle (et qui par conséquent ne possèdent pas de diplômes). Les cadres obtiennent un échelon A, B ou C suivant le niveau d'enseignement qu'ils ont atteint dans le système d'éducation formelle; il en va de même en ce qui concerne les promotions, les salaires, les avantages divers, etc... Ainsi, l'expérience de formation de techniciens de niveau moyen, réalisée par le Service de l'Hydraulique, grâce à un apprentissage uniquement sur le tas, a abouti à la création d'un personnel qualifié, qui, faute de certificats reconnus, n'a pas été accepté comme tel par la Fonction Publique.

f. Gestion Interne

La collecte de données nécessitée par cette étude a révélé qu'il n'existe pas d'informations sur le budget ou même le personnel, qui auraient permis de faire l'évaluation du coût de l'éducation non-formelle en Mauritanie. Le budget de la plupart des services ne fait pas apparaître séparément les coûts de l'éducation et de la formation ; ceci pourrait signifier que les différents services n'attachent pas une grande importance à leur rôle de formation. Le fait que le personnel des services ait d'autres fonctions à remplir et qu'il n'existe généralement pas de dossiers relatifs au contenu des "programmes", à la qualité de la formation ou même au nombre des participants concernés, empêche l'analyse des coûts établis dans la plupart des budgets.

L'inégale répartition du personnel des services a eu pour résultat de graves déséquilibres régionaux. Dans la plupart des cas, le personnel est en nombre insuffisant, cependant les agents du Ministère de Développement Rural sont généralement plus concentrés dans les régions du nord que dans celles du sud, davantage tournées vers l'agriculture. De plus, à Nouakchott, le personnel des services est en général trop nombreux. La concentration urbaine de nombreux services

(particulièrement dans le domaine de la santé) et l'insuffisance des moyens de transports mis à la disposition du personnel empêche les populations nomades et dans de nombreux cas les populations sédentaires des zones rurales, de bénéficier de l'action de ces services ou d'une formation quelconque.

g. Motivations

Un certain découragement se fait sentir dans de nombreux services, dont les budgets étriqués et le matériel insuffisant les empêchent d'accomplir un grand nombre de tâches parmi celles qui leur incombent. Au niveau du salaire et des avantages, les emplois offerts dans le secteur du développement rural ne présentent pas beaucoup d'attrait et il semble que souvent les étudiants inscrits à l'ENFVA aient choisi cette école à défaut d'autres possibilités après avoir abandonné leurs études dans des établissements plus prestigieux. Le fait que de nombreux employés chargés du développement rural se considèrent comme des 'bols blancs' de l'administration, crée une barrière entre eux et la population qu'ils sont chargés d'aider et de former.

Organisations Nationales Non-Gouvernementales

Les organisations nationales non-gouvernementales n'ont généralement pas un rôle très important dans la formation orientée vers le développement. Le Croissant Rouge Mauritanien exerce encore peu d'activités de formation dans le domaine du développement en dehors de Nouakchott. Il présente cependant certains aspects positifs :

- capacité de réunir des fonds et de coordonner les activités des volontaires ;
- volonté de travailler en collaboration avec d'autres organismes (particulièrement la Fédération Luthérienne Mondiale et le Catholic Relief Services).

Le programme des Délégués Sanitaires constitue une expérience valable qui pourrait être développée et appliquée à d'autres régions. A cette fin, le programme aurait besoin de moyens supplémentaires dans le domaine de la formation et de la logistique.

Les coopératives indépendantes locales et les organisations professionnelles n'ont pas encore été suffisamment étudiées pour qu'il soit possible d'évaluer leur valeur en tant que moyens favorisant l'acquisition de qualifications et le développement économique. Elles semblent être :

- incapables de faciliter l'accès au crédit ou fournir du matériel moderne ;
- dépourvues de moyens leur permettant de donner des conseils techniques ;
- isolés et sans relations les unes avec les autres.

L'éducation islamique traditionnelle ne semble pas jouer de rôle dans le processus du développement. Ses objectifs et ses méthodes pédagogiques ne font pas de ce type d'éducation un véhicule approprié à l'éducation non-formelle orientée vers le développement ou à l'alphabétisation fonctionnelle dans l'ensemble de la Mauritanie. Il existe cependant des signes évidents d'une transformation de l'éducation non-formelle "traditionnelle" qui s'effectue avec ou sans l'appui du gouvernement. Ces écoles sont principalement situées dans les zones urbaines (particulièrement Nouakchott) et semblent :

- s'orienter vers une double fonction d'alphabétisation, religieuse et laïque ;
- s'adresser à des individus exclus du système de l'éducation formelle ;
- avoir un effectif d'adultes très important, y compris de femmes.

Ces écoles, y compris les écoles Ben Ameer et Fellah, ne semblent pas avoir l'avantage d'offrir la possibilité d'acquérir des qualifications liées à l'emploi, en dehors de connaissances générales, de l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul (comme dans le cas du CFPP et des écoles SNIM).

Associations Etrangères

Les associations étrangères semblent être celles qui jouent le rôle le plus actif et le mieux défini dans l'éducation non-formelle liée au développement. Ces programmes se heurtent à certaines difficultés :

- ils fonctionnent sur une trop petite échelle pour pouvoir satisfaire les besoins de la majorité de la population extra-scolaire, en matière d'éducation;
- ils sont financés pour des périodes limitées;
- il est difficile de les intégrer véritablement dans les services gouvernementaux mauritaniens à partir du moment où le financement et le personnel étrangers ont été retirés.

Cependant, les projets des donateurs étrangers présentent un certain nombre de points positifs :

- formation formelle et non-formelle d'un personnel mauritanien, en rapport avec des activités tournées vers le développement;
- introduction d'une technologie appropriée, expérimentation de coopératives, d'organismes de crédit, de techniques de protection de la nature;
- démarrage d'activités de développement appelées à devenir financièrement indépendantes.

La collaboration étroite entre les associations étrangères et les organismes gouvernementaux (et non-gouvernementaux) mauritaniens risque de n'aboutir à rien à moins que ne se produisent d'importants changements structurels dans la planification, le financement et la gestion de la politique de développement du gouvernement. Il est encore trop tôt pour évaluer les effets des projets des donateurs étrangers qui sont en majorité d'origine récente (certains ne font que commencer).

Population et Besoins

C'est probablement dans les métiers traditionnels de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du commerce et de la pêche que les activités d'éducation non-formelle sont les plus développées. L'apprentissage traditionnel, basé ou non sur la famille, est une forme d'éducation non-formelle. L'ensemble

de la population nomade et sédentaire concernées, comprenant à la fois ceux qui apprennent et ceux qui assurent la "formation", est composée de 139.226 éleveurs, 138.453 agriculteurs, 24.953 commerçants, 14.013 artisans et 2.375 pêcheurs⁵⁾. Parmi ces métiers, seuls ceux de l'agriculture, de l'artisanat et de l'élevage bénéficient d'une manière ou d'une autre d'une aide gouvernementale destinée à améliorer les pratiques des activités concernées. Cependant, même dans ces métiers traditionnels, il ne semble pas que l'introduction de nouvelles connaissances et de nouvelles techniques produise un effet de formation en cascade, principalement en raison des contraintes de personnel et des contraintes financières des services et agences concernés par la formation. Dans le cas du Service de l'Elevage, aucun effort d'éducation proprement dit n'a été entrepris jusqu'à présent sur une grande échelle. Les autres métiers disposent de peu de moyens institutionnels leur permettant d'acquérir de nouvelles connaissances et d'appliquer de nouvelles méthodes, sauf pour quelque cas isolés dans l'artisanat et la pêche côtière. Il n'existe pratiquement aucun programme gouvernemental ou privé chargé d'organiser des groupements professionnels, des coopératives, des entreprises de commercialisation ou des organismes de crédit dans le domaine de ces professions.

Différents types d'organisations professionnelles ainsi que la formation correspondante destinée à en assurer le fonctionnement sont indispensables pour permettre aux groupes professionnels concernés de jouer un rôle significatif dans le processus du développement. Les métiers ruraux traditionnels sont ceux qui offrent les possibilités d'emploi les plus importantes du pays et doivent être revitalisés afin qu'ils contribuent pour une large part à la production économique.

5) Ces chiffres sont tirés des tableaux 22B et NA12 du listing informatique du Recensement de 1977; données résumées sans mise à jour. Ils comprennent les hommes âgés de 12 ans et plus ainsi que les femmes, chefs de famille nomades.

Les autres groupes d'individus, même ceux qui sont plus nombreux, ne disposent que d'institutions à l'état embryonnaire pour leur permettre d'acquérir les types de qualifications dont ils ont besoin afin d'avoir accès à un emploi valable et de développer le processus de formation en cascade suivant lequel un groupe de personnes est capable de transmettre de manière informelle les qualifications et les connaissances qu'il a acquises à des collègues, des apprentis et des enfants. Le plus important de ces groupes correspond à l'ensemble de la population âgée de six ans et plus qui n'a reçu aucune instruction ou uniquement un début d'éducation islamique traditionnelle. Ce groupe est composé de 585.638^{6/} personnes qui sont des "élèves" potentiels des mahadras, des écoles urbaines dont la vocation principale est l'alphabétisation et des institutions gouvernementales d'alphabétisation des adultes. Les services, le personnel, le matériel et les fonds nécessaires au lancement d'un vaste programme d'alphabétisation fonctionnelle en français ou en arabe sont totalement inexistant. Les efforts d'alphabétisation dans les autres langues "nationales" ne sont encore que peu développés.

Le second groupe est celui des femmes âgées de quinze à quarante-neuf ans et qui sont au nombre de 312.887^{7/}. La faible proportion de celles qui ont la chance d'habiter dans les villes a la possibilité de bénéficier de la formation offerte par les Centres de Promotion Féminine dans le domaine de l'artisanat, des arts ménagers, de l'alphabétisation et de l'organisation de coopératives. Dans les villes et dans certains villages, les femmes ont également la possibilité de recevoir une éducation nutritionnelle et sanitaire dans les PMI, les CRN et certains centres de distribution alimentaire. Aucun effort n'a été réalisé pour permettre aux femmes, particulièrement aux femmes nomades et celles qui vivent dans les

6) Tableaux NC11 et SA20 bis du listing informatique du Recensement de 1977. sans mise à jour.

7) Ibid. Tableau TD 02

zones rurales, d'acquérir d'autres types de qualifications pratiques. Etant donné les circonstances actuelles (et la faible proportion de filles parmi les élèves inscrits à tous les niveaux de l'enseignement, y compris dans les mahadras) les femmes peuvent tout au plus jouer un rôle périphérique dans le développement économique et social.

Il semble qu'actuellement, peu de femmes sédentaires jouent un rôle économique quelconque en dehors de la maison. L'éducation non-formelle pour les femmes est susceptible d'avoir des effets positifs sur la vie familiale en général et sur les enfants en particulier. Ce sont principalement les femmes qui élèvent les enfants jusqu'à l'âge de dix ans au moins. Dans le domaine de l'hygiène et de la santé, celles-ci sont déjà sensibilisées à l'utilité de la médecine moderne et sont logiquement les principales cibles vers lesquelles devraient se diriger les efforts à réaliser dans le cadre d'une campagne de médecine préventive pour améliorer les conditions d'hygiène du foyer.

Schéma d'une Stratégie

Moyens Organisationnels

Il est nécessaire de définir une stratégie globale unifiée, dans laquelle sont intégrés les systèmes d'éducation formelle et non-formelle, afin de satisfaire les besoins de main-d'oeuvre et d'emploi de la Mauritanie dans le cadre du développement rural. Toutes les institutions nationales concernées par l'éducation et la formation en général doivent coordonner leurs actions. En outre, une décentralisation de ces institutions permettrait de favoriser la réalisation d'un processus de planification et de coordination au niveau régional, voire au niveau local. Etant donné les contraintes financières et les contraintes de personnel qui existent en Mauritanie, il est indispensable que toutes les ressources soient utilisées au maximum. Les para-professionnels, le personnel des services de développement et même les parents sont des ressources potentielles dont les écoles pourraient tirer parti. Le développement des ressources de l'ensemble d'une

communauté dans le domaine de l'enseignement ne peut se faire sans une participation active des individus de tous âges.

- Autres Institutions

Institutions ne participant pas encore aux actions de développement. L'ensemble du système d'éducation formelle a besoin d'être restructuré en fonction des besoins de la Mauritanie dans le cadre du développement. L'Institut Pédagogique National (IPN) pourrait contribuer à l'amélioration de l'action des services du Développement Rural au niveau pédagogique en les aidant à se réunir dans une structure d'éducation et de formation élargie. L'Institut de Recherche des Langues Nationales pourrait participer à la définition d'une politique d'alphabétisation fonctionnelle. Au sein du Ministère du Développement Rural lui-même, le Service de l'Elevage et le Service de la Protection de la Nature auront besoin d'une aide extérieure au niveau pédagogique pour acquérir une véritable fonction éducatrice.

- - Mass média

Le succès des forums radiophoniques dans d'autres pays en voie de développement (comme l'Inde, le Niger et la Colombie, pour n'en citer que trois) conduit à penser que le rôle potentiel de la radio dans l'alphabétisation et les activités de développement économique ne doit pas être ignoré en Mauritanie. Les enquêtes ont montré que de nombreux agriculteurs s'intéressent déjà aux émissions radiophoniques agricoles. Les média visuels tels que les affiches ou les journaux destinés à la population rurale ont également été utilisés avec succès, dans d'autres pays, dans le domaine de la santé, de la vie familiale, de l'alphabétisation et dans le cadre de programmes de développement agricole. Cependant, la Mauritanie n'a pas encore la capacité de développer ces média et de les utiliser à son avantage.

- Matériel Pédagogique

A la nécessité de développer les médias s'ajoute celle de fournir aux associations et aux services concernés par la formation non-formelle tournée vers le développement un matériel pédagogique adapté à leurs besoins. Des travaux de recherche et d'expérimentation de ce matériel devront être réalisés par des spécialistes avant qu'il ne soit produit sur une grande échelle.

- Recherches Complémentaires

Le présent rapport est surtout un tour d'horizon donnant une description et une évaluation générales de l'éducation non-formelle en Mauritanie.

L'analyse des besoins des membres de cinq métiers traditionnels et des femmes dans le domaine de l'éducation n'est qu'un premier pas dans la définition de stratégies et de programmes destinés à les satisfaire. Afin d'obtenir une image plus précise des processus d'apprentissage et des besoins en formation, il est souhaitable que des recherches complémentaires soient effectuées dans divers domaines.

- L'observation directe du processus d'apprentissage dans les métiers traditionnels et dans la famille permettrait d'obtenir une quantité plus importante d'informations utiles.
- Une recherche effectuée au niveau des écoles urbaines non-formelles qui n'ont jusqu'à présent pas été étudiées, fournirait des indications utiles sur les possibilités de renforcer le rôle de ces institutions et de leur donner une orientation plus professionnelle.
- Une étude des organisations professionnelles, des coopératives et des groupes d'aide mutuelle permettrait de définir les moyens de les faire participer à de vastes plans de développement concernant les métiers traditionnels.
- Le présent rapport aurait besoin d'être complété par des informations sur la population nomade.

Première Partie

1.1. Concepts Fondamentaux

Dans ce rapport les objectifs, les méthodes, le contenu et les processus de l'éducation sont conceptualisés par les expressions de l'éducation formelle, non-formelle et informelle.

L'Education Formelle est "l'éducation hautement institutionnalisée, chronologiquement classée et hiérarchiquement structurée, allant de l'école primaire jusqu'aux niveaux universitaires supérieurs"⁸⁾. L'éducation formelle est un enseignement donné dans les écoles, ordinairement dirigées par les Ministères de l'Education, et sanctionné par des diplômes. Le programme d'études scolaires est en général un mélange de matières classiques qui, pour un étudiant moyen, ont très peu ou pas de relation logique entre elles; les langues, les mathématiques, les sciences humaines, les sciences naturelles et autres, chacune d'elles étant encore subdivisée en d'autres unités classiques⁹⁾.

Les écoles et les systèmes scolaires sont des organisations hiérarchiques formelles.

Outre l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul, les écoles formelles jouent un rôle de gardiennage des jeunes, de sélection et d'authentification des rôles sociaux et des statuts à l'intérieur de la société ainsi que celui d'inculquer les valeurs sociales.

8) Philip Coombs et Manzoor Ahmed; Attacking Rural Poverty How Non-Formal Education Can Help (Baltimore, Presse de l'Université Johns Hopkins, 1974) p.8.

9) Théodore Brameld : "Imperatives for a Reconstructed Philosophy of Education" dans les Modern Philosophies of Education, ed. John Paul Strain (New York; Random House 1971) p. 116.

L'Education Non-Formelle se situe entre les extrêmes d'une éducation formelle basée sur une forte organisation, et les expériences d'une éducation informelle diffuse et non structurée. "C'est une activité éducative, organisée et systématique qui se situe en dehors du cadre du système formel et qui assure un apprentissage sélectionné à des sous-groupes particuliers de la population, adultes aussi bien qu'enfants". Ainsi définie, l'éducation non-formelle comprend par exemple, la vulgarisation agricole et les programmes de formation des agriculteurs, les programmes d'alphabétisation des adultes, la formation professionnelle, les clubs de jeunes à buts éducatifs, et une variété de programmes sociaux sur les instructions médicale, nutritive, le planning familial, les coopératives et autres¹⁰⁾.

Les buts de l'éducation non-formelle sont généralement plus spécifiques que ceux de l'éducation formelle souvent larges et diffus.

Les programmes de l'éducation non-formelle ont tendance à être concentrés sur des groupes spécifiques de population et durant des périodes plus courtes que les programmes de l'éducation formelle (exemple; le programme d'alphabétisation du « 2 ans alors que dans l'éducation primaire il dure 6 à 7 ans)¹¹⁾ (.

Il est évident que tout l'enseignement ne se donne pas dans les écoles et que la majorité des personnes ne reçoit pas ou très peu d'éducation formelle, surtout dans les pays en voie de développement. La plus grande partie des connaissances s'acquiert en dehors de l'école dans la vie. Ce processus devrait être considéré comme un processus éducatif bien qu'il ne comprenne pas la dichotomie habituelle professeur/étudiant.

10) Philip Coombs et Manzoor Ahmed; Attacking Rural Poverty How Non-Formal Education Can Help (Baltimore, Presse de l'Université de Johns Hopkins, 1974) p.8.

11) Cité dans Effective Learning in Non-Formal Education (East Lansing, Michigan; Institut pour les Etudes Internationales de l'Education - Université de l'Etat du Michigan -1977) p.26. Ted W. WARD et W. HERZOZ, JR.

Le processus d'accumulation des connaissances de développement, des compétences, des manières de penser et de la perspicacité à partir d'expériences de tous les jours et de découvertes de l'environnement est souvent appelé "éducation informelle"¹²⁾. Cette forme d'enseignement se situe en dehors du domaine pédagogique institutionnalisé, mais elle sera tout de même traitée dans le contexte de la socialisation des professions traditionnelles du secteur rural.

1.1.1. Les Trois Modes d'Education; un continuum

Les modes d'éducation peuvent être classés suivant un continuum partant de l'éducation formelle fortement structurée, donnée dans des institutions spécialisées au personnel composé de professionnels de l'enseignement, vers l'apprentissage non planifié et non intentionnel qui est réalisé dans tous les cadres de la vie.

Les éducations formelle, non-formelle et informelle sont fondamentalement liées et représentent des processus complémentaires d'apprentissage. Ils peuvent se concevoir clairement comme une éducation de longue durée satisfaisant les divers besoins d'apprentissage par des moyens différents. Bien que chacun des modes d'éducation ait ses propres fonctions, il n'existe pas entre eux de véritables cloisons car, ils se chevauchent et s'interpénètrent dans une large mesure.

12) Philip Coombs et Manzoor Ahmed op. cit. p.8.

Figure n°1 Trois Modes d'Education : un continuum

Apprentissage Informel ("éducation")	Education non-formelle	Education formelle
Socialisation, acquisition de culture, apprentissage non intentionnel dans la vie familiale, dans la société, dans les groupes de mêmes caractères, par les mass media populaires, les voyages etc... Les styles de connaissances acquises influencent l'apprentissage dans l'éducation formelle et non-formelle.	Apprentissage organisé et intentionnel ayant une relation instructeur/élève, dans une grande variété de cadres comprenant les centres d'alphabétisation des adultes, les programmes de formation des agriculteurs, la formation sur le tas, l'apprentissage de métiers etc... Elle est dirigée vers l'acquisition de compétences instrumentales et pratiques. Dans la plupart des cas il s'agit de programmes à court terme les qualifications affectives et psychomotrices sont importantes. La certification si toutefois elle existe, n'a d'importance en général.	Enseignement organisé et intentionnel dans les écoles, divisées en classes, généralement contrôlé par le Ministère de l'Éducation. Accentuation des compétences cognitives et intellectuelles. Tendance aux programmes scolaires prédéterminés pour préparer les élèves au niveau d'étude supérieur; des notes sanctionnent le niveau théorique des connaissances. Les élèves, auxquels on enseigne pendant des périodes arbitraires et limitées, se trouvent d'habitude dans des groupes d'âge théoriquement déterminés.

En conceptualisant ces différents modes d'éducation comme une activité continue et complémentaire, on peut analyser et prévoir la totalité des besoins d'apprentissage d'une population donnée. La concentration des ressources dans un domaine déterminé entraîne un déséquilibre comme celui de la discontinuité entre le milieu culturel et les types de connaissance enseignés ou négligés, au détriment des techniques économiquement productives en faveur des compétences intellectuelles et des connaissances théoriques. En favorisant un seul genre d'éducation, on risque aussi de le limiter à un petit nombre d'élèves.

1.1.2. Relations entre l'éducation formelle, informelle et non-formelle

Les institutions éducatives deviennent le moyen le plus important de la reproduction culturelle et de l'échange social, la société devenue en effet trop complexe pour que la famille et la communauté à elles seules puissent transmettre toutes les connaissances, compétences et valeurs. L'éducation informelle, comme cela est montré dans la figure 2, est à la base de toute la société y compris les institutions et les programmes de l'éducation formelle et non-formelle. L'éducation informelle s'étend même au-delà du système social sous forme de contacts avec d'autres sociétés par les mass média, les voyages et les échanges étrangers. Cependant, dans les sociétés traditionnelles rurales, ainsi qu'il en est pour la Mauritanie, il y a encore très peu de changement dans le travail productif résultant de l'éducation informelle.

L'éducation non-formelle comprend une très grande variété d'institutions, de programmes et d'activités et joue un rôle important dans la formation de la main-d'oeuvre et dans la qualification des travailleurs compétents. Les activités en cause sont souvent étroitement liées au travail productif dans les communautés où elles ont lieu; par exemple, le Service de l'Agriculture et les différents projets cherchent à former des agriculteurs sur leurs propres fermes avec des méthodes d'amélioration de la culture de légumes, pendant que les Centres de Formation Féminine ont pour but d'instruire les femmes sur la fabrication artisanale dans les coopératives locales.

L'éducation formelle en Mauritanie se compose d'institutions hautement spécialisées qui assurent des connaissances et compétences n'ayant presque rien à voir avec le travail productif des zones rurales. Les écoles ont peu de liens et peu d'impact sur les communautés dans lesquelles elles sont situées. Des trois modes d'éducation considérées, l'éducation formelle

touche le moins de population. Les éducations formelle et non-formelle ne sont malgré tout pas totalement séparées ; il existe un mouvement assez important d'instituteurs et d'élèves entre les deux. Les élèves qui n'ont pas achevés leurs études peuvent accéder aux institutions de l'éducation non-formelle et y suivre les programmes pour obtenir ou perfectionner leurs qualifications professionnelles. Les centres de formation de la SNIM par exemple assurent une formation en qualifications industrielles aux jeunes gens qui possèdent une instruction formelle limitée.

Figure n°2 ; Relations entre l'éducation formelle, non-formelle et informelle.

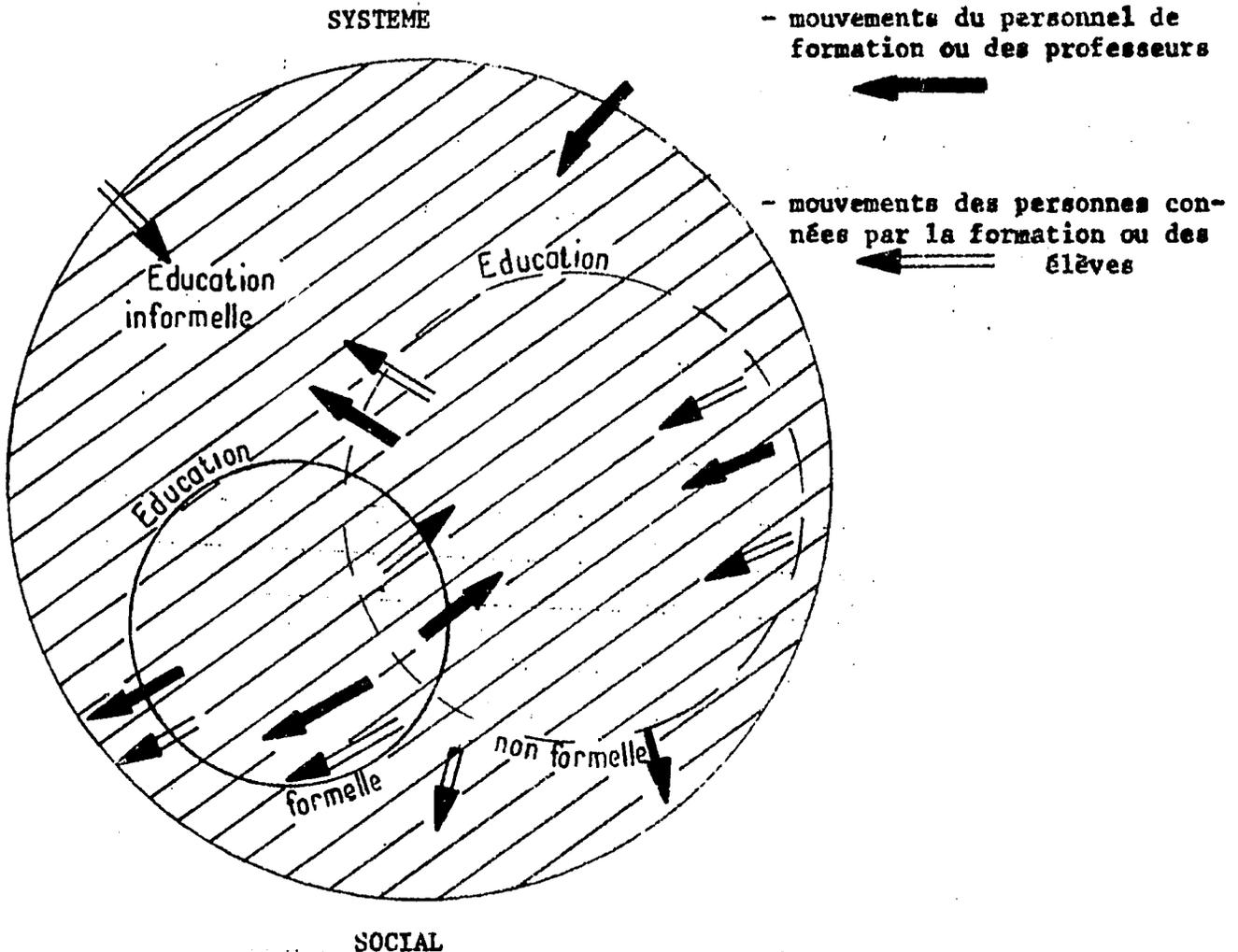
L'Education Informelle : Coïncide avec la société même. Influence des autres sociétés par les mass média populaires, les voyages, les contacts avec les étrangers (flèches à l'extérieur du plus grand cercle). Elle se trouve à la base de l'éducation formelle et non-formelle.

L'Education non-Formelle : Associations, activités de programmes en général liés à la communauté locale en ce qui concerne la formation des différents métiers, ou le bien être social. (Santé, nutrition, religion.) Instruction des personnes ayant abandonné les écoles formelles et des personnes n'ayant jamais fait d'études scolaires ;
Flèches blanches : mouvement des élèves
Flèches noires : mouvement des instituteurs.

L'Education Formelle : Essentiellement éducation scolaire ; peu de liens avec la communauté locale ou peu de préparation à la vie productive à l'intérieur de la communauté. Effectifs relativement limités. Flèches blanches ; mouvement des élèves (avec ou sans diplômes ; ceux qui abandonnent leurs études). Flèches noires ; mouvement des enseignants vers l'éducation non-formelle ou hors de l'enseignement en général.

Figure 2 : Relations entre l'Education Formelle, Non-Formelle et Informelle.

Education Informelle : a pour cadre la société elle-même. Influence des autres sociétés par l'intermédiaire des mass-média, des voyages, et des interactions avec les étrangers (flèches provenant de l'extérieur du plus grand cercle). Renforce l'éducation formelle et non-formelle.



Education Non-Formelle : Actions menées par des agences ou dans le cadre de programmes généralement en liaison avec les communautés locales dans le domaine de la formation professionnelle ou du bien-être social (santé, nutrition, religion). Education de ceux qui ont abandonné les écoles formelles ou qui n'ont jamais fréquenté l'école.

Flèches claires : mouvements des personnes concernées par la formation.

Flèches sombres : mouvements du personnel de formation.

Education Formelle : Enseignement essentiellement académique ; peu de liaison avec les communautés locales et peu tourné vers la préparation aux emplois productifs. Effectifs relativement limités.

Flèches claires : mouvements des élèves (diplômés, abandons)

Flèches sombres : mouvements des professeurs vers l'éducation non-formelle ou en dehors de l'enseignement.

Les enseignants des écoles non-formelles peuvent intégrer l'éducation formelle à plein temps ou à mi-temps. Ainsi les Sheikhs (instructeurs religieux) peuvent abandonner les mahadras non-formelles (écoles coraniques) et enseigner en arabe dans les écoles primaires d'Etat. Les instituteurs, eux, donnent, en dehors des horaires normaux, des cours d'alphabétisation aux adultes. Il semble courant que des personnes avec peu ou pas d'éducation formelle s'inscrivent aux cours d'alphabétisation ou aux écoles non-formelles pour les cours du soir afin de pouvoir préparer des concours ou des examens en vue de l'obtention des diplômes d'enseignement primaire ou secondaire. Il existe ainsi en Mauritanie un chevauchement et un mouvement entre ces éducations formelle et informelle bien non-formelle que cela ne soit ni prévu ni coordonné et pas toujours complémentaire à l'heure actuelle.

1.1.3. La Complémentarité et les Possibilités de Substitution de l'éducation formelle et non-formelle en vue de la satisfaction des besoins du développement

Besoins fondamentaux et éducation

L'une des plus importantes fonctions de l'éducation est de préparer les gens à une vie productive et satisfaisante à l'intérieur de leur milieu. Les besoins fondamentaux que l'éducation devrait satisfaire en Mauritanie sont l'enseignement de la lecture et du calcul à une échelle importante, puis l'acquisition de qualifications professionnelles, de compétences au service de la santé et du bien être des individus et des familles, enfin les attitudes favorables à la vie des communautés locales. Les éducations formelle, non-formelle et informelle peuvent jouer un rôle à la fois positif et négatif pour remédier à ces besoins. Chacune possède ses propres qualités et ses points faibles qui doivent être pris en considération en faisant le plan d'une stratégie générale de l'éducation, représentant une partie de la politique de la main-d'oeuvre et des créations d'emplois.

L'un des aspects positifs de l'éducation formelle est l'acquisition rationnelle de compétences intellectuelles qui doivent permettre à l'individu de se cultiver ensuite par lui-même.

Les autres points forts de ce mode d'éducation sont : la capacité de pouvoir lire et écrire couramment, d'acquérir une culture générale et des notions sur le monde en dehors de l'environnement immédiat.

Alors que l'éducation formelle tend vers un modèle stéréotypé qui peut ou non convenir à un individu, l'éducation non-formelle a la possibilité d'offrir une instruction souple, satisfaisant les besoins particuliers d'un individu ou d'un sous-groupe. Les qualifications professionnelles pour des types spécifiques de travail ainsi que les compétences liées à des problèmes particuliers, comme ceux de la santé et du bien-être, peuvent souvent être obtenues plus aisément grâce à l'éducation non-formelle.

Complémentarité de l'Education formelle, non-formelle et informelle

Le renforcement de l'apprentissage dans les cadres formel et non-formel est une fonction particulièrement importante de l'éducation informelle. La disponibilité de livres, journaux et autres textes imprimés est essentielle pour continuer une alphabétisation fonctionnelle extérieure à l'école. Les informations de la radio et de la télévision, la présence ou l'absence de clubs, d'organisations professionnelles et de centres sociaux peuvent enrichir ou affaiblir les effets de l'éducation formelle ou non-formelle.

En ce qui concerne les attitudes envers l'apprentissage ou la création, l'éducation informelle est particulièrement puissante, à un tel point que l'opinion publique peut décourager les femmes et les filles de faire des études, favoriser ou défavoriser de nouvelles pratiques agricoles ou d'élevage etc...

Etant donné qu'en Mauritanie les ressources humaines et matérielles empêcheront dans un avenir prévisible la possibilité d'une scolarité totale de la population, il faudrait tenter l'utilisation d'autres méthodes pour satisfaire les besoins mentionnés ci-dessus.

Si la valeur des écoles formelles dans le domaine de la formation intellectuelle et de la diffusion de la culture générale est grande, l'aptitude de l'instruction non-formelle à former du personnel qualifié fait de cette dernière un additif souhaitable à l'éducation formelle.

L'un des rôles de l'éducation non-formelle consiste à apprendre à lire et à calculer aux adultes illettrés, aux élèves ayant abandonné leurs études et aux enfants n'ayant jamais fréquenté l'école. Cela représente une fonction complémentaire qui peut se dérouler dans des écoles formelles étant donné la présence de matériel pédagogique, d'enseignants et la possibilité d'utilisations multiples des bâtiments scolaires, particulièrement après les cours du jour et pendant les vacances.

Les composantes éducatives non-formelles ajoutées aux programmes scolaires "formels", comme l'expérience des travaux pratiques à l'intérieur et en dehors de l'école, peuvent renforcer le rôle de l'école dans le processus de développement. L'adjonction de personnel d'organismes de développement, de parents et d'autres travailleurs comme instructeurs para-professionnels est importante, car elle instaurera la création de liens valables entre les écoles et la société afin de préparer les élèves à la vie productive dans leur communauté.

En utilisant la société comme une ressource, les écoles peuvent être plus étroitement liées aux activités de développement si les élèves ont la possibilité d'acquérir une expérience active avec le personnel de développement, soit à l'école, soit sur les lieux des projets. (Exemples: dans les projets

d'irrigation, dans la santé publique et dans les centres de nutrition, dans les activités des travaux publics etc...) Ces expériences de l'éducation non-formelle aideraient à la socialisation de personnes dans la vie productive au sein de leur communauté.

Il ne faut pas perdre de vue la complémentarité des éducations formelle et non-formelle par le biais de l'éducation non-formelle reçue des parents qui sont en mesure d'améliorer l'apprentissage de leurs enfants. Le transfert informel de connaissances, de compétences et de conceptions à l'intérieur de la famille et de la société peut être favorisé par la formation professionnelle des adultes, se transmettant ensuite sous l'effet d'une influence positive "en boule de neige" aux enfants. Le développement de la quantité et de la qualité des mass média - radio, télévision, presse a d'importants effets indirects sur le fond et la forme de l'apprentissage des enfants et des adultes dans les institutions formelle et non-formelle.

En adaptant le contenu du programme scolaire formel à l'utilisation des langues locales et à la création de liens avec la communauté, les écoles auraient plus de possibilité de préparer les élèves à vivre dans leurs milieux originels. En offrant aux intéressés une expérience active d'élèves (et éventuellement d'instructeurs) dans les différents genres de l'éducation non-formelle, ils ne seraient pas contraints de partir en ville à la recherche du travail salarié correspondant à leur niveau d'instruction. L'éducation non-formelle liée à la création d'emplois dans la vie rurale et dans les projets locaux de développement représente un complément de l'éducation formelle. Ainsi, dans le plan économique multi-sectoriel, faut-il constituer un équilibre entre l'intellectuel et le manuel. Sans cela, l'éducation non-formelle deviendra une série fragmentaire de programmes de formation de bas prestige destinés aux masses populaires, tandis que l'éducation formelle formera une élite, retirant les talents des zones rurales et apportant ainsi assez peu aux nécessités du développement en Mauritanie.

1.1.4. Substitution de l'éducation formelle à l'éducation non-formelle

L'éducation formelle, comme cela a été mentionné ci-dessus, peut satisfaire les besoins en instruction d'un nombre limité de personnes. On peut satisfaire également ces mêmes besoins d'instruction en Mauritanie par une éducation non-formelle bien planifiée. Il est possible de concevoir l'alphabétisation et l'apprentissage des notions de calcul de base chez les adolescents et les adultes dans le contexte des programmes de formation professionnelle. Les programmes non-formels dans les dits domaines peuvent remplacer le rôle de formation théorique et générale de l'enseignement secondaire formel. En ce qui concerne l'agriculture par exemple, des professionnels spécialement formés et des paraprofessionnels peuvent être de meilleurs instructeurs que les enseignants de l'école primaire quand il s'agit de créer des jardins dans les écoles et de petits enclos de bétail. Les agents du Service de l'Agriculture et du Service de l'Elevage qui sont spécialisés dans ces domaines peuvent jouer un rôle important dans les écoles comme instructeurs. Les élèves pourront obtenir plus de connaissances en assistant aux démonstrations actuelles ou aux séances de formation que les agents du Service de l'Agriculture et du Service de l'Elevage réalisent avec des paysans et des éleveurs pour leurs apprendre les pratiques "dans le monde réel".

L'éducation non-formelle considérée soit comme un programme indépendant soit comme une composante du programme scolaire formel, pourrait probablement mieux orienter les élèves vers le travail productif dans leur milieu ou dans les projets de développement rural que l'éducation formelle à elle seule. L'éducation non-formelle comprend un apprentissage actif par le biais de la participation dans les activités productives; ces dernières apportent aux élèves des expériences satisfaisantes et les entraînent à une familiarisation avec leurs rôles professionnels, favorables au développement rural.

L'éducation formelle offre, au mieux, une expérience indirecte en théorisant sur le développement. Aussi longtemps que l'éducation formelle reste séparée du développement rural, elle ne peut y contribuer.

1.2. Les Objectifs de l'éducation non-formelle

L'éducation non-formelle n'a pas été organisée en un système. Elle représente un groupe épars très diversifié d'institutions, d'activités et de programmes qui ont pour point commun d'assurer, d'une façon ou d'une autre, une instruction organisée en dehors du système scolaire formel.

Bien que le plus grand nombre des programmes de l'éducation non-formelle soit directement en relation avec l'amélioration de la production économique ou avec la formation à différents métiers, un tout petit nombre de ces programmes est dirigé vers une contribution indirecte à la productivité en améliorant les conditions de la santé, de la nutrition et du bien-être social. Toutes les activités de l'éducation non-formelle n'ont pas pour objectif le développement. L'éducation islamique traditionnelle intéresse la plus grande partie de la population mauritanienne pour des laps de temps plus ou moins longs, mais l'enseignement du calcul et de la lecture qu'elle dispense n'a pas pour but principal l'enseignement professionnel.

Les modes d'éducation non-formelle concernant les contributions directes à la productivité économique se situent essentiellement dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et dans d'autres occupations rurales traditionnelles aussi bien que dans la formation professionnelle (généralement sur le tas) du secteur urbain moderne et du secteur non structuré.

Les modes de l'éducation non-formelle qui contribuent indirectement à la productivité économique du travail se situent dans une large gamme de programmes orientés vers le public. Ils comprennent la santé, la formation des femmes et l'alphabétisation.

La religion, les arts, la littérature et les sports constituent le troisième volet de l'éducation non-formelle relatif à l'intégration sociale et culturelle.

1.3. Institutions et Programmes s'occupant de la formation des agents du développement rural dans les activités d'éducation non-formelle

Il n'existe qu'un organisme dont l'objectif est de former les agents du développement rural, l'ENFVA (Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole) à Kaédi.

Il existe plusieurs autres organismes et associations instruisant le personnel qui peut travailler comme formateur dans le domaine du développement mais ils ont également d'autres objectifs principaux, des buts de formation à court terme, ou formation de personnels étrangers temporaires (ex : Corps de la Paix).

Les listes suivantes insistent sur les fonctions de "formation des formateurs" des différentes associations qui sont concernées par les activités de formation et de développement.

1.3.1. Gouvernement de la Mauritanie

- ENFVA (Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole). Cette école forme des cadres B et C pour le Service de l'Agriculture, le Service d'Elevage et le Service de Protection de la Nature. Elle ne forme plus les techniciens du service des coopératives. L'école est une institution ayant l'autonomie administrative et financière, placée sous la tutelle du Ministère du Développement Rural. Son Conseil interministériel a été nommé en mai 1980. Le personnel d'enseignement est assisté d'experts de la FAO qui doivent rester jusqu'en 1981.

- L'ENECOFAS (Ecole Nationale d'Enseignement Commercial, Familial et Social) à Nouakchott.

Les femmes ayant des diplômes des sections sociale et familiale sont engagées dans les Centres de Promotion Féminine comme directrices, monitrices ou aide-monitrices. L'école dépend du Ministère de la Fonction Publique et des Cadres.

- ENI, (Ecole Normale d'Instituteurs) à Nouakchott.

Le gouvernement utilise quelques instituteurs comme instructeurs pour son programme d'alphabétisation des adultes, pour laquelle il n'existe pas de formation spécialisée pour l'alphabétisation des adultes. L'ENI dépend du Ministère de l'Enseignement Fondamental et Secondaire.

- L'ENISF (Ecole Nationale d'Infirmiers et de Sage-Femmes) à Nouakchott. Cette école forme plusieurs catégories d'infirmiers et de Sage-femmes. Lorsque les diplômés de l'école gagnent leurs postes d'affectation dans les hôpitaux, maternités et PMI, ils donnent des soins essentiellement curatifs. Dans certains cas, ils peuvent exercer les fonctions de formateurs dans les programmes de formation non-formelle pour différentes catégories de personnel auxiliaire, (accoucheuses traditionnelles, délégués sanitaires, etc...). L'école dépend du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

1.3.2. Associations dépendant des gouvernements étrangers

- USAID, (Association des Etats-Unis pour le Développement International). Le projet de production de légumes comprend des séminaires spéciaux et une formation non-formelle pour les agents de vulgarisation mauritaniens au Sénégal et sur les lieux du projet en Mauritanie.

- Corps de la Paix

Des volontaires américains ont été formés comme instructeurs de vulgarisation en production rizicole (pour les projets

de la SONADER) et en culture de légumes (pour les projets de production de légumes).

- + Certaines femmes volontaires aident à la formation de personnel auxiliaire pour les PMI (Centres de Protection Maternelle et Infantile).

En 1980, des volontaires ont aidé à la mise en place de comités de la santé publique et à la formation de leur personnel, dans le projet Trarza (Assistance médicale rurale).

- Les volontaires du Corps de la Paix sont eux-mêmes formés d'après un programme de formation non-formelle qui dure de trois à six mois. Ces programmes intensifs ont lieu aux États-Unis et ailleurs, dans les établissements qui sont conformes aux genres d'apprentissage applicables au travail des volontaires en Mauritanie.

Il n'existe pas de lieu permanent de formation des volontaires du Corps de la Paix localement.

1.3.3. Organisations Internationales

- CFPP (Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel) à Nouakchott.

Ce Centre, qui s'est ouvert en 1980, possède une section pédagogique spécialisée dans la formation d'instructeurs destinés à la formation professionnelle dans le centre lui-même ainsi qu'à celle réalisée dans les locaux des entreprises ou des usines.

1.4.4. Organisations Etrangères non-gouvernementales

- ADAUA (Association pour le Développement de l'Architecture Urbain en Afrique)

Dans son centre de Rosso, l'ADAUA forme des maçons selon de nouvelles techniques de construction; ces maçons deviendront à leur tour des formateurs.

- Fédération Luthérienne Mondiale. Cette association a formé des volontaires du Croissant Rouge comme agents de vulgarisation pour la formation des victimes de la sécheresse aux méthodes de culture des légumes dans la zone maraîchère de Nouakchott.

1.4.5. Organisations Nationales non-gouvernementales

- Croissant Rouge

Des secouristes expérimentés et motivés sont formés pour devenir des moniteurs en secourisme (ou soins d'urgence) ainsi que des coordinateurs dans des programmes de formation à court terme, en Mauritanie et à l'étranger (dans ce dernier cas, sous le patronage de la Croix-Rouge).

Deuxième Partie : Description et Évaluation des Institutions
et Programmes de l'Éducation non-Formelle

Il existe une grande variété d'institutions et de programmes concernant l'éducation non-formelle; ceux qui concernent principalement le développement rural sont décrits et évalués dans ce rapport. Le tableau de base n°1 (ci-après) présente les capacités ou connaissances qui sont enseignées dans les programmes décrits. Le tableau cite également les principales associations, organismes ou services organisateurs concernés. Le tableau de base n°2 présente des instances de tutelle des programmes d'éducation non-formelle (voir ci-après).

En Mauritanie, il existe trois types fondamentaux d'éducation non-formelle :

- 1) celui où les programmes d'associations et les activités sont directement liés à l'amélioration de la productivité économique ou à l'augmentation des salaires.
- 2) celui qui est indirectement lié à l'amélioration de la productivité économique ou la croissance des revenus salariaux.
- 3) celui qui est concerné par l'intégration sociale et culturelle.

2.1. Éducation Non-Formelle directement liée à la productivité économique

Dans cette partie de l'étude sont analysés les deux plus importants programmes de l'éducation non-formelle :

Tableau de Base I : Types d'Education non-Formelle directement
liée au Travail Productif

Type de l'Activité ou du Service	Personnes en apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Agriculture</u>			
- Agriculture traditionnelle comprenant l'agriculture recessive sous pluie, celle avec peu de pluies, l'agriculture des oasis et des irrigations	Théoriquement le groupe d'âge de 6 à 14 ans soit : 68.804 personnes sédentaires rurales et 27.745 familles nomades	- Agriculteurs adultes, particulièrement ascendants hommes	Majeure partie de la Mauritanie au sud de 350 mm de pluviométrie. Oasis dans le nord et dans la partie centrale, oueds, rives du fleuve Sénégal.
<u>Qualifications</u>			
Labourage, ensemencement, désherbage, récolte, battage, vannage, emmagasinage, outils manuels traditionnels, équipement, méthodes			
<u>Méthodes d'apprentissage</u>		<u>Légumes</u>	
apprentissage par observation, participation graduelle dans le travail d'adultes		1. 116 techniciens et admin. de Services de Vulgarisation Agricole	- toutes les régions à l'exception de Nouadhibou et du Tiris Zemmour.
- Agriculture moderne Jardins potagers		2. Projet de légumes de l'AID - 13 expatriés plus les homologues mauritaniens	- Trarza, Brakna, Assaba Gorgol
Même connaissances que ci-dessus en plus du choix des terrains, de rotation des cultures, ramassage des graines, arrosage, éclaircissage, usage de semis, engrais, pesticides ; conservation et emmagasinage des produits agricoles		3. 5 techniciens américains 6 homologues mauritaniens du projet Sélibaby DRIG	- Guidimakha
		4. Lutte contre la misère (War and Want).	- Guidimakha-sur le fleuve

Tableau de Base 1 : Types de l'Education Non-Formelle directement
liée au Travail Productif

Type de l'Activité ou du Service	Personnes en apprentissage	Personnel	Localisation
	: 1200 familles à Barkéol : 250 à Nouakchott : 5 villages dans la : Trarza	5. Fédération Luthérienne Mondiale 2 agents mauritaniens de vulgarisation	- Barkéol (Assaba) et Nouakchott, Trarza
	: 1000 personnes dans les : 4 villages près de Rosso : (Trarza)	6. COSOC (Communication Sociale) agents du développement rural à Rosso	- Trarza
	: 2000 villageois	7. CARITAS- 4 expatriés 4 agents mauritaniens de vulgarisation	- Gorgol-sur le fleuve Sénégal
	: 250 familles de réfugiés : de la sécheresse	8. Corps de la Paix volontaires	- Projet de légumes de l'AID
		9. Croissant Rouge	- Jardins de la zone maraî- chère à Nouakchott aidés par la Fédération Luthé- rienne Mondiale
<u>Riziculture</u>			
Connaissances :			
Capacités de choisir un terrain ap- proprié, aptitude à construire et à niveler une rizière, ainsi que la préparation des semis, utilisation du système hydraulique; faculté de semer, éclaircir, transplanter, re- colter, battre et vanner le riz ; faculté d'employer les engrais et les pesticides. Faculté d'entretenir l'équipement hydraulique	4793 agriculteurs pay- sans 1000 agriculteurs pay- sans avec quelques femmes, 160 manoeuvres	1. SONADER (38 agents de vulgarisation compre- nant 9 volontaires du Corps de la Paix 2. Ferme d'Etat (47 tech- niciens chincis, 3 mauritaniens	- Zone fluviale du Trarza du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha - Plaine de M'Pourié près de Rosso (Trarza)

Tableau de Base 1 : Types de l'Education Non-Formelle directement
liée au Travail Productif

Type de l'Activité ou du Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Elevage</u>	:	:	:
Nomade Traditionnel	: Théoriquement 78.310 familles nomades groupes	: Total de 161 personnes personnes soit l'ensemble du personnel du Service	: - Toutes régions
Connaissances :	: ethniques principaux :	: d'Elevage	:
Connaissances du climat, du type de pâturages, des sources d'eau, de l'emplacement des pâturages, des soins traditionnels aux animaux (y compris la traite), de méthode de vente des animaux (surtout l'esti- mation du poids)	: les Maures, les Haratines, les Peulhs	:	:
Transhumance Traditionnelle	:	:	: - Principalement les régions du sud de la Mauritanie
Capacité :	: Théoriquement 22.807	: - Total de 161 personnes	:
Les mêmes que les précédentes, sauf la connaissance du climat mais avec en plus. celles de :	: Éleveurs sédentaires groupes ethniques prin- cipaux, les Maures, les Haratins, les Peulhs, les Soninkés.	: sur l'ensemble du per- sonnel du Service d'Ele- vage - 6 expatriés avec leurs homologues maurita- niens du projet hol- landais APPAM - 6 expatriés avec leurs homologues maurita- niens dans le DRIG (USAID) - 1 mauritanien du projet chinois.	: - Sélibaby (Guidimakha) - Ferme d'Etat, Trarza

Tableau de Base 1 : Types de l'Education Non-Formelle directement
liée au Travail Productif

Type de l'Activité ou du Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Formation multisectorielle du développement rural</u> Connaissances : des techniques d'animation de l'utilisation des médias visuels et du travail collectif	Plus de 20 agents du développement rural, divisés en 4 équipes, chaque équipe comprend : 1 agent de vulgarisation agricole 1 agent du service d'Élevage 1 agent de la protection d'environnement, 1 agent du service de la santé et 1 expert de l'hydraulique	inconnu jusqu'à présent, projet dans sa phase de planning. Fondé et entretenu par la FAO et l'UNESCO.	Lieu de formation inconnu. Une équipe, après formation travaille dans les Hodhs, un autre dans le Gorgol et le Guidimakha, un autre dans le Trarza, Brakna et Tagant, et dans le nord du pays.
<u>Service de l'Hydraulique</u> Connaissance : L'aptitude à appliquer les données météorologiques aux nécessités agricoles et d'élevage, connaissances de l'influence de la pluie sur l'environnement naturel.	9 personnes avec des expériences éducatives générales	Principalement, un expert du PNUD. Quelques formations dans l'école de Météorologie à Dakar, Sénégal.	Formation à Nouakchott avec un expert du PNUD. Un agronome météorologue pour le travail dans les stations météorologiques au sud de la Mauritanie assurant les données pour les Services du Développement Rural
<u>Coopératives :</u> - Connaissance : - Animation: prise de conscience chez les paysans, prise de conscience critique des conditions de vie, réduction du fatalisme, développer l'idée que les gens peuvent apporter des changements dans leurs propres vies	- nombre inconnu d'agriculteurs mi 1970, il y en avait 1135	8 agents de coopératives	- 2 p. à Rosso, 2 p. à Boghé 2 p. à Kaédi, 2 p. à Nouakchott 1 à ENFVA (déjà formé).

- Administration, comptabilité
(pour les bureaux

: - 128 présidents, 128 : vice présidents, 128 : trésoriers représen- : tant 128 coopératives : de riz :	: Personnel de l'adminis- : tration de la SONADER : dans chaque bureau de : secteur :	: Coopératives patronnées par : la SONADER dans les 4 régions : le long du fleuve Sénégal :
<hr/>		
: - 22 coopératives compre- : nant 1000 familles : : - nombre indéterminé : de riziculteurs :	: - 5 formateurs agronome : de Chine, 3 mauritaniens : : - même personnel :	: Ferme d'Etat (M'Pourié) : - Diouk, Brenne Darou, : Brenne Guiyar (Trarza) :

Tableau de Base 1 : types de l'Education Non-Formelle directement
liée au Travail Productif

Type de l'Activité ou de Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
	ge		
- Tissage, teinture, couture, broderie, lecture, écriture, arithmétiques en français et en arabe	800 femmes	10 à 12 instructeurs	Centres de Formation Feminine ; un dans chaque capitales régionale
- Tissage, alphabétisation en Français, en Arabe, mathématiques	50 jeunes femmes	techniciens parmi l'ensemble du personnel de 24	CFAT, école de tissage Nouakchott
<u>Pêche</u>			
- Pêche traditionnelle	:- environ 2000 hommes principalement les Poulars	: apprentissage familial	: Village au bord du fleuve-Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha.
Aptitudes :			
A l'intérieur : fabrication et utilisation de barrages, de lignes de filets, d'hameçons, utilisation de pirogues, de nettoyage et de séchage du poisson au soleil			
Au bord de la mer: même chose moins l'utilisation de barrages ; en plus l'utilisation des moteurs hors bord.	:- Principalement les Woloifs et les Imraguens	: Apprentissage familial (quelque apprentissage non familial). Pas d'efforts de formation de la part du gouvernement	: Côte Atlantique de la Mauritanie à Trarza, Inchiri, Nouadhibou
- Pêche moderne			
- Aptitudes :			
Navigation. Entretien des moteurs; conservation de poisson ; éducation physique			: Centre de formation de pêche financé par les Japonais devrait ouvrir à Nouadhibou

Tableau de Base 1 : Types de l'Education Non-Formelle directement
liée au Travail Productif

Type d'Activité ou de Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Formation Professionnelle, Industrielle</u>	400 ouvriers de l'industrie minière	techniciens-formateurs de l'entreprise	Zouérate (Tiris Zemmour) et 2 centres de formation, de la SNIM Nouakchott
Qualifications de mineurs, aptitudes pour réparations électriques et entretien	200 ouvriers par centre plus de 20 ouvriers par cycle de formation	2 instructeurs expatriés	
<u>Secteur Tertiaire et Gouvernemental</u>			
45 - formateur de formateurs professionnels Aptitudes (pour les formateurs)	13 experts professionnels avec expérience de travail général ou technique	experts professionnels de l'OIT et du PNUD	Nouakchott, au CFPP (centre de formation et de perfectionnement professionnel)
Apprentissage de méthodes d'inspection, l'utilisation d'aide audio-visuelle de méthodes d'analyse de travail aptitudes en construction, en mécaniques, en secrétariat, en comptabilité	plus de 350 personnes par an: ouvriers du bas niveau et du niveau moyen	13 experts de CFPP débutent	Nouakchott, au CFPP
<u>Administrateurs du Niveau Moyen</u>			
Aptitudes: Méthodes de recherche en Sciences Sociales, analyse des données, direction organisationnelle, accent sur les relations humaines	Nombre d'administrateurs du niveau moyen inconnu cadres techniques, homologues mauritaniens des expatriés	Nombre inconnu de conseillers expatriés dans les services gouvernementaux dans les instituts de recherches. Experts mauritaniens	Ministères, services divers dans Nouakchott et dans les autres régions. Emplacement des projets de donateurs étrangers.

Tableau de Base 1 : Types de l'Education Non-Formelle directement
liée au Travail Productif

46

Type d'Activité ou de Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Secteur non structuré</u>			
<u>Construction</u>			Satara (bidonville de Rosso)
Maçons			
Aptitudes: utilisation d'outils de base et l'équipement, y compris les truelles, les niveaux, les fils à plomb, les équerres, les échafaulages et les supports de voûtes	5 maçons mauritaniens 30 maçons formés (?)	2 à 3 architectes expatriés (qui forment les maçons)	ADAUA (projet Suisse privé)
- Briquetiers	nombre de personnes indéterminé	5 maçons (formateurs des formateurs de maçons)	éventuellement villages de COSOC près de Rosso
Aptitudes: utilisation des moules en bois, des presses manuelles, de tamis d'arrosoirs, de proportions aléquatées de sable, d'argile, de ciment et de calcaire			
<u>Artisanats</u> (voir coopératives, page 44)	800 femmes	10-12 instructeurs	Centres de Formation Feminine dans les capitales régionales
tissage, teinture, couture, alphabétisation en Français et en Arabe	50 à 60 jeunes femmes	techniciens, l'ensemble du personnel 22 p.	
tissage de nattes, alphabétisation en Français, en Arabe			CFAT - école de tissage à Nouakchott

Tableau de Base 1 : Types de l'Education indirectement
liée au Travail Productif

Type d'Activité ou de Service	Personnes en apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Santé Publique</u>			
- <u>Médecine Préventive Communautaire</u>			
Aptitudes : Habileté à l'identification des maladies courantes, administrer des médicaments simples, prendre la température, évaluation du degré de déshydratation d'un enfant,	- environ 30 volontaires (Délégués Sanitaires)	1 médecin, 1 sage femme, 5 infirmiers	- Pour les <u>Délégués</u> : La formation se passe à Atar, pour la population dans les zones rurales
Habileté pour expliquer le besoin de vaccinations aux ruraux, les mesures à prendre contre la diarrhée, de savoir le désinfecter habileté d'expliquer les causes des galeries.	- 192 travailleurs de la santé (Assistance Médicale Rurale) projet Trarza - Population de l'Adrar - Population du Trarza	2 infirmiers mauritaniens (infirmiers diplômés) 10 infirmiers mauritaniens de dispensaire - 4 volontaires du Corps de la Paix - 2 experts expatriés en santé publique - 1 homologue mauritanien	Travailleurs de la Santé Publique dans les villages - Formation à Nouakchott et à Rosso Four la population la formation se passe dans les régions rurales
- Secourisme	- environ 3500 volontaires (secouristes)	- Médecins et infirmiers volontaires	- La plupart des centres administratifs régionaux
Aptitudes: Méthodes du secourisme de base	- environ 40 moniteurs	- Responsables de la Santé Publique, de la Croix Rouge	- Hôpitaux de Nouakchott
Travail social, techniques d'animation	- 250 familles	- 10 volontaires du Croissant Rouge	- Jardins potagers de Nouakchott
Culture de légumes	- 10 volontaires du Croissant		- Nouakchott
Méthodes de vulgarisation		- Personnel de vulgarisation Agricole et de la Fédération Luthérienne Mondiale	- Siège du Croissant Rouge à Nouakchott
Couture, tricot	- Nombre variable de femmes	1 formateur	

Tableau de Base 1 : Types de l'Education Non-Formelle
indirectement liée au Travail Productif

Type d'Activité ou de Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Protection Maternelle et Infantile:</u>			
Aptitudes : Connaissance de la grossesse, du processus d'accouchement, des mesures à appliquer en cas de grossesse difficile	Généralement, les femmes enceintes résidentes dans les centres administratifs	Sage femmes, infirmières interprètes	Centres de Protection Maternelle et Infantile (les PMI) dans les centres administratifs
Instruction de Vie Familiale	Maris de femmes enceintes	Infirmiers expatriés	Centre Médico-Social à Nouakchott
Identification de grossesse difficiles	- 57 accoucheuses auxiliaires (formation de 9 mois)	2 experts en santé maternelle et infantile	- formation effectuée à Nouakchott
Hygiène avant et après l'accouchement	- 102 accoucheuses traditionnelles (formation sur le tas d'un mois)	- infirmiers, sage femmes	- dans les maternités des PMI régionaux - cliniques et hôpitaux
<u>Enseignement de Nutrition</u>			
Connaissances : Apprentissage des causes de la malnutrition. Identification des symptômes de la malnutrition, identification de la nourriture appropriée pour un régime équilibré- Préparation de la nourriture pour les bébés et les enfants. Identification de rapports santé-poids	- 28 auxiliaires de nutrition (paysannes instruites), formation dure 3 mois - nombre inconnu de mères animatrices pour les visites à la maison (formation de deux semaines)	- Un expert en nutrition en plus des éducateurs de nutrition et des infirmiers - Educateurs régionaux auxiliaires de nutrition	- formation effectuée à Nouakchott - Les PMI régionaux les CRN (Centre de Récupération de la nourriture

Tableau de Base 1 : Types de l'Education non-formelle indirectement
liée au Travail Productif

Type d'Activité ou de Service	Personnes en Apprentissage	Personnel	Localisation
<u>Alphabétisation des Adultes</u> (laïque)			
Aptitudes : Lecture, écriture en Arabe et en Français	- 1731 adultes en 1977-78 majorité de femmes dans quelques centres	- Instituteurs	18 centres gouvernemen- taux dans les capitales régionales, y compris 6 à Nouakchott et le CFAT.
Quelques notions d'arithmétiques, d'éducation générale, des princi- pes religieux islamiques. Quelque instruction du Foular, du Wolof, du Soninké	nombre d'élèves surtout adolescents et adultes inconnu	- N° de personnes instrui- tes inconnu, quelques uns enseignaient ou ensei- gnent dans les écoles coraniques ou primaires	Zones urbaines surtout Nouakchott

Types de l'Education non-formelle liée à l'Intégration Sociale et Culturelle

<u>Instruction Religieuse</u>			
Aptitudes : Lecture, récitation du Coran. (1 ^e degré), langue Arabe, littéra- ture, histoire	Presque tous les maurita- niens	Parents instruits <u>Cheikhs</u> ou enseignant religieux	- Ketabib (niveau primaire) - Mahadras (avancé)
<u>Arts, Littérature, Sports</u> Aptitudes			
Langues, apprentissage inter-cul- turel, acquisition d'information au sujet des sciences, arts, his- toire, archéologie.	Jeunes gens instruits, résidents étrangers	Personnel de la Librairie Nationale, du Musée, Personnel des Centres Culturels étrangers	Nouakchott
Entraînement en foot-ball en bas- kat-ball.		- Entraîneurs de sport	

Tableau de base 2 : Instances de Tutelle de l'Education
Non-Formelle

Gouvernement Mauritanien

- + Services du Développement Rural
 - Service de l'Agriculture,
 - Service de l'Elevage,
 - Service Protection de la Nature,
 - Service des Coopératives,
 - SONADER,
 - Service de l'Hydraulique.

Ministère de la Santé Publique

- Hôpitaux (certains cas),
- Dispensaires (certains cas),
- Maternités (certains cas),
- Les PMI (Centre de Protection Maternelle et Infantile) (certains cas),
- Les CRN (Centre de Récupération Nutritionnelle) (certains cas).

Ministère de l'Enseignement Fondamental et Secondaire

(l'alphabétisation des adultes)

Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

(bibliothèque nationale, musée, programmes sportifs).

Sociétés d'Etat (traitées dans rapport sur l'éducation formelle)

- + SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière)
 - Centres de formation industrielle,
- + SONELEC (Société Nationale d'Electricité)
 - Centres de formation d'ouvriers

+ = Formation directement liée au travail productif.

Entreprises privées, Secteur moderne (non traités dans ce rapport)

- + Apprentissage,
- + Formation sur le tas,
- + Formation des homologues (pour la mauritanisation).

Secteur Traditionnel et non structuré

- + Apprentissage

Associations et Organisations n'ayant pas d'Assistance Gouvernementale

* Mahadras: (études islamiques traditionnelles destinées surtout aux adolescents et aux jeunes adultes). Enseignement des matières modernes dans les plus grandes. Certains Mahadras reçoivent de petites subventions du Ministère de la Justice et des Affaires Islamiques.

- Ecoles Ben Ameer: (les données ne sont pas disponibles pour ce rapport)

- Ecoles Fellah : (écoles intermédiaires offrant des études islamiques aussi bien que des "matières modernes" aux jeunes et aux adultes).

Délégués sanitaires : (travailleurs de la santé dans les communes)

Ecoles privées non-formelles: (principalement urbaines, assurent l'alphabétisation en arabe et en français, donnent des cours particuliers à ceux qui désirent se présenter aux examens du système de l'éducation formelle; pas de subvention gouvernementale)

+ Croissant Rouge : (Assistance étrangère considérable de la part de la Croix-Rouge et d'autres associations).

+ Coopératives Agricoles Autonomes (Supervision gouvernementale occasionnelles)

Association des Gouvernements Etrangers

- France
 - Volontaires du Progrès (programme orienté vers le développement) prévu
 - Centre Culturel Français (enseignement du français)
 - FAC (Fonds d'Aide et de Coopération)
 - (formation d'homologues)
- USA
 - Corps de la Paix (Santé Vulgarisation etc...)
 - Projet Trarza (village de travailleurs de la santé)
 - PAMS (séminaires)
 - AID . projet de la production de légumes
 - Projet ERIC (projet intégré du développement rural dans le Guidimaka)
- URSS
 - Centre Culturel Soviétique (enseignement de Russe)
- République Populaire de Chine
 - Ferme d'Etat de l'Fourié (Vulgarisation)
 - Centre Culturel Chinois (agricole)
- Hollande
 - APPAM (projet d'élevage) formation des éleveurs
- Syrie
 - Centre Culturel Syrien (cours d'arabe) pour jeunes et adultes)
- Irak
 - Centre Culturel Irakien (cours d'arabe pour les jeunes non scolaires et les adultes)
- Japon
 - Centre de Formation de Pêcheurs à Nouadhibou.

Associations donatrices privées étrangères

- . ADAUA (Suisse) (formation de maçons)
- . CARITAS (International Caritas) formation féminine (puériculture, riziculture, horticulture).
- . ~~Catholiques Relief Services~~ (Catholiques des Etats-Unis) (Education nutritionnelle).
- . COSOC (Suisse) formation masculine intégrée, formation féminine.
- . Fédération Luthérienne Mondiale (Protestant international) Centre Médico-Social - planning familial. Education nutritionnelle
- . Lutte contre la misère (War ou Want, Grande-Bretagne) formation professionnelle des populations.

Associations Internationales

- . OIT - PNUD
Centre de formation et de perfectionnement professionnels (CFPP)
- . FED - PNUD
(Séminaires sur la planification du développement)
- . UNSO-FAO (Formation de brigades mobiles pour le développement rural).

Le Service de l'Agriculture et le Service de l'Elevage sont, de loin, les plus grandes institutions du point de vue espace et personnel actuellement ou potentiellement concernées par la productivité économique du milieu rural. La SONADER, société gouvernementale qui travaille au développement de la riziculture et un grand nombre de projets de donateurs étrangers occupent le reste de ce chapitre consacré à la productivité économique et à l'éducation non-formelle.

Il semblerait qu'une partie insignifiante de l'éducation non-formelle soit consacrée à la pêche. La richesse potentielle de ce domaine n'est pas exploitée de façon adéquate. Il n'y a pas de formation moderne des pêcheurs en eaux douces du pays qui représentent encore une ressource sous-exploitée.

Les données sur l'éducation non-formelle des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs proviennent de l'Enquête "Qualifications" dans laquelle on a demandé aux personnes interrogées de décrire la façon dont elles ont appris leur métier. Les chiffres concernant le nombre d'instructeurs ont été fournis par les différents services.

2.1.1. Agriculture Traditionnelle

Le tableau n°1 représentant les activités de l'agriculture traditionnelle montre que la plupart des types d'agriculture en Mauritanie sont, du point de vue technique, relativement simples. Les pratiques modernes, telles l'utilisation d'engrais, de pesticides, d'herbicides et l'emploi de machines ou de bêtes de trait sont rares, étant donné le manque de travailleurs compétents nécessaires à l'utilisation correcte de ces moyens.

Les produits agricoles les plus courants sont le sorgho, le mil, le maïs et un certain nombre de légumes africains traditionnels. Le service gouvernemental de vulgarisation agricole ainsi que la plupart des projets des donateurs

étrangers s'occupent peu de ces produits agricoles et de ces types de culture. Jusqu'à présent il n'a pas été fait grand chose pour la modernisation de l'agriculture traditionnelle.

L'agriculture traditionnelle (et les professions rurales) s'acquièrent principalement sur la base d'un apprentissage familial qui est enseigné surtout , de manière très informelle. Cet apprentissage peut être appelé instruction non-formelle puisque le père (ou un autre adulte) assume consciemment un rôle pédagogique en apprenant à son fils ou à son apprenti les techniques spécifiques d'un métier.

Cet apprentissage commence dans l'enfance et représente une partie du processus de la socialisation de l'enfant.

Les produits agricoles traditionnels qui poussent dans le diéri (terrains secs) et dans le Walo (agriculture de décrue) sont principalement cultivés par les hommes et par les adolescents. Les enfants des deux sexes de moins de 15 ans accomplissent environ 20% du travail total dans les champs de Walo¹⁾. Les hommes exécutent 40% de toutes les tâches²⁾.

1) John GRAYZEL : "Analyses du milieu culturel et de la fiabilité sociale dans le projet d'irrigation proposé pour Matam au Sénégal" (San Francisco, Bechtel Coop. mimeo, 1976, p.32.

2) op. cit. p.32

Tableau 1 : Activités dans l'Agriculture Traditionnelle en Mauritanie

Activités	Agriculture de la Plaine alluviale	Agriculture sous pluie (Dieri)	Agriculture de décrue (Oualo)	Agriculture d'irrigation (oasis, digues)
Choix du terrain	X	X	X	X
Préparation du terrain	X	X	X	X
Construction de digues basses	0	0	X	X
Semis	0	0	0	0
Nivellement du sol	0	0	0	X
Ensemencement	X	X	X	X
Repiquage	0	0	0	X
Desherbage	2 fois	2 fois	2 fois	3 fois
Utilisation d'engrais	0	0	0	0
Pesticide, Herbicide, Fongicide	0	0	0	0
Drainage, Irrigation	0	0	X	0
Arrosage	0	0	0	X
Eloignement d'Oiseaux	X	X	X	X
Récolte	X	X	X	X
Battage	X	X	X	0
Vannage	0	X	X	0
Emmagasinage, Emballage	X	X	X	X
Vente de Produits	0	X	X	X
Utilisation d'outils manuels	X	X	X	X
Utilisation de machines ou de traction animale	0	0	X	0
Gestion de Propriété	0	0	X	0

X = pratiqué.

0 = rare ou inexistant.

Dans les champs de diéri les enfants font seulement 11 à 16% des tâches pendant que les hommes en font 42,5%¹⁵⁾. Les champs de Walo et de diéri sont cultivés avec le même genre d'outils simples qui sont fabriqués par les agriculteurs ou par les forgerons de village. Dès leur tendre enfance les garçons apprennent à se servir de la houe, du hache-paille et des faucilles¹⁶⁾. Les enfants (surtout les garçons) de moins de 15 ans participent au travail en protégeant les champs nouvellement semés contre les prédateurs¹⁷⁾. Ils participent à un certain degré au défrichage et au désherbage, mais cela est d'habitude réservé aux adultes¹⁸⁾. Les filles et les femmes jouent un rôle relativement secondaire dans la culture du Walo et du diéri, qui est limité, en général, à la surveillance du Walo et du diéri, à la récolte et au transport (diéri)¹⁹⁾. Dans tous les cas, l'apprentissage se fait avant 15 ans principalement par l'observation et après cet âge par participation.

Les Variables de l'Importance Ethnique et Familiale

Une analyse plus détaillée montre que l'importance de la famille est une variable significative dans la détermination de la façon dont les enfants (surtout les garçons) apprennent à être agriculteurs.

15) Ibid. p.32

16) John A.Grayzel, op. cit. p.35

17) Ibid p.35

18) Ibid PP.33-34

19) Ibid pp. 33-34

Dans les petites familles, le père instruit d'habitude son ou ses fils²⁰⁾. Cela s'avère pour tous les groupes ethniques sédentaires observés (Wolofs, Poulars, Haratins, Soninké). Dans les familles nombreuses, les frères aînés (ou les oncles) instruisent les garçons cadets. Lorsque les enfants arrivent à l'école coranique, ils sont souvent initiés au travail agricole par le marabout (dans les régions des Poulars et des Wolofs). Dans les petites familles les garçons commencent à sortir dans les champs avec leurs pères (ou les frères plus âgés ou oncles) dès l'âge de 7 ans. Dans les familles assez nombreuses nécessitant moins d'aide, les garçons peuvent commencer à sortir dans les champs à 9 ans seulement. Les filles en général, ne sortent pas dans les champs avant 12 ans.

Avant l'âge de 15 ans un enfant s'instruit en observant et en apportant de la nourriture ou de l'eau aux adultes qui travaillent. Les jeunes sont encouragés à apprendre les techniques agricoles en écoutant les gens faire l'éloge des meilleurs agriculteurs lors des grandes réunions (les baptêmes, les mariages, les fêtes de village etc...). Le père encouragera souvent son fils à travailler dans les champs en lui offrant une radio, un petit veau, une chèvre ou même un petit terrain bien à lui.

Effets de l'Education Formelle

La saison des récoltes (surtout dans le Walo) ne correspond pas aux grandes vacances scolaires (de juillet à octobre) de telle sorte que les enfants qui vont à l'école passent beaucoup moins de temps dans les champs que les enfants qui ne sont pas scolarisés. Dans le programme scolaire de l'école primaire aucune matière n'a de rapport direct avec l'agriculture,

20) L'analyse suivante provient des notes du RAMS prises sur le terrain à M'Pourié et Kankossa, par Thiam Bocar, Sociologue, 1979-1980.

de sorte que l'école dissuade ainsi les enfants de s'y consacrer. Il semblerait que les agriculteurs préfèrent envoyer leurs enfants faire des études considérant l'éducation comme une garantie pour une vie plus facile.

2.1.2. L'Agriculture Moderne

2.1.2.1. La Riziculture

Le revenu, plutôt que l'autoconsommation, est l'objectif principal de la riziculture. Les agriculteurs, qui participent dans grands projets de riziculture, ont le droit de garder une partie de la récolte pour leur propre consommation, mais la majeure partie de la production est vendue par la société gouvernementale de vente de céréales (Office Mauritanien des Céréales).

Capacités

- Préparation de rizières pour l'ensemencement,
 - Nivellement,
 - Préparation des semis (uniquement dans les projets SONADER),
 - Irrigation.
- Ensemencement
 - Eclaircissage (uniquement dans le projet SONADER),
 - Repiquage (uniquement dans le projet SONADER),
- Contrôle de l'irrigation,
 - Désherbage,
 - Fertilisation,
 - Récolte.

Pour appliquer ces techniques les paysans doivent acquérir:

- Le sens d'un investissement approprié, par exemple l'investissement fait par l'achat de planches de nivellement et d'outils qui exigent initialement des dépenses relativement élevées mais qui sont rentabilisées par une augmentation des rendements de la récolte;

- L'habitude d'utiliser la traction animale pour préparer les rizières pour l'irrigation;
- L'habitude de semer en lignes indiquées par des fils pour faciliter l'accès à la rizière et pour calculer approximativement la quantité de plants qu'il faut repiquer;
- L'idée de la valeur du travail collectif;
- Les méthodes de calcul du coût de la production, de la valeur de leur récolte et du bénéfice attendu.

Les personnes intéressées

Les Wolofs, les Poulars, les Haratins et les Soninkés représentent les principaux groupes ethniques concernés par l'apprentissage. 4.793 agriculteurs travaillent dans les rizières supervisées par la SONADER. Le nombre d'agriculteurs qui travaillent indépendamment, ou avec l'aide de projets de donateurs étrangers, le long du fleuve Sénégal, est inconnu. La riziculture est une activité dont l'importance ne cesse d'augmenter de telle sorte que 1.100 agriculteurs seront inclus dans le projet Gorgol de la SONADER en 1980-81. Les femmes participent à la riziculture de plusieurs façons. Le désherbage et la surveillance des rizières contre les oiseaux et autres maraudeurs entrent dans le domaine particulier des femmes. Elles apprennent avec les hommes la façon dont on sème le riz mais ne participent pas aux travaux qui exigent beaucoup de force comme le battage par exemple.

Les Wolofs sont les plus nombreux et les plus industriels et il semble qu'ils aient beaucoup appris durant la formation faite par les techniciens et agents chinois de vulgarisation. Puis viennent les Maures et les Peulhs. Ces derniers sont des éleveurs nomades récemment sédentarisés et il semble qu'ils aient le moins bénéficié de la formation.

Environ 27 hommes, sont payés pour travailler sur les rizières de la Ferme d'Etat, elle-même.

Ces travailleurs permanents sont formés et supervisés par le personnel chinois. Un nombre de 130 ouvriers supplémentaires est engagé tous les ans pour la saison de culture et de la récolte.

Personnel

SONADER :

39 agents de vulgarisation comprenant 9 volontaires du Corps de la Paix.

FERME D'ETAT :

5 agronomes-formateurs chinois (plus 42 autres experts en agriculture et techniciens)
3 Mauritaniens.

Localisation

SONADER :

La Sonader supervise approximativement 1.287 hectares de rizières et 4.793 agriculteurs.

Les petits périmètres villageois de la Sonader occupent une superficie de 0,2 à 0,5 hectare par paysan :

Secteur de Rosso :

- 8 périmètres opérationnels
- 15 périmètres prêts pour la mise en culture

Secteur de Boghé :

- 12 périmètres opérationnels
- 10 périmètres prêts pour la mise en culture

Secteur de Kaédi :

- 12 périmètres opérationnels

Nouveaux projets :

- . Secteur de Sélibaby
- . Casier Pilote du Gorgol à Kaédi, projet expérimental de grande envergure, comprenant environ 1.100 agriculteurs.

Ferme d'Etat

Situé à l'ouest de Rosso, le Projet de M'Pourié a atteint une superficie de 1.426 ha en 1980. La Ferme d'Etat comprend à elle-seule 614 ha; le reste est divisé en rizières coopératives dont les surfaces varient entre 0,6 et 0,8 ha.

2.1.2.1.1. SONADER (Société Nationale pour le Développement Rural)

La SONADER, société semi-autonome est administrativement rattachée au Ministère du Développement Rural. Son activité est exclusivement la riziculture.

Si le rapport d'un agent de vulgarisation pour cinquante à quatre-vingts paysans²³⁾ est idéal dans la riziculture, la SONADER présente un déficit de 55% d'instructeurs.

Les quatre secteurs du projet de la SONADER devaient, en juillet 1980, avoir un total de 4.793 agriculteurs et 34 agents de vulgarisation comprenant les cinq volontaires du Corps de la Paix. La moyenne du rapport concernant le nombre d'agriculteurs pour le nombre d'instructeurs était de 144 pour 1, ce qui est bien en dessous de l'idéal - cinquante à quatre-vingts paysans pour 1 instructeur (mais cette moyenne est toujours bien au-dessus de la moyenne nationale de la vulgarisation agricole qui est de un agent pour 554 agriculteurs²⁴⁾).

23) Entretien avec un Agronome Formateur de la SONADER à Kaédi, le 20 Mars 1980.

24) Relevés de la SONADER, 1979.

PREVIOUS PAGE BLANK

Le rapport le plus favorable se trouve dans le secteur de Sélibaby (1 pour 95). Ce rapport a dû changer en été 1980 après la mise en service de nouveaux périmètres de riziculture dans tous les secteurs.

Il existait ainsi une demande immédiate d'au moins vingt-cinq agents de vulgarisation spécialisés dans la production du riz afin de satisfaire les besoins de la SONADER. Les quatre volontaires supplémentaires du Corps de la Paix qui sont arrivés à la fin 1980 n'ont pas pu combler la lacune qui devrait l'être par les diplômés de l'ENFVA ou les assistants techniques étrangers. En Mars 1980, il n'y a eu que 13 techniciens en agriculture diplômés par l'ENFVA.

Centre de Formation de Paysans de Kaédi

L'inauguration récente (1980) du Centre de Formation de Paysans de Kaédi, faisant partie du projet Casier Pilote du Gorgol représente une expérience très intéressante.

Tous les matins, 85 paysans travaillent dans les rizières sous la surveillance active d'un jeune agronome français et de 4 instructeurs mauritaniens. Ils insistent surtout sur:

- Les démonstrations concrètes d'ensemencement, de repiquage et d'autres activités,
- les questions et les réponses permettant l'augmentation de la prise de conscience,
- les expériences sur les différentes méthodes de repiquage afin que les paysans puissent choisir celles leur convenant le mieux,
- l'utilisation de méthodes visuelles pour aider les paysans à comprendre la croissance du riz dans différentes conditions,
- le rapport collégial sinon professionnel avec les paysans.

Dans l'après-midi, des groupes de paysans se réunissent au centre de formation pour discuter de questions concernant la riziculture, ainsi que d'autres problèmes intéressant leurs vies y compris les baux sur les terrains et les renseignements sur les coopératives.

Bien qu'il utilise un interprète, l'agronome crée une ambiance détendue dans les discussions, encourageant les paysans à un dialogue ouvert. Ces discussions aident souvent les paysans à aller de l'avant dans leur tâche à la rizière. L'agronome se sert d'un tableau noir et d'autres méthodes visuelles pour clarifier les problèmes que les paysans rencontrent dans leurs périmètres.

Ce qui représente une difficulté est le fait que ces activités de formation se font sur une toute petite échelle. L'agronome et ses assistants de vulgarisation ne sont actuellement responsables que de formation d'environ quatre vingt-cinq paysans.

Or, il existe des projets pour former 1.100 paysans dans le Casier Pilote en juillet 1980, mais sans les moyens nécessaires à la réalisation d'un programme aussi élargi de formation.

Education Non-Formelle pour les utilisateurs de moto-pompe

La SONADER a projeté un important programme de formation du personnel auxiliaire concerné par la production de riz. Considérant que l'entretien des moto-pompes est un des facteurs-clefs de la riziculture, un projet de formation des utilisateurs qui durerait quatre ans, devrait être mis sur pied en 1980 de telle sorte que les 128 petits périmètres de riziculture patronnés par la SONADER, aient chacun un utilisateur de pompe qualifié.

Les Objectifs de la Formation :

- assurer l'entretien et la protection des pompes et de leurs moteurs;
- réduire la nécessité d'envoyer des mécaniciens professionnels dans les villages pour réparer les pompes;
- assurer des cours de perfectionnement pour les utilisateurs de pompes qui sont déjà en service.

Les Nécessités de la Formation

- formation d'une durée de deux jours dans chacun des centres sectoriels de la SONADER - Boghé, Rosso, Kaédi (éventuellement Sélibaby);
- formation simultanée de cinq opérateurs de pompes, représentant cinq villages, durant la période de Mars à Juin.

Formateurs :

- Mécaniciens de la SONADER spécialisés en hydraulique.

Résultats

- 128 opérateurs initiés ou perfectionnés; pannes de pompes réduites; meilleure irrigation.

Education Non-Formelle pour les utilisateurs de Machines et d'Equipement

La SONADER a projeté d'ouvrir à Boghé un centre de formation spéciale pour améliorer les qualifications de son personnel responsable de l'entretien ou de la marche des différents engins utilisés pour le travail de la terre ou la construction.

Le centre sera rattaché avec l'atelier central de la SONADER à Boghé. Des détails sur cette formation ne sont pas encore disponibles.

2.1.2.1.2. Le Ferme d'Etat de M'Pourié

Ce projet chinois, créé en 1968, est le plus vieux projet parrainé par un gouvernement étranger en Mauritanie, incluant l'éducation non-formelle.

A côté des rizières appartenant à la ferme-même se trouve la section des rizières cultivées en coopérative.

Là, les techniciens et les formateurs chinois initient les nouveaux venus en techniques de riziculture en commençant par l'ensemencement jusqu'à la récolte et le battage. Ces méthodes de riziculture sont plus simples que celles de la SONADER puisqu'elles ne pratiquent ni les pépinières ni lerepiquage. Après deux saisons de travail sur les rizières directement supervisées par la Ferme, les paysans semblent avoir assimilé les méthodes de base de la riziculture.

Le personnel technique chinois va bientôt céder les postes de direction qui seront confiés au personnel mauritanien. La mission technique chinoise elle-même, responsable de l'installation du système hydraulique et de la réalisation du projet dans son ensemble, devrait partir dans un proche avenir.

En plus de la riziculture, la Ferme d'Etat a créé un centre d'élevage expérimental dans lequel le bétail est gardé dans de larges enclos et nourri avec des sous-produits du riz.

2.1.2.2. Maraîchage

La culture des légumes demande certaines connaissances et compétences que l'on ne trouve généralement pas dans les formes traditionnelles de l'apprentissage, mais ne demande pas autant de mécanisation et de technologie que la riziculture moderne irriguée.

La culture des légumes est une activité attrayante par la simplicité relative de ses techniques et par l'absence de technologie sophistiquée. Cette culture étant intensive, elle n'exige pas de traction animale pour être productive.

La culture des légumes en Mauritanie a deux fonctions :

- le revenu obtenu par la vente,
- l'autoconsommation pour les besoins nutritionnels.

En général, les jardins potagers qui sont à la proximité des grands centres, comme Nouakchott par exemple, ont tendance à se consacrer à l'exploitation commerciale. Les potagers dans les villages retirés, comme celui de Barkéol, sont loin des marchés et les légumes sont en majeure partie cultivés pour l'autoconsommation.

Au point de vue agriculture, le processus d'acquisition de connaissances pratiques est identique dans les deux cas.

La culture des légumes représente le premier, l'objectif du Service de l'Agriculture et ainsi qu'une partie importante de plusieurs projets de gouvernements étrangers et privés.

Capacités

Les techniques pour la culture des légumes sont d'une nature plus sophistiquée que celles utilisées pour la culture de diéri et de walo. En bref elles comprennent :

- Exploitation de la terre et de l'eau,
 - connaissance de la fertilité du sol,
 - rotation des cultures ou assolement,
 - engrais et leurs utilisations,
 - méthodes d'emploi de l'eau du rapport sol/rendement par point d'eau,
 - connaissance des types de sol et des besoins en eau des cultures différentes.

- Animaux nuisibles et Maladies
 - (Insectes)
 - réalisation de l'assolement,
 - Surveillance et arrachage des mauvaises herbes,
 - utilisation des plantes qui chassent les insectes nuisibles.

- . Pratiques de la culture,
- sélection de méthodes appropriées d'ensemencement,
- connaissance des dates d'ensemencement et de récolte,
- cultures associées.
- dosage des engrais.

Personnes intéressées

Dans le domaine de la production économique, celle des légumes est la plus importante dans les jardins potagers de Nouakchott, d'Akjoujt, de Rosso et dans les environs des autres grandes villes de Mauritanie.

En ce qui concerne Nouakchott, un nombre important de familles de cultivateurs est arrivé sans aucune expérience préalable en horticulture ou toute autre sorte de culture.

Ce sont principalement des réfugiés qui durant la période de sécheresse sont arrivés dans la capitale depuis l'intérieur du pays.

Dans les autres régions, la production commerciale des légumes est faite par un mélange d'agriculteurs traditionnels et de nomades nouvellement sédentarisés, surtout dans le sud de la Mauritanie.

Personnel

L'éducation non-formelle dans la production des légumes est faite aussi bien par le service de vulgarisation agricole que par des associations de gouvernements étrangers et privés, comprenant :

- . Gouvernement Mauritanien - personnel en contact avec les agriculteurs
- 11 ingénieurs agronomes,
- 12 chefs de travaux,
- 37 moniteurs,
- 56 manoeuvres.

- Projet de Maraîchage de l'AID

- 4 techniciens américains, experts en vulgarisation, en nutrition, en coopérative, en agronomie, plus leurs homologues mauritaniens.

- Corps de la Paix

- 5 Américains travaillant comme agents de vulgarisation dans un projet de production de légumes financé par l'AID (voir ci-dessus).

- Fédération Luthérienne Mondiale

- 10 volontaires mauritaniens du Croissant Rouge ayant suivi, pendant un an, un stage de formation pour devenir agent de vulgarisation dans les jardins potagers de Nouakchott (voir ci-dessus).
- 2 agents mauritaniens de vulgarisation dans le projet de développement rural intégré à Barkéol (Assaba) appuyé par le gouvernement mauritanien.

- Personnel du secteur agricole de Rosso.

- DRIG (Développement Rural Intégré à Guidimakha financé par l'AID).

- 1 expert de vulgarisation (conducteur ou chef de travaux)
2 agents de vulgarisation (moniteurs)

- COSOC (Union Internationale pour la Protection de l'Enfance)
(Communication Sociale)

- Un agent de vulgarisation du secteur agricole de Rosso aide les femmes des villages proches du projet COSOC, à cultiver des légumes.

- Lutte contre la Misère (War on Want - Projet Britannique Privé).

- 3 Mauritaniens et 2 expatriés aident les paysans des villages touchés par le projet de Guidimakha à créer des jardins potagers locaux.

- CARITAS (Association Catholique Internationale)

- 2 formateurs expatriés

- CROISSANT ROUGE

- 10 volontaires formés comme agents de vulgarisation (cf. Fédération Luthérienne Mondiale ci-dessus).

LOCALISATION. Gouvernement Mauritanien

Secteurs agricoles dans toutes les capitales régionales à l'exception de Nouadhibou et de Zouérate.

. AID

Terrains des projets pilotes à proximité des capitales régionales ou des sources d'eau du Trarza, du Brakna, du Gorgol et de l'Assaba.

. Fédération Luthérienne Mondiale

Nouakchott (jardins potagers)

Barkéol (Assaba)

5 villages au bord du fleuve dans le Trarza

. DRIG

Zone de Sélibaby (Guidimakha)

. COSOC

4 villages aux proches environs de Rosso

. Lutte contre la misère (War on Want)

Villages sur le fleuve Sénégal (Guidimakha)

. CARITAS

Villages sur le fleuve Sénégal, au sud de Kaédi (Gorgol)

. Croissant-Rouge - Nouakchott (jardins potagers)

2.1.2.3. Service de l'AgricultureMéthodes de vulgarisationDémonstrations

Les centres d'agriculture étant inexistantes des démonstrations se font principalement dans les champs des agriculteurs indépendants.

Le pourcentage²⁵⁾ des intéressés indiquant que les agents de l'agriculture font des démonstrations dans leurs champs passe de 0% dans l'Adrar, où aucun des 25 enquêtés n'a reçu la visite d'un agent de ces agences, à 34% dans le Trarza (soit 10 des 29 enquêtés dans cette région).

25) Les pourcentages cités reflètent des réponses à des questions différentes et ne s'additionnent donc pas.

Ce n'est que dans le Hodh Oriental, l'Assaba, le Gorgol et le Trarza que les agents font des démonstrations chez 10 % des agriculteurs enquêtés.

Entretiens

Dans la plupart des régions, les entretiens et les discussions entre conseillers et agriculteurs n'existent ni dans les champs ni dans les villages. Lorsqu'il y en a ils ont lieu dans les villages. Ce n'est que dans le Gorgol, le Brakna et l'Inchiri que plus de 5 % des agriculteurs ont participé à des entretiens.

Réunions

Bien qu'elles soient plutôt rares, il s'en est tenu dans quelques régions auxquelles ont participé plus de 10 % des agriculteurs.

Films ou Diapositives

Les méthodes audi-visuelles sont pratiquement inconnues en Mauritanie dans les services de vulgarisation. Dans tout le pays, seulement deux agriculteurs déclarent avoir vu des films ou diapositives, l'un chez lui, l'autre dans une réunion de village.

Tableau 3 : Personnel du Service de l'Agriculture par
Poste et Fonction

Fonctions Postes	Ingénieurs Agronomes	Conducteurs de Travaux	Moniteurs	Manoeuvres	Agents de Coopératives	Total
Direction	8	2	2			12
1 Néma		1	3	6		10
2 Aïoun		1	3	4		8
3 Kiffa		1	6	2	1	10
4 Kaédi	1	-	3	6	-	10
5 Boghé	-	1	5	8	1	15
6 Rosso		2	5	4	-	11
7 Atar	1	-	2	2	-	5
8 Nouadhibou	-	-	-	-	-	-
9 Tidjikja	-	1	1	5	-	7
10 Sélibaby	-	1	3	5	-	9
11 F'Dérick	-	-	-	-	-	-
12 Akjoujt	1	-	-	-	-	1
13 Nouakchott	-	2	4	14	-	20
Total	11	12	37	56	2	118

SOURCES : Ministère du Développement Rural, 1980. Ces chiffres
ne comprennent pas la promotion 1980 de l'ENFVA.

2.1.3. Elevage

En Mauritanie, il n'existe actuellement que 2 types d'élevage - la transhumance et l'élevage nomade.

Tableau 4 Pratique de l'élevage traditionnel en Mauritanie

<u>Connaissances ou pratique</u>	<u>Elevage Nomade</u>	<u>Transhumance</u>
- Connaissances du climat	X	O
- Connaissances de la qualité des pâturages et des sources d'eau	X	X
- Choix des itinéraires	X	X
- Soins traditionnels apportés au bétail (comprenant la traite)	X	X
- Consentement à l'intervention vétérinaire	X	X
- Connaissances de l'entretien et de l'amélioration des pâturages	O	X(jusqu'à un certain degré pour éviter le surpâturage)
- Méthodes de vente de bétail	X	X

Tableau 5 Pratique d'élevage modernisé, planifié ou
déjà introduit dans des projets de donateurs
étrangers

Pratique ou connaissances	Elevage sur les pâturages de transhumance	Elevage	Pâturages améliorés irrigués ou non, entretien des puits
Connaissances de l'entretien et de l'amélioration des pâturages	X (plus avancé que la simple transhumance)	X	X
Connaissances des méthodes zootechniques modernes (alimentation, reproduction, croissance)	0	X	X
Connaissances de traitements médicaux modernes et simples	0	X	X
Exploitation de bétail	0	X	X
Connaissances de la valeur commerciale du bétail	0	X	X
Méthodes de vente	X	X	X

X = pratiqué

0 = rare ou inexistant.

Personnes intéressées

Les Maures Bidanes, les Haratins et les Peulhs sont les principaux groupes ethniques qui pratiquent encore l'élevage nomade traditionnel et la transhumance.

Les éleveurs transmettent leurs connaissances et leur expérience à leurs fils de la même façon que les agriculteurs. Très jeune, un garçon commence à observer son père, ses oncles ou ses grands frères; progressivement lui sont confiées des tâches jusqu'à ce qu'il apprenne les méthodes d'élevage pratiquées dans son village ou dans sa tribu. Selon le recensement de 1977 il y avait un total de 22.807 personnes actives qui étaient des éleveurs sédentaires.

Il a été dénombré un total de 78.310 familles d'éleveurs nomades. Le service de l'élevage s'occupe de ces groupes.

Les populations d'éleveurs dans les régions où sont implantés les projets de donateurs étrangers, concernant l'élevage, sont répartis ainsi :

Assaba (projet Hollandais)	3.233 personnes sédentaires
	7.433 familles nomades
Guidimakha (DRIG)	2.281 personnes sédentaires
	1.745 familles nomades
Trarza (Ferme d'Etat)	3.240 personnes sédentaires
	21.476 familles nomades.

Aucun de ces projets n'a pour but de toucher toutes ces personnes; chacun peut, au mieux, représenter un complément aux actions des services gouvernementaux tendant à créer des projets pilotes d'élevage.

Personnel

- . Service de l'Elevage
161 personnes au total
- . APPAM
6 expatriés, plus des homologues mauritaniens

- Ferme d'Etat
un technicien mauritanien d'élevage.

Localisation

Dans toute la Mauritanie, à l'exception des zones les plus désertiques, il y a toujours un peu d'élevage, quelque'il soit.

Le Service de l'Elevage, étant le principal organisme s'occupant de ce secteur, a ouvert des bureaux dans toutes les capitales régionales.

La seule association étrangère ayant un objectif dirigé vers l'élevage se trouve à Kankossa (Assaba); c'est un projet du gouvernement hollandais.

Les activités de ce projet ne sont pas encore commencées puisqu'il est dans sa phase de préparation.

Autres projets touchant également aux techniques d'élevage moderne :

- L'AID DRIG (projet Sélibaby) dans le Guidimakha subventionne l'amélioration des techniques pour les pâturages et l'accouplement.
- Ferme d'Etat à M'Pourié, environ 60 têtes de bétail sont élevées dans des enclos et nourris avec des sous-produits du riz. Cette méthode d'élevage ne semble pas être une évidence pour les paysans et éleveurs qui l'ont adoptée.

2.1.3.1. Méthodes du Service de l'Elevage

Les études²⁶⁾ du RAMS sur les éleveurs sédentaires faites dans toutes les régions, sauf la 8ème et 11ème régions, indiquent que les vaccinations du bétail sont l'occasion des principaux contacts entre les éleveurs et le personnel de ce service

26) Les pourcentages cités représentent des réponses à plusieurs questions et ne s'additionnent donc pas.

et que ces agents ne font que peu de choses sur le plan éducation. 65% (70 individus) de l'échantillon national (107) déclarent que les agents du Service de l'Elevage leur montrent aucune nouvelle technique.

25% (27 individus) déclarent qu'ils utilisent les techniques proposées par ces agents.

8% (9 individus) ne veulent pas suivre les conseils des instructeurs. 26% (28 individus) affirment n'avoir jamais rencontré aucun agent de ce service.

Méthodes

Démonstrations de techniques

Elles semblent être le moyen le plus populaire de communication et d'information bien que seulement 19% des éleveurs (20 individus) y aient assisté.

Au niveau régional, 60% (3 individus) dans le Brakna déclarent avoir suivi les démonstrations. Ceci est un phénomène exceptionnel car les autres régions montrent un pourcentage de fréquentation n'excédant pas 36%. Aucun éleveur dans le Hodh Occidental, l'Assaba, l'Adrar, le Guidimakha et l'Inchiri ne déclare avoir suivi de démonstration.

Entretiens

Les éleveurs de 4 régions disent avoir eu des entretiens avec le personnel du Service de l'Elevage.

Le plus grand nombre connu, 40% (2 individus), se trouve dans le Brakna. Dans plusieurs régions ce genre de contact n'existe pas du tout.

Réunions

Ce genre de communication formelle est encore plus rare que les conversations informelles.

Tableau 6 : Personnel du Service d'Élevage par poste et fonction

Fonctions Poste	Vétérinaire	Ingénieurs d'Élevage	Assistants Vétérinaires d'Élevage	Assistants d'Élevage	Manoeuvres	Total
Direction	5	1		6		12
1 Néma		1	9	4	8	22
2 Aioun			4	3	7	14
3 Kiffa			10	3	6	19
4 Kaédi			5	4	9	18
5 Boghé			6	2	16	24
6 Rosso			5	2	7	14
7 Atar			1	1	1	3
8 Nouadhibou			2		1	3
9 Tidjikja			3	2	7	12
10 Sélibaby			4	2	3	9
11 F'Dérik			1		1	2
12 Akjoujt				1	2	3
Nouakchott			2	1	3	6
Total	5	2	52	31	71	161

Sources : Ministère du Développement Rural 1980.
Ces chiffres ne comprennent pas la promotion 1980 de l'ENFVA.

Il s'en est tenu des réunions dans le Brakna et le Trarza seulement l'assistance était la suivante :

Brakna : 2 individus, soit 4 %

Trarza : 3 individus soit 15 %

D'autres méthodes de communications ont été mentionnées par 20 % (4 individus) dans le Trarza. Les méthodes autres que les démonstrations, réunions, conversations apparaissent comme étant complémentaires inconnues des éleveurs du reste de la Mauritanie.

Conseils

Les conseils du service de l'Élevage sont jugés utiles par :

80 % (4 individus) dans le Brakna

55 % dans le Trarza

57 % dans le Hodh Oriental.

En général, peu d'éleveurs déclarent actuellement que ces conseils ne peuvent pas les aider - néanmoins 20 % dans le Brakna, 43 % dans le Tagant et 100 % (3 individus) dans la 7ème région - Atar - sont d'avis contraires.

Visites

Les agents du service de l'élevage ne visitent pas souvent les éleveurs (pour plusieurs raisons). 20 % (un individu) des éleveurs dans le Brakna sont visités une fois par mois par les agents de ce service tandis que 80 % (4 individus) ne sont visités qu'une fois par an. Outre le Brakna il y a des visites mensuelles uniquement dans le Guidimaka, le Tagant et l'Hodh Oriental.

Le pourcentage des visites mensuelles ne dépasse donc pas 15 %. Des visites annuelles sont mentionnées par plus de la moitié des éleveurs de toutes les régions sauf l'Hodh Occidental, l'Assaba, l'Inchiri et l'Adrar. Dans cette dernière d'ailleurs (l'Adrar) aucune visite n'a été faite.

2.1.4. Comparaisons régionales entre le Service de l'Agriculture et le Service de l'Elevage

L'analyse suivante est basée sur le recensement de 1977²⁷⁾, sur les enquêtes du RAMS concernant les agriculteurs sédentaires et les éleveurs en 1979, ainsi que sur le nombre de personnes employées sur le terrain, donnée fournie par le Ministère du Développement Rural en mai 1980. Les chiffres du personnel comprennent les inspecteurs de secteur, les agents de vulgarisation, les vétérinaires, les manoeuvres, et donnent une idée générale des ressources humaines totales, disponibles pour le développement et l'éducation non-formelle dans les zones rurales. La promotion 1980 de l'ENFVA n'était pas encore nommée à ses postes lorsque cette liste, concernant le personnel, a été rédigée.

lère région, Hodh Oriental

- rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture, et la population sédentaire active agricole: 1 pour 673 (1 pour 336 familles agricoles nomades)
- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires; 1 pour 114 (1 pour 745 familles d'éleveurs nomades).

27) Les chiffres de la population sont empruntés aux tableaux informatisés 22 B et NA 15 du recensement 1977. Ces données sont présentées sans mise à jour. Les éleveurs et les agriculteurs nomades ont été comptés par familles alors que les chiffres des sédentaires désignent les personnes actives de plus de 12 ans. Il est fréquent que les personnes récemment ou partiellement sédentarisées se consacrent à l'agriculture alors qu'elles vivent sous les tentes. Dans le recensement de 1977 les personnes ne vivant pas dans les maisons en dur étaient considérées comme des nomades.

- Le Service de l'Agriculture n'est pas très actif dans la lère région. La seule activité qui touche plus d'un tiers d'agriculteurs est la distribution des semences. Aucun autre service n'est rendu à plus de 20% d'agriculteurs. Le Service de l'Elevage est considérablement plus actif chez les personnes sédentaires en apprentissage que le service de vulgarisation agricole. Plus de la moitié des éleveurs déclarent avoir des contacts positifs avec ce service particulièrement en ce qui concerne les vaccinations, les médicaments modernes et les conseils utiles. Le rapport entre le personnel de ce service et les personnes en apprentissage est meilleur que celui du service de l'Agriculture.

- 2ème Région (Hodh Occidental)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole : 1 pour 720 (1 pour 509 familles agricoles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires; 1 pour 230 (1 pour 868 familles d'éleveurs nomades).

Le Service de l'Agriculture est encore moins actif que celui de la lère région; moins de 20% d'agriculteurs sédentaires déclarent avoir reçu des semences et moins de 12% déclarent avoir reçu toute autre aide de la part du personnel de ce service.

Le rendement du Service de l'Elevage n'est guère meilleur que son homologue de l'agriculture. Un quart des éleveurs sédentaires seulement déclare avoir reçu tout de même une visite annuelle de la part du personnel de ce service tandis qu'un autre quart déclare n'en avoir jamais reçu aucune. Aucune démonstration de technique, aucune conversation ni rencontre ou distribution de médicaments modernes ne semble avoir eu lieu. La moitié restante déclare que son bétail n'a pas été vacciné.

- 3ème Région (Assaba)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole : 1 pour 951 (1 pour 241 familles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Élevage et les éleveurs sédentaires : 1 pour 170 (1 pour 391 familles nomades).

Le Service de l'Agriculture s'intéresse surtout à la distribution des semences. Il existe quelques démonstrations de techniques mais peu de distribution d'insecticides. Il ne semble y avoir aucune autre activité. Ce service a très peu de personnel par rapport à la population. Seul le Guidimakha a un nombre d'agriculteurs sédentaires plus élevé par agent de vulgarisation.

Le Service de l'Élevage est plus actif dans la 3ème région que dans la deuxième, touchant plus de 75% des éleveurs une fois par an, en leur montrant de nouvelles techniques; les agents semblent discuter avec 21% des éleveurs et ces mêmes éleveurs déclarent appliquer les techniques suggérées. La région de l'Assaba est la seule en Mauritanie où tous les éleveurs inspectés ont eu leur bétail vacciné.

4ème Région (Gorgol)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole : 1 pour 1.472 (1 pour 215 familles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Élevage et les éleveurs sédentaires; 1 pour 183 (1 pour 117 familles nomades).

Le Service de l'Agriculture paraît pourtant toucher un grand nombre d'agriculteurs; entre 25 et 50% d'entre eux déclarent avoir reçu des semences, des engrais, des insecticides et des fongicides. Mais comme le Gorgol se trouve sur le fleuve

Sénégal, les enquêtes faites ne distinguent pas l'aide donnée par le Service de l'Agriculture de celle donnée par d'autres organisations comme la SONADER. Il est probable que, dans la 4ème région, la SONADER apporte la majeure partie du soutien de vulgarisation signalé, puisque le Service régional de l'Agriculture, comme cela a pu être découvert à la suite d'une visite sur place, n'a ni voiture, ni matériel, ni fonds. Il y domine une ambiance de découragement général.

Dans la zone allant de l'Assaba à l'Atlantique, il existe plusieurs projets de donateurs étrangers, si bien qu'il est difficile, à partir des seuls chiffres, de savoir qui est le responsable du travail de vulgarisation accompli, du Service de l'Agriculture ou de donateurs étrangers.

Il a été signalé que le Service de l'Elevage visite environ 58% des éleveurs sédentaires une fois l'an (25% d'éleveurs ne semblent pas être visités). Deux tiers des éleveurs signalent avoir eu leur bétail vacciné. Un quart des éleveurs mentionne des démonstrations de nouvelles techniques, trouve utiles les conseils du Service de l'Elevage et applique les nouvelles techniques. Le même nombre d'éleveurs a reçu de nouveaux médicaments.

- 5ème Région (Brakna)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole; 1 pour 602 (1 pour 254 familles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires ; 1 pour 117 (1 pour 243 familles nomades).

Le Service de l'Agriculture n'est pas très actif ; seulement 6 à 12% des agriculteurs reçoivent des semences, engrais, insecticides et fongicides. Les démonstrations au village sont les seuls moyens de vulgarisation connus par 14% des agriculteurs. Quelques-uns de ces services peuvent être le fait de la SONADER.

D'un autre côté, le Service de l'Elevage paraît être le plus actif de la Mauritanie.

En ce qui concerne les visites effectuées par le personnel de ce Service, les éleveurs sédentaires déclarent:

20% : une visite mensuelle,

80% : une visite annuelle,

20% : aucune visite.

(Seul le Guidimakha détient un plus petit pourcentage d'absence de visites). 60% des éleveurs reconnaissent l'utilité des nouvelles techniques. 40 à 60% déclarent profiter des réunions, conversations et démonstrations; 80% ont eu leur bétail vacciné. Seulement 20% ont reçu des médicaments modernes.

- 6ème Région (Trarza)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole: 1 pour 338 (1 pour 609 familles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires: 1 pour 231 (1 pour 1.534 familles nomades).

Bien qu'elle soit favorisée par les projets de donateurs étrangers, il est surprenant de voir que les activités du Service de l'Agriculture y sont peu évidentes dans la 6ème région. Il est possible que ces projets (étrangers) aient accompli le plus gros travail de vulgarisation. Le questionnaire ne spécifie pas les sources exactes de la formation reçue. Néanmoins, le rapport entre les instructeurs et les agriculteurs est le plus favorable après l'Inchiri (région largement désertique).

Seulement 7% des agriculteurs déclarent recevoir des semences, engrais, insecticides et fongicides. Les seules autres activités touchant plus de 4% des agriculteurs sont les démonstrations des techniques modernes dans leurs propres champs. (Réponse des 34% des agriculteurs interrogés).

Le rapport personnel du Service de l'Elevage/éleveurs sédentaires et relativement très élevé (dépassé seulement par celui de Guidimaka). Le rapport personnel du Service de l'Elevage (familles nomades est le plus élevé du pays. Quoiqu'il en soit 70 % des éleveurs sédentaires déclarent recevoir une visite annuelle tandis que 25 % disent n'en recevoir aucune. 90 % déclarent avoir un bétail vacciné. 40 % disent être au courant des nouvelles techniques et 35 % les mettent en pratique. Démonstrations, réunions, discussions et autres moyens de communication sont mentionnés par 5 à 25 % des éleveurs.

- 7ème Région (Adrar)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole : 1 pour 411 (1 pour 326 familles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage/éleveurs sédentaires : 1 pour 154. (1 pour 1059 familles nomades).

Bien que le Service de l'Agriculture possède le rapport personnel/population le plus favorable comparativement aux autres régions ses activités sont à peine évidentes. 3 % des agriculteurs sédentaires déclarent recevoir des semences, 4 % déclarent recevoir des engrais. 1 % déclare assister aux entrevues avec les instructeurs. Il ne semble pas exister d'autres activités. Le Service de l'Elevage est le moins actif de toute la Mauritanie. Les visites aux éleveurs sédentaires n'existent pas et seulement un tiers des éleveurs déclarent que son bétail est vacciné. Les autres activités à part les séances de vaccinations occasionnelles apparaissent rares ou inconnues. (Les données du questionnaire du FANS touchent seulement les éleveurs sédentaires et aucune des nombreuses familles nomades n'a été interrogée).

L'Adrar est essentiellement un lieu d'élevage de moutons, chèvres et chameaux, ce qui explique que les services de l'élevage, surtout concernés par les bovins, soient si inactifs.

Compte tenu du peu de bovins dans cette région, on se demande quel travail peuvent fournir les trois agents du service de l'Elevage.

- 8ème Région (Nouadhibou)

Etant donné le faible nombre d'agriculteurs dans ce désert que le Service de l'Agriculture n'y est pas représenté.

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires : 1 pour 19 (le nombre de familles nomades de la région est inconnu, mais le total des 8ème, 11ème et 12ème régions est 1.632. Le RAMS ne dispose pas de données sur l'agriculture ou l'élevage de cette région dont la population est concentrée à Nouadhibou.

- 9ème Région (Tagant)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole : 1 pour 368 (1 pour 421 familles nomades).

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires : 1 pour 90 (1 pour 668 familles nomades).

Le Service de l'Agriculture a comme activité principale la distribution de semences, d'engrais, d'insecticides et de fongicides à une minorité d'agriculteurs (de 19 à 33%). Les réunions de village sont la seule communication entre ce Service et un peu plus de 10% des agriculteurs.

Le Service de l'Elevage visite annuellement un peu plus de 50% d'éleveurs sédentaires et 7% une fois par mois. Un tiers des éleveurs ne reçoit aucune visite. 71% des éleveurs ont leur bétail vacciné et ont reçu des médicaments récentes. Environ 29% d'entre eux signalent qu'on leur a montré les techniques nouvelles et qu'ils les appliquent. Le même pourcentage a assisté à des démonstrations.

- 10ème Région (Guidimakha)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole: 1 pour 10% (1 pour 41 familles nomades)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires : 1 pour 253 (1 pour 194 familles nomades).

Le Service de l'Agriculture dans la région la plus irriguée de la Mauritanie est désespérément restreint. Moins de 50% des agriculteurs signalent un contact organisé avec ce service. Un quart des agriculteurs déclare avoir reçu des semences, engrais, insecticides et fongicides.

Comme dans les autres régions de la vallée du Fleuve, il n'est pas facile de savoir si les actions de vulgarisation proviennent du service mauritanien de l'Agriculture ou des projets en cours des donateurs étrangers. En tout cas, le potentiel agricole de la région ne pourra se développer tant que les services assurant la vulgarisation ne seront pas mieux organisés.

Dans le domaine de l'élevage, la situation est meilleure: Une grande partie d'éleveurs sédentaires déclare avoir reçu

au moins une fois par an, la visite d'agents; ils reçoivent même des visites mensuelles. Plus de 90% des éleveurs ont eu leur bétail vacciné.

quelques-uns reçoivent de nouveaux médicaments mais aucune méthode nouvelle n'est envisagée. De la même façon, les démonstrations, les conversations et les réunions entre le personnel du Service et les éleveurs sont complètement inexistantes.

11ème région (Tiris-Zemmour)

- Le Service de l'Agriculture n'est pas représenté dans cette région désertique.
- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires: 1 pour 15 (les chiffres régionaux détaillés sur les nomades ne sont pas disponibles. Il existe 1.632 familles d'éleveurs nomades pour les 8ème, 11ème et 12ème régions. Le rapport combiné entre le personnel de l'Elevage et la population pour ces trois régions est de 1 pour 204).

Il n'existe pas de données du R&MS concernant la 11ème région.

12ème région (Inchiri)

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole 1 pour 331.
- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires: 1 pour 87.

Dans cette région, il n'y a pas eu d'enquêtes sur les familles nomades, qu'elles soient d'agriculteurs ou d'éleveurs.

District de Nouakchott

- Rapport entre le personnel du Service de l'Agriculture et la population sédentaire active agricole: 1 pour 25.
- Rapport entre le personnel du Service de l'Elevage et les éleveurs sédentaires : 1 pour 57.

S'agissant d'une zone urbaine, il n'y a ni agriculteurs, ni éleveurs nomades.

Les jardins potagers de Nouakchott sont de loin les mieux supervisés du pays, étant donné que le rapport entre agents de vulgarisation/agriculteurs y est le meilleur.

**Tableau 7 : Comparaison Régionale entre le Service
de l'Agriculture et le Service de l'Elevage**

Région	Ensemble du Personnel par service (28)		Population concernée (29)		Taux de la population par agent	
			Sédentaires	Nomades	Sédentaires	Nomades
1	Agriculture	10	6.732	3.357	1 : 673	1 : 336
	Elevage	22	2.510	16.388	1 : 114	1 : 745
2	Agriculture	8	5.758	4.073	1 : 720	1 : 509
	Elevage	14	3.280	12.156	1 : 230	1 : 868
3	Agriculture	10	9.508	2.406	1 : 951	1 : 241
	Elevage	19	3.233	7.433	1 : 170	1 : 391
4	Agriculture	10	14.720	2.151	1 : 1.472	1 : 215
	Elevage	18	3.295	2.102	1 : 183	1 : 117
5	Agriculture	15	9.034	3.812	1 : 602	1 : 254
	Elevage	24	2.800	5.621	1 : 117	1 : 243
6	Agriculture	11	3.721	6.698	1 : 338	1 : 609
	Elevage	14	3.240	21.476	1 : 231	1 : 1.534
7	Agriculture	5	2.054	1.929	1 : 411	1 : 386
	Elevage	3	463	3.176	1 : 154	1 : 1059
8	Agriculture	-	23	-	-	-
	Elevage	3	56	-	1 : 19	-
9	Agriculture	7	2.574	2.948	1 : 368	1 : 421
	Elevage	12	1.076	8.013	1 : 90	1 : 668

Tableau 7 (suite)

		S	H	Taux S.	Taux H.
10	Agriculture 9	9.811	371	1 1.090	1 41
	Elevage 9	2.281	1.745	1 253	1 194
11	Agriculture -	44			
	Elevage 2	29		1 15	
12	Agriculture 1	331		1 331	
District de Nouakchott	Agriculture 20	+ 494		1 25	
	Elevage 6	343		1 57	
Agriculture (Nord)	1: l'ensemble du Nord	126		1 126	
Elevage (Nord)	8: l'ensemble du Nord	1.632		1 204	
	Agriculture 106	64.804	27.745		
	Elevage 149	22.867	78.310		
	Les deux 255				
Moyenne Natio- nale	Agriculture 8	4.985	2.134	1 267	
	Elevage 11	1.759	6.024	1 160	

28 Sources : Ministère du Développement Rural - La promotion 1980 de l'ENEVA n'est pas comprise.

29 Sources : Recensement de la Mauritanie de 1977. Tableaux informatisés NA 15 et 22 B. Ces données sont présentées sans mise à jour.

Il en va pratiquement de même pour les éleveurs de Nouakchott il n'y a guère qu'à Nouadhibou et dans le Tiris-Zemmour que le rapport agents du Service de l'Elevage/éleveurs sédentaires soit meilleur.

Le RAMS ne possède aucune donnée, ni sur les jardins potagers, ni sur les éleveurs de Nouakchott.

2.1.5. APPAM (Amélioration des Pâturages et Production Animale en Mauritanie)

Ce projet, prévu pour une durée de cinq ans, tente d'introduire une méthode plus rationnelle d'élevage en Mauritanie. Il est financé par le Gouvernement Hollandais et a été implanté par le Centre International de Formation des Pays-Bas sis en Enschede (P.B.). Bien qu'il soit encore dans sa phase de préparation, il est prévu d'utiliser des techniques intéressantes d'éducation non-formelle qui pourront être adoptées par le Service de l'Elevage.

Ce projet a pour but de développer l'aspect matériel, économique et de gestion de l'élevage. Ses activités devraient débiter en 1981.

Capacités

Production d'aliments du bétail :

- production et emmagasinage du foin
- production et conservation du fourrage
- utilisation des produits du palmier-doum et d'arachides comme nourriture.

Exploitation

- apprendre à planifier la grandeur rationnelle des troupeaux
- vendre du bétail contre de l'argent liquide (un des buts est que les éleveurs payent les vaccins et les médicaments du bétail qui, jusqu'ici, leur sont donnés de cette façon le Service de l'Elevage pourrait économiser une somme considérable d'argent).

Personnes intéressées

Un nombre indéterminé d'éleveurs transhumants dans la région de Kankossa et ses environs. Formation uniquement destinée aux hommes.

Personnel

Six experts ex atriés : un chef d'équipe, un zootechnicien, un expert en pâturage, un sociologue, un expert en vulgarisation et un écologiste. Cette équipe aura des homologues mauritaniens qui, pendant le projet, suivront une formation spéciale d'au moins deux ans à l'étranger.

Localisation

Kankossa (Assaba)

2.1.6. Brigades Mobiles de Vulgarisation et de Développement Rural

Un projet commun financé par la FAO et l'UNSO est dans sa phase initiale de formation et ultérieurement fournira 4 équipes mobiles multisectorielles pour la réalisation du travail de vulgarisation à l'échelle nationale.

Ces équipes devraient renforcer les Services du Développement Rural qui existent déjà.

Capacités

Les membres de l'équipe seront rompus aux techniques d'animation et utiliseront des films, les diapositives, les magnétophones et les démonstrations, durant leurs tournées, pour l'instruction des paysans. De nature multisectorielle, ils sont censés coordonner d'autres activités fragmentaires du Service de Développement Rural.

Personnel

4 équipes. Chaque équipe comprendra :

- 1 agent du Service de l'Agriculture
- 1 agent du Service de l'Elevage
- 1 agent de la Protection de la Nature
- 1 agent des Services de Santé.

Lorsque cela sera possible, l'équipe sera complétée par un expert en hydraulique qui s'occupera des problèmes d'eau potable.

Localisation

Une équipe sera basée à Aïoun et englobera les Hodhs; une autre sera basée à Kaédi et encadrera le Gorgol et le Guidimakha; la troisième travaillera à partir de Boghé pour couvrir le Trarza, le Brakna et le Tagant; la quatrième travaillera aux environs d'Atar et couvrira le reste du pays.

2.1.7. Gestion des Ressources en Eaux (Projet "Agrhymet")

Ce projet a pour but de diversifier les fonctions des stations météorologiques de la Mauritanie. Elles seront de cette façon capables de fournir des informations utiles sur les ressources en eau - particulièrement les précipitations - dans les zones rurales. Il faut absolument donner régulièrement aux agriculteurs et aux éleveurs des renseignements sur la pluviométrie; du personnel spécialisé a été formé pour rassembler ces informations qui seront éventuellement utilisées pour les activités de vulgarisation dans la partie sud de la Mauritanie.

Capacités

- Savoir appliquer les principes météorologiques (évaluation des précipitations, changements du régime des eaux sur la surface du sol) pour aider les agriculteurs et les éleveurs.
- Connaissance de la façon dont les précipitations influencent l'environnement naturel.

Personnes intéressées

9 hommes ayant reçu une éducation générale.

Personnel

Il n'existe pas en Mauritanie d'institution donnant une formation en Agro-Météorologie. Un stage spécial de neuf mois destiné à former du personnel spécialisé a été organisé par un expert du PNUD qui en était le formateur principal. Les neuf participants à ce stage ont été formés en Mauritanie même, car l'enseignement donné par l'Ecole de Météorologie de Dakar (Sénégal) s'est révélé inapproprié au travail très particulier que le formateur devront effectuer en Mauritanie.

Localisation

Les agro-météorologues doivent travailler sur les stations météorologiques du sud de la Mauritanie.

Le stade suivant de l'organisation sera la création de liens institutionnels entre la SONADER; les Services de l'Agriculture et de l'Elevage de manière à ce que les informations rassemblées par les services agro-météorologiques puissent être transmises aux utilisateurs.

2.1.8. Coopératives

2.1.8.1. Services des Coopératives

Le Service des Coopératives est rattaché au Service de l'Agriculture (Ministère du Développement Rural) et... s'occupe essentiellement d'aider les paysans à former des coopératives de producteurs. C'est au début des années 1960, dans la vallée du Fleuve Sénégal, que ce service a commencé son action mais celle-ci ne s'est jamais beaucoup développée.

L'ENFVA est chargée de la formation du personnel du Service des Coopératives mais le recrutement pour cette section est terminé et la plupart des agents ont quitté le service lui-même. Ce service ne coordonne pas l'ensemble des activités des coopératives; les Centres de Promotion Féminine, le CFAT, ainsi qu'un certain nombre de projets exercent leur propre action dans la formation des coopératives, et ne se coordonnent que peu ou pas avec le Service des Coopératives.

Qualifications^o

Les agents de ce service devaient à l'origine servir d'animateurs et jouer un rôle de catalyseur en regroupant les paysans pour qu'ils exposent leurs besoins. Ils devaient aider les paysans à organiser des pré-coopératives, préalablement à la constitution formelle de coopératives.

Les actions d'animation ont pour but de :

- aider les paysans à prendre conscience de manière plus critique de leur condition ;
- réduire la tendance des paysans au fatalisme ;
- faire prendre conscience aux paysans que le développement est un moyen de changer leur mode de vie.

Personnes Intéressées

Il ne semble pas exister de données mises à jour sur le nombre de leurs membres - Au milieu des années 70, services des coopératives avait signalé un total de 21 coopératives regroupant 1.135 membres.

Personnel

Il existe huit agents de coopératives actifs, concentrés principalement le long du Fleuve Sénégal :

- deux à Rosso (l'un à la Ferme d'Etat, l'autre au Projet Cosoc) ;
- deux à Boghé (l'un au Service de Vulgarisation agricole, l'autre au nouveau centre de formation) ;
- deux à Kaédi (l'un travaillant avec la SONADER, l'autre au CNRADA, Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole)
- deux basés à Nouakchott (l'un aux jardins potagers de la capitale, l'autre responsable des jardins d'Akjoujt) ;
- un agent en cours de formation à Kaédi.

^o Dans ce rapport, ce terme correspond au niveau capacité quelqu'il soit, dont un individu fait prendre en accomplissant une tâche donnée. (cf. P.)

Qualifications demandées aux Agents des Coopératives

- pédagogie appliquée et psychologie de groupe;
- organisation et relations humaines;
- mathématiques, y compris comptabilité;
- économie, y compris crédit et gestion commerciale;
- correspondance générale;
- connaissances agricoles, surtout dans le domaine de la production de légumes, du riz et des céréales.

Localisation

Onze coopératives étaient situées dans l'Adrar, huit dans le Brakna, une dans le Gorgol et une dernière dans l'Assaba. Les fonds dont elles disposaient alors ne s'élevaient qu'à 221.510 UM. D'après l'administration il existe un nombre beaucoup plus élevé de pré-coopératives, ou de groupements qui se sont constitués sans faire toutes les formalités nécessaires telles que la rédaction de statuts ou l'élection de membres du comité directeur.

Il existait 403 groupements au total en 1974, année donnant les dernières informations disponibles. Hors du domaine de l'agriculture, les pré-coopératives étaient très peu nombreuses.

2.1.8.2. Coopératives Rizicoles de la SONADER

Les dépenses entraînées par l'achat et le fonctionnement du matériel pour la construction des rizières et les systèmes d'irrigation, ont encouragé la SONADER à former des coopératives regroupant les producteurs de riz.

Qualifications

Les membres des coopératives ont une expérience en :

- méthodes améliorées de gestion, particulièrement comptabilité simple;
- échanges de vues informels, par lesquels les participants se font part de leurs expériences en gestion.

Personnes Intéressées

Il est prévu de former, à partir de 1980, trois personnes pour faire fonctionner chacune des coopératives que la SONADER se propose de créer dans les villages qui ont des champs de riz. Les personnes devant être formées par coopérative sont les suivantes :

- un président ;
- un vice-président ;
- un trésorier.

- 384 membres de comités, représentant 128 coopératives, doivent être formés dans le domaine des techniques de gestion et de la comptabilité, entre 1980 et 1984.

Personnel

Personnel de gestion des secteurs SONADER.

Localisation

Une formation d'une durée de deux jours est prévue dans les centres des secteurs SONADER (Rosso, Boghé, Kaédi et par la suite Sélibaby) où quinze membres de comités de direction, représentant cinq coopératives, seront formés à la fois.

2.1.8.3. La Ferme d'Etat et les Coopératives Rizicoles Indépendantes

La Ferme d'Etat elle-même recouvre environ 1.426 hectares dont 624 ont été mis en valeur dans le cadre du projet chinois. La Ferme est exploitée par 27 ouvriers permanents et 120 ouvriers saisonniers sous la direction d'agronomes et de formateurs chinois. Les 802 hectares restants sont divisés en rizières morcelées exploitées en coopérative par des paysans (voir la description de la Ferme d'Etat en ce qui concerne les détails sur la formation).

Qualifications

Le paragraphe 2.1.8.1. donne la liste des qualifications concernant la formation de coopératives, et le paragraphe

2.1.8.2. les qualifications complémentaires. L'enseignement relatif à la formation de coopératives fait partie de l'enseignement technique que les paysans reçoivent la première année en étudiant les méthodes de culture du riz. Il est expliqué à chaque membre quel est son rôle et quelles sont ses fonctions ; de plus chacun doit accepter l'obligation de rembourser le coût des facteurs de production à partir de la seconde année d'exploitation.

Personnes Intéressées

Environ 1000 famille sont réparties entre 27 coopératives (ou pré-coopérative). Sur l'ensemble, trois champs de riz sont cultivés par environ 40 femmes du village de Diouk. Chaque coopérative ou pré-coopérative comprend au moins sept personnes.

Personnel

Au début, cinq agronomes-formateurs chinois travaillent avec les paysans ; la deuxième année, les paysans sont supervisés par trois Mauritanien.

Localisation

Ces coopératives sont situées à proximité de la Ferme d'Etat, dans la Plaine de M'Pourié.

Coopératives Rizicoles Indépendantes :

La réussite de trois coopératives rizicoles indépendantes au voisinage immédiat de la Ferme d'Etat de M'Pourié atteste de la qualité de la formation dispensée par les instructeurs chinois à la Ferme. Les paysans wolofs de Diouk, Brenne Darou et Brenne Guyar ont appris les techniques de la culture du riz dans les champs directement supervisés par la Ferme et ont depuis lors aménagé leurs propres rizières en les cultivant avec leurs propres moyens et sans aide extérieure. Bien que des coopératives aient existé dans ces villages depuis 1970 (à Brenne Guyar) - 1968 (à Diouk), la culture du riz a commencé

en 1976. Les paysans suivent un processus continu d'acquisition de connaissances dans la mesure où ils ont formé des équipes qui, chacune à leur tour, cultivent les rizières des coopératives supervisées par la Ferme d'Etat ainsi que celles, indépendantes, qui appartiennent aux villages.

Principales qualifications acquises :

- culture du riz, y compris utilisation d'engrais, irrigation et récolte;
- notions de gestion de coopératives, y compris comptabilité en Arabe;
- achat et stockage d'engrais, de carburant;
- gestion des fonds de la trésorerie de la coopérative;
- notions générales sur la capacité des pompes et sur la productivité de la culture du riz;
- planification de l'accroissement futur de la production et de la vente.

Ramifications :

- participation des femmes aux méthodes de culture du riz;
- création d'une coopérative de jardinage composée de 500 membres féminins à Dieuk;
- création d'une coopérative de vente à but non-lucrative par la coopérative (des hommes) de Dieuk.

2.1.8.4. Coopératives d'Artisanat Féminin

Il existe peu d'informations disponibles sur ce sujet car ces coopératives (ou groupements coopératifs) se forment souvent spontanément. L'Office Mauritanien de l'Artisanat (OMA) a aidé et encouragé sporadiquement les coopératives d'Artisanat féminin. Seuls le Centre de Formation de l'Artisanat du Fapis (CFAT) (centre de formation du tissage de tapis) et les Centres de Promotion Féminine ont fait l'objet d'efforts gouvernementaux dans le but de donner aux femmes une formation dans les domaines de l'artisanat et de la gestion de coopératives.

Qualifications

- Tissage de tapis, à l'aide de métiers manuels (au CFAT et dans certains Centres de Promotion Féminine)
- teinture (méthode nouer-lier-teindre)
- couture
- broderie
- lecture et écriture en français et/ou en arabe
- Arithmétique.

Personnes Intéressées

Les Centres de Promotion Féminin accueillent 800 femmes ; (différentes sortes d'artisanat y sont pratiquées, suivant les traditions locales). 50 jeunes femmes travaillent au CFAT.

Personnel

- Environ 10 à 12 personnes s'occupent de la formation artisanale sur les 40 monitrices des Centres de Promotion Féminine ;
- Un certain nombre de techniciens sur les 22 membres du personnel du CFAT.

Localisation

Les Centres de Promotion Féminine se trouvent dans la plupart des capitales régionales (voir tableau 8).

Le CFAT est situé à Nouakchott.

Trois groupements coopératifs de tissage de tapis se sont formés à Néma, Tidjikja et Akjoujt au milieu des années 70. Ils comprenaient 330 femmes au total. L'OMA, n'ayant pu fournir les moyens d'approvisionnement et de commercialisation nécessaires, ces groupements coopératifs se sont dissous dès 1977.

Il existe des coopératives d'artisanat féminin à Boutilimit, Atar, Rosso, Akjoujt, Kaédi et Nouakchott, mais le nombre de leurs membres n'est pas connu.

2.1.8.5. Note sur les Coopératives financées par des donateurs étrangers

La formation de coopératives constitue un élément majeur de la plupart des projets de donateurs étrangers privés. Ayant réalisé que les efforts d'un seul individu sont insuffisants pour surmonter les obstacles qui gênent l'accroissement de la production et l'amélioration des conditions de vie, le COSOC, la Fédération Luthérienne Mondiale, l'ADAUA, War on Want et Caritas ont déjà ou sont en train d'organiser le regroupement de paysans en coopératives dans différents domaines. Ces projets s'attachent particulièrement à stimuler un processus de prise de décision démocratique au sein des coopératives et prennent soin de choisir des responsables parmi les différentes castes et classes sociales (en particulier dans le cas de CARITAS et de WAR ON WANT).

Le projet maraîcher financé par l'AID met aussi l'accent sur la création de coopératives de production.

Les agents du Service des Coopératives font partie du personnel de la Ferme d'Etat, du COSOC et de la SONADER à Kaédi.

2.1.9. Pêche

2.1.9.1. Pêche Traditionnelle

L'apprentissage avec la famille est le principal type d'éducation non-formelle que les pêcheurs reçoivent, que ce soit pour la pêche maritime ou pour la pêche continentale. Ils apprennent à pêcher en observant et ensuite en participant.

Qualifications

Pêches maritime et continentale :

- fabrication et réparation de filets et de lignes de pêche
- choix des hameçons et des appâts appropriés ;
- façon de jeter les filets ;
- manoeuvre des pirogues
- ramassage des prises ;

- sélection des types de prissons facilement vendables;
- localisation des bancs de poisson;
- nettoyage et conservation du poisson par séchage.

Pêche continentale

- construction de petits barrages ;
- pose de pièges à poissons ;
- pose de filets fixes.

Pêche maritime

- navigation par grosse mer ;
- fonctionnement et réparation des moteurs hors bord.

Personnes Intéressées

Les pêcheurs côtiers wolofs travaillent dans des conditions beaucoup plus dangereuses que les pêcheurs en eau douce; il ne semble d'ailleurs pas qu'ils emmènent leurs jeunes fils avec eux. Souvent, les fils fréquentent l'école coranique avant de devenir des pêcheurs à temps complet.

Les pêcheurs côtiers wolofs ont tendance à former d'autres jeunes que leurs fils. Sur le fleuve cependant, la pêche reste une affaire de famille. Les fils et les apprentis participent à la réparation du matériel de pêche. Il semble que l'activité des pêcheurs côtiers wolofs soit plus rémunératrice que celle des pêcheurs en eau douce et ils paient souvent leurs apprentis en liquide plutôt qu'en nature. La participation des femmes se limite au séchage et à la vente du poisson.

Localisation

Pêche maritime : Côte atlantique entre le fleuve Sénégal et Nouadhibou;

Pêche continentale: Fleuve Sénégal et ses affluents; lacs et étangs.

2.1.9.2. Pêche Moderne - Centre de Formation de la Pêche

Il n'existe pas d'institution gouvernementale mauritanienne chargée de la formation dans le domaine de la pêche industrielle. Il existe cependant un projet de centre de formation financé par le Japon. Ce centre devrait s'ouvrir en 1981 et former des pêcheurs qui travailleront sur des petits bateaux à moteur diesel. La pêche industrielle n'est pratiquée, jusqu'alors, que par des bateaux et équipages étrangers.

Qualifications

- pilotage et connaissance du code maritime;
- entretien et utilisation d'un moteur à combustion interne;
- utilisation des lignes et filets appropriés;
- tri et conservation du poisson;
- éducation physique.

Personnes Intéressées

Jusqu'à dix stagiaires tous les trois mois.

Personnel

Un nombre indéterminé de spécialistes japonais; au moins un par spécialité (voir liste des qualifications ci-dessus).

Localisation

Ce centre sera situé à Nouadhibou.

2.1.10. Secteur Moderne et Sociétés Nationales Autonomes

L'apprentissage et la formation sur le tas sont les deux types les plus courants d'éducation non-formelle dans le secteur économique moderne privé. Il n'a pas été possible pour ce rapport d'obtenir de données sur la forme et la durée de ce type d'enseignement.

Deux sociétés d'état autonomes au moins assurent une formation professionnelle et industrielle.

En ce qui concerne la formation spécialisée, la SNIM possède un centre de formation à Nouadhibou et un autre à Zouérate. Ces deux centres, qui sont étudiés en détail dans le rapport sur l'éducation formelle, présentent certaines caractéristiques de l'éducation non-formelle dans la mesure où l'enseignement a pour but de faire acquérir des qualifications plutôt que des diplômes. La durée de la formation dépend du genre de travail que le stagiaire devra assurer.

La SONELEC possède un centre de formation à Nouakchott.

2.1.11. Secteur Tertiaire et Gouvernement

2.1.11.1. Le Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel (CFPP)

Bien que par son cadre et sa structure, le CFPP soit formel, son approche de l'enseignement est du type non-formel. Ce centre, ouvrant ses portes en 1981 à Nouakchott, doit organiser des cours de recyclage visant la promotion des employés des entreprises du secteur moderne et de l'administration.

Buts

Son rôle consiste, en partie, à identifier les besoins en formation en prenant contact avec des sociétés, des organisations et les bureaux de l'administration. Bien qu'il ait été créé au départ dans le but de s'adresser principalement au secteur économique moderne formel, le CFPP doit aussi jouer un rôle dans la création d'emplois dans de petites entreprises commerciales privées, et particulièrement dans le secteur non structuré. De plus, le CFPP sera amené par la suite à participer à la planification et à la création d'autres centres de formation professionnelle à travers le pays. Afin de mettre en place un système de formation professionnelle générale et continue, le CFPP étudiera les programmes de l'Institut Soumaré, de l'ENFVA et du Centre Mamadou Touré afin de coordonner son propre programme avec les leurs.

Qualifications

Le CFPP doit former des ouvriers pour qu'ils apprennent se servir des machines et des outils qu'ils utiliseront précisément dans leur travail (la formation a lieu en partie dans des ateliers et des usines, en partie dans les classes du CFPP). Dans tous les cas, la formation est destinée à faire acquérir aux ouvriers une connaissance pratique dans une ou plusieurs spécialités. Le stage de formation est basé sur un contrat passé entre le CFPP et une entreprise ou un bureau de l'administration, qu'il soit d'initiation ou de perfectionnement.

- bâtiment: maçons, couvreurs, peintres, électriciens, dessinateurs industriels;
- industrie: mécanique des moteurs diesel et des moteurs à essence;
- secteur tertiaire: secrétaires, sténo-dactylographes, comptables;
- spécialisations prévues: électronique, réfrigération.

La détermination du programme et de la durée de la formation pour chaque spécialité sont basées sur les analyses des tâches étudiées par les enseignants du CFPP dans les industries, bureaux et entreprises commerciales choisis.

Les méthodes d'enseignement doivent être actives, de manière à encourager les élèves à participer et à résoudre des problèmes concrets. À l'issue du stage, les élèves doivent donner un compte-rendu écrit de leur formation, qui servira de feed-back pour le Centre. Cet enseignement modulaire basé sur les compétences a pour but de mettre l'accent sur la pratique plutôt que sur la théorie. Un groupe de spécialistes externes doit interroger les stagiaires à l'issue de la formation. Le certificat qui leur est accordé lorsqu'ils terminent leurs études est plus un certificat d'assiduité qu'un diplôme.

Personnes Intéressées

Dans son centre actuel, le CFPP pourrait former jusqu'à 350 personnes par an avec un personnel composé de 13 enseignants, lesquels pourraient également assurer la formation de 8 à 12 ouvriers/stagiaires à la fois en dehors du CFPP, dans les entreprises clientes elles-mêmes. Les enseignants pourraient aussi former 30 à 40 jeunes ouvriers qualifiés.

Les programmes du CFPP s'adressent tout d'abord aux employés de niveau inférieur à moyen du secteur moderne de Nouakchott, qui ont déjà un certain début de spécialisation et une certaine expérience. L'extension des programmes du CFPP à des personnes non spécialisées ou sans emploi, particulièrement aux jeunes, est en projet. Ces personnes seraient recrutées et formées pour occuper des postes vacants dans certaines entreprises, bureaux de l'administration et projets. Cette catégorie de stagiaires devrait non seulement acquérir une spécialisation correspondant à leur emploi, mais aussi apprendre le règlement en vigueur sur leur lieu de travail, les horaires à suivre, le rythme de travail et l'entretien du matériel. Le programme de formation comprendra éventuellement des cours de lecture et d'écriture.

Personnel

Les professeurs du CFPP ont été soigneusement choisis en fonction des spécialisations professionnelles jugées les plus nécessaires. Les treize professeurs ont la formation suivante :

- CAP (Certificat d'Aptitude Professionnelle), obtenu après formation professionnelle dans un collège ou un lycée technique ;
- au moins trois ans d'expérience professionnelle avec de préférence une expérience d'encadrement.

Le CFPP joue un rôle de novateur en ce qui concerne le programme d'éducation non-formelle qui s'adresse à son personnel d'encadrement. L'acquisition de compétences techniques n'étant pas suffisante dans un programme de formation viable, un programme de formation de professeurs, d'une durée de 6 mois (Novembre 1979 - Mai 1980) a été mis au point afin de donner aux futurs professeurs les moyens pédagogiques de transmettre leurs qualifications et leurs connaissances aux stagiaires. Cette formation comprend :

- la présentation d'exposés individuels sur un sujet donné suivie d'un feed back d'évaluation par le groupe;
- l'étude de la politique de formation du CFPP;
- l'étude des types d'entreprises existant en Mauritanie ainsi que leur nombre;
- la compréhension du rôle d'un professeur;
- la compréhension des facteurs psychologiques et techniques qui conditionnent l'orientation des individus vers un emploi donné;
- l'étude des techniques de l'entretien et de l'enquête;
- l'analyse des tâches sur le lieu de travail et dans les conditions véritables du travail;
- l'étude des méthodes de collecte et d'utilisation de données;
- la compréhension des méthodes de formation sur le tas;
- la compréhension des principes des relations humaines;
- l'étude de l'utilisation de moyens audio-visuels;
- la pratique de l'enseignement des spécialisations.

Les professeurs suivront des cours de recyclage périodiques suivant leurs besoins.

Pour conserver son efficacité, le programme du CFPP sera modifié en fonction des commentaires des employeurs des anciens élèves du Centre, ainsi que des commentaires des employés stagiaires eux-mêmes.

Localisation

Le CFPP se trouve à Nouakchott et son premier programme de formation a commencé en 1981.

2.1.11.2. Gestion Professionnelle de Niveau Moyen

Ce type d'éducation non-formelle correspond principalement à des séminaires, des cours de formation sur un cycle court, des bourses d'études et à la formation d'homologues; il est destiné à préparer des Mauritaniens à la planification, à l'exécution et l'évaluation d'actions du gouvernement ou d'organisations du secteur privé dans le domaine du développement. Ce type d'éducation non-formelle étant très diversifié, il n'a pas été possible de collecter des données cohérentes. Les activités pratiquées dans le cadre de cette formation ont pour but principal :

- de préparer les Mauritaniens à remplacer les consultants et les planificateurs expatriés spécialisés dans le domaine de la conceptualisation et l'application des stratégies de développement actuelles;
- d'aider à formuler les objectifs, les procédures et les politiques qui concernent la planification du développement dans le contexte mauritanien;
- d'entreprendre des recherches dans les secteurs appropriés pour produire des données susceptibles de faciliter les prises de décision en matière de politique de développement et de projets.

Qualifications

- disciplines et sciences appliquées: économie, sociologie, agronomie, hydrologie, santé et nutrition, éducation, etc...;
- méthodes de recherche correspondant aux différentes disciplines;
- analyse de données et interprétation;
- coordination inter-disciplinaire;
- pratique de l'analyse et de la synthèse;
- relations humaines;
- gestion administrative.

Personnes Intéressées

Les personnes les plus directement concernées par cette formation sont les cadres moyens et les planificateurs de l'administration ainsi que les homologues mauritaniens des expatriés.

Les cadres techniques moyens peuvent également participer à certaines sessions.

Personnel

- Consultants expatriés, directeurs et techniciens des services de l'administration, projets de donateurs, Sociétés Nationales autonomes;
- spécialistes mauritaniens dans certains domaines ou certaines disciplines;
- personnel de recherche et des instituts de planification, principalement des expatriés.

Localisation

- Ministère, administration mauritanienne;
- dans les institutions ou sur les lieux des projets de donateurs étrangers.

2.1.12. Secteur non structuré

2.1.12.1. Logement

Une fondation privée suisse, l'ADAUA (Association pour le Développement Urbain en Afrique)

, a entrepris une action originale dans le but d'améliorer la qualité et de réduire le coût de construction des logements. Son projet a pour but :

- d'étudier et d'appliquer des méthodes permettant de fabriquer des briques à bon marché en utilisant les matériaux disponibles sur place;
- de créer des "micro-industries" où sont fabriqués des meubles et des installations sanitaires en utilisant une technologie appropriée et correspondant aux conditions socio-économiques de la Mauritanie;
- de faire participer les populations défavorisées à la construction de leurs propres habitations et à la création d'institutions d'épargne et de prêt servant à financer la construction de logements ainsi que divers autres projets;
- d'enseigner aux maçons traditionnels de nouvelles techniques de construction qui ne font appel qu'à des outils et des technologies disponibles localement.

Qualifications

Le maçon peut transmettre les nouvelles techniques d'architecture à son apprenti dans le cadre du système d'apprentissage traditionnel sans que ce dernier ait besoin de suivre une formation formelle dans un établissement. Tous les matériaux utilisés sont disponibles sur place et doivent en principe pouvoir être achetés par les maçons mauritaniens.

La formation complète d'un maître maçon dure entre trois et cinq ans. Lorsque le maître maçon a terminé sa formation, il n'a plus besoin de l'aide d'un "expert" expatrié.

Les maçons apprennent à se servir des instruments suivants :

- truelles,
- niveaux,
- fils à plomb,
- marteaux,
- seaux,
- équerres,
- échafaudages,
- tréteaux,
- supports de voûte,
- règles,
- auges à gâcher.

Les briquetiers apprennent à utiliser:

- moules en bois,
- presses manuelles,
- pelles,
- tamis,
- arrosoirs.

Ils apprennent dans quelles proportions doivent être mélangés l'argile, le sable, le ciment et la chaux. Ils apprennent également à doser la consistance du mélange avant de le verser dans les moules. Dans l'avenir, des volontaires de la

communauté de Sahara doivent créer des jardins potagers et planter des brise-vent. Cette communauté a déjà construit une digue pour prévenir les inondations pendant les périodes de crue afin de protéger les habitations et retenir l'eau qui servira à arroser les jardins potagers.

Personnes Intéressées et Personnel

Les habitants du bidonville de Satara (Rosso) ont été les premiers à participer à la formation de l'ADAAU. Le COSOC y a fait venir des maçons de ses villages (près de Rosso) pour qu'ils apprennent les techniques de construction de voûtes et de dômes enseignées par l'ADAAU.

Des architectes étrangers ont formé un groupe de cinq maçons mauritaniens qui assurent à leur tour la formation de trente autres maçons répartis en deux groupes de stagiaires : un stage est destiné à un groupe de quinze maîtres maçons et un autre stage à quinze maçons débutants. Il est prévu de former environ 150 maçons d'ici 1985, dont une moitié sera de Rosso et l'autre des villages de la région. Le nombre de briquetiers qui seront formés dépendra des besoins du projet.

Localisation

C'est à Satara :

qu'ont été construits la maison témoin de l'ADAAU, le groupe d'habitations modèle dans leur concession, un château d'eau et un four à briques.

2.1.12.2. Artisanat

L'artisanat, au même titre que l'agriculture, l'élevage et la pêche, est une activité essentiellement traditionnelle, qui se transmet de père en fils. Dans les villes, la fabrication d'articles d'artisanat fait partie du secteur économique non structuré et l'apprentissage se fait souvent en dehors de la famille.

Il n'existe actuellement qu'un seul organisme de formation gouvernemental spécialisé dans l'enseignement de l'artisanat en tant que véritable activité économique; il s'agit du Centre de Formation de l'Artisanat du Tapis de Nouakchott, étudié dans le rapport sur l'éducation formelle. Le CFAT a formé des femmes qui travaillent maintenant dans trois pré-coopératives, à Nouakchott, Atar et Doutilimit (voir rapport sur l'Education Formelle).

2.1.12.2.1. Centres de Promotion Féminine

L'action la plus remarquable dans le domaine de la formation des femmes, en dehors de l'éducation non-formelle en matière de grossesse et de puériculture, est celle qui concerne les différents programmes offerts dans les Centres de Promotion Féminine, sous la tutelle du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales. Actuellement, ces centres proposent une formation dans plusieurs types de spécialisations mais qui ne sont pas, à l'instar du CFPP, directement liés au travail salarié. Ces centres ont choisi des spécialisations correspondant aux activités qui dominent dans les différentes régions où ils sont situés. Ils ont pour but d'enseigner aux femmes les plus motivées la manière de former et de gérer une coopérative. On espère que ces centres provoqueront des réactions en cascade dans la mesure où les femmes qui travaillent en groupe ou isolément dans leur communauté seront capables de former d'autres femmes ou des jeunes filles de manière non-formelle.

Qualifications

- Couture, broderie, tricotage de layette, tissage de tapis,
- Cuisine,
- puériculture,
- économie ménagère et propreté,
- lecture et écriture en français et en arabe,
- notions de comptabilité et de gestion permettant de faire fonctionner une coopérative.

Personnes Intéressées

- Les femmes (généralement les plus pauvres) qui souhaitent améliorer leur vie de famille et/ou apprendre un métier. Jusqu'à présent, 150 femmes ont été formées et 800 sont en cours de formation. Six coopératives ont été créées.

Personnel

- Chaque centre a au minimum quatre monitrices, un professeur chargé de l'alphabétisation, une éducatrice sanitaire, une directrice (en dehors des monitrices, les membres du personnel sont déjà employés à plein temps dans des centres médicaux ou des écoles primaires et travaillent à temps partiel dans les Centres de Promotion Féminine).

La formation est assurée par treize centres répartis à travers tout le pays et situés principalement dans les capitales régionales. Dans certains centres, comme ceux de Nouakchott et Rosso, les religieuses catholiques jouent un rôle important dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion.

Localisation

Nouakchott, la plupart des capitales régionales et des grandes villes (voir tableau 8).

2.1.13. Evaluation de l'Education Non-Formelle directement liée à la Production Economique

Généralités

Dans le domaine de l'éducation, mis à part l'apprentissage des métiers ruraux traditionnels, il existe en Mauritanie peu d'actions systématiques organisées destinées à donner ou améliorer une spécialisation permettant aux individus de s'intégrer dans un système de production économique. Dans les domaines où le travail est concerné par la modernisation de la production, l'éducation non-formelle est considérée généralement comme une

activité accessoire à un service du gouvernement. Il existe très peu d'institutions ou de programmes qui se consacrent à l'éducation non-formelle ou à la formation en tant que telles (le CFPP et les centres de formation de la SNIM sont parmi les rares exemples qui existent). Dans la plupart des cas, comme dans les Services de Développement Rural , l'éducation non-formelle est pratiquée de façon fortuite et irrégulière, en fonction des rares ressources disponibles, telles que les moyens de transport, le matériel de formation et le personnel motivé et formé de façon appropriée.

Il existe peu de données sur la façon dont est organisée et financée l'éducation non-formelle. Dans les cas où l'éducation non-formelle fait partie des activités d'un service (par exemple le Service de l'Elevage) il n'a généralement pas été noté comment, quand, où et combien de personnes ont bénéficié d'une formation. Certains types d'activités économiques importants ne disposent pas d'un système d'éducation non-formelle organisé, mis à part l'apprentissage traditionnel dans la famille qui a tendance à perpétuer les mêmes qualifications et les mêmes techniques artisanales, comme cela se produit dans le domaine de la pêche intérieure et de la pêche côtière non-industrielle.

Tableau 8 : Centres de Promotion Féminine

Régions	Femmes Sédentaires 30/ 15-49 ans	Rapport Centres femmes Sédentaires	Femmes Nomades âgées de 15 à 49 ans	Rapport théorique Centres/ femmes nomades
01 Néma (fermé)	17.329	1:17.329	20.223	1:20.223
02 Aïoun	14.721	1:14.721	15.443	1:15.443
03 Kiffa	21.400	1:21.400	11.164	1:11.164
04 Ksédi	29.803	1:29.803	3.521	1:3.521
05 Alg. Boghé	22.832	1:11.416 1:11.416	11.527	1:5.964 1:5.964
06 Rosro	24.392	1:24.392	24.735	1:24.735
07 Atar	7.980	1:7.980	3.680	1:3.680
08 Nouadhibou	4.039	1:4.039	1.654	1:1.654
09 Tidjiket *	7.777	1:7.777	10.403	1:10.403
10 Sélhaby	17.255	1:17.255	2.149	1:2.149
11 Zouérate * F'ourik *	4.079	1:2.040 1:2.040	394	1:197 1:197
12 Akjoujt *	2.038	1:2.038	1.779	1:1.779
Nouakchott Ier et 5ème arrondissement	28.476	1:14.238 1:14.238	-	-

* prévu pour 1980-81

Mai 1980 : 11 centres en fonctionnement. Environ 800 fermes en cours de formation dans l'ensemble du pays. Il n'existe pas de chiffres par centre. Il ne semble pas y avoir de fermes nomades dans ces centres.

30) Recensement de 1977 : Tableaux 22B et NA05 du listing informatique : données résumées sans mise à jour.

L'éducation non-formelle en liaison avec la production économique existe de manière fragmentée et sans coordination. Il semble que très peu d'efforts soient faits pour harmoniser les actions des Services de l'Agriculture , de l'Elevage et de la Protection de la Nature. Ce dernier n'exerce encore aucune activité dans l'éducation non-formelle, sauf lorsqu'il participe à des projets étrangers. L'absence d'une politique de développement rural cohérente en Mauritanie est sans doute l'une des causes majeures des faiblesses de l'éducation non-formelle.

La majorité des programmes et des activités qui font l'objet de ce rapport ont une origine trop récente pour qu'il soit possible d'en faire une évaluation complète, d'autant plus qu'il n'existe pas de données sur de nombreux aspects de la formation.

2.1.13.1. Agriculture Traditionnelle

Les agriculteurs pratiquant l'agriculture traditionnelle semblent avoir peu de contacts avec le Service de l'Agriculture (ce dernier s'occupe principalement de la production de légumes. Il semble que peu d'actions soient entreprises pour moderniser ces formes d'agriculture traditionnelle ni pour apprendre aux agriculteurs à utiliser de nouvelles techniques). Les efforts du gouvernement et des donateurs étrangers tendent le plus souvent à supplanter les cultures traditionnelles par l'introduction de légumes ou de la culture irriguée du riz. Il est probable que la plus grande partie des terres de valo disparaîtra lorsque des barrages auront été construits sur le Fleuve Sénégal.

2.1.13.2. Culture du Riz - SONADER

Les efforts de formation réalisés par la SONADER sont dans l'ensemble trop récents pour qu'il soit possible d'en faire une évaluation (formation des paysans au Casier Pilote du Gorgol, pompistes^o, responsables des coopératives). Les

^o Expression locale, servant à désigner les personnes chargées du fonctionnement et de l'entretien des moto-pompes.

actions de vulgarisation entreprises dans les petits périmètres villageois sont, d'après tous les rapports, insuffisantes. La SONADER semble inspirer un grand ressentiment aux paysans de nombreux villages.

Le fait que la SONADER ait commencé par encourager la production avant d'entreprendre un travail de base consistant à créer des coopératives et à former les paysans à l'utilisation des techniques nécessaires, semble être à la source des principales difficultés qui apparaissent dans tous les secteurs SONADER.

La création du centre de formation des paysans à Kaédi ainsi que la formation des pompistes et des responsables de coopératives auraient dû être les premières actions réalisées par la SONADER.

Neuf volontaires du Corps de la Paix sont affectés à la SONADER en tant qu'agents vulgarisateurs; cinq d'entre eux ont un an d'expérience dans les petits périmètres villageois. Ils sont peu aidés par la SONADER qui ne les a pas suffisamment intégrés dans ses activités de vulgarisation et de formation.

De nombreux périmètres sont difficiles d'accès pour le personnel de vulgarisation car la SONADER ne lui a pas fourni les moyens de transport adéquats. Mis à part les problèmes d'organisation et de gestion, les principales difficultés auxquelles se heurte la SONADER dans le domaine de l'éducation non-formelle concernent le nombre et la qualité de ses agents vulgarisateurs. Les raisons en sont les suivantes :

- Ils n'ont reçu qu'une formation théorique à l'ENFVA, qui n'a porté que sur les aspects agronomiques du travail de vulgarisation;
- ils donnent des explications théoriques et de vagues directives aux paysans, seulement;
- ils se refusent à faire de véritables démonstrations en ce qui concerne la culture du riz dans les périmètres;
- ils manquent de formation théorique dans le domaine de la riziculture (particulièrement les volontaires du Corps de la Paix);

- ils montrent une attitude de supériorité ou de dédain vis à vis des paysans;
- ils ne cherchent pas à organiser des activités de coopérative parmi les paysans;
- ils ne sont pas suffisamment nombreux pour assurer la formation de tous les paysans.

La SONADER s'efforce de venir à bout de cette situation très délicate. Elle a démarré un ambitieux programme, destiné à augmenter le nombre des périmètres villageois rizicoles et à réaliser son grand projet de Casier Pilote du Gorgol à Kaédi. Les paysans Poulars ne sont pas habitués à travailler en coopératives, moyen le plus rentable de cultiver le riz en utilisant des méthodes modernes. Les paysans Soninkés (en minorité) qui travaillent traditionnellement en groupements coopératifs semblent mieux préparés aux qualifications particulières des paysans cultivateurs de riz.

Dans cette situation très sombre pour la SONADER, il se trouve cependant un élément encourageant : l'expérience du centre de formation des paysans de Kaédi. Bien qu'il ne soit ouvert que depuis février 1980, avec au départ la participation d'environ 85 paysans, ses méthodes de formation non-directives, les dialogues visant à faire prendre conscience aux paysans de leur condition, l'utilisation de supports visuels et l'application d'horaires variables permettant aux paysans de poursuivre leurs autres activités, ont fait de ce centre un modèle qu'il serait souhaitable de reproduire dans les autres secteurs de la SONADER. En fait, les méthodes qui y sont employées peuvent aussi répondre aux besoins en formation des autres groupes de populations rurales tels que les maraîchers, les éleveurs, les pêcheurs, artisans, les femmes et les commerçants; on pense d'ailleurs que les Services du Développement Rural emprunteront les techniques de ce centre pour leurs propres actions de formation et de vulgarisation.

2.1.13.3. Ferme d'Etat à M'Pourié

Il semble que l'encadrement et la formation des nouveaux ~~riziculteurs~~ soient ~~suffisants~~ au moins en ce qui concerne la première année de travail de la terre. En comptant l'équipe complète de techniciens en riziculture et agronomes chinois ainsi que les cinq spécialistes de la vulgarisation (47 personnes au total), on trouve un ~~rappor~~ théorique ~~en~~ un technicien ou formateur pour chacune des 21 familles de paysans qui travaillent en coopérative dans les champs supervisés par la Ferme. Après leur première année d'expérience, les ~~riziculteurs~~ ne sont plus encadrés que par trois agents vulgarisateurs mauritaniens. Le fait que les moyens de transports soient suffisants et que les surfaces cultivées ne soient pas dispersées facilitent l'accès des agents vulgarisateurs à tous les périmètres irrigués.

Ce projet provoque des réactions en cascade. Un certain nombre de paysans qui ont appris à faire pousser du riz à la Ferme même sur les "périmètres paysans" ont créé près de leur village leurs propres périmètres irrigués de riz et ont réussi à organiser leurs propres coopératives.

Les ouvriers agricoles qui travaillent sur les ~~rizières~~ de la Ferme d'Etat ainsi que les femmes qui aident leurs maris à cultiver les "périmètres paysans" cultivent également les bandes de terres inutilisées pour le riz le long des canaux d'irrigation et de drainage. Ils y font pousser du sorgho et différentes sortes de légumes de leur propre initiative.

2.1.13.4. Marafchage

Le Service de l'Agriculture

Les agents du Service de l'Agriculture ~~ne~~ semblent avoir peu de contacts avec les cultivateurs en dehors de la distribution de semences, la démonstration de techniques et les réunions dans les villages. D'après l'enquête, moins de

la moitié des fermiers interrogés ont eu ce genre de contact, quelle qu'elle soit la région. Ce service est essentiellement concerné par la production maraîchère et parmi les 389 cultivateurs ayant fait l'objet d'une enquête, 70 seulement ont indiqué qu'ils produisaient des légumes ; 71 autres pratiquent la culture du riz, avec l'aide de la SONADER.

Le Service de l'Agriculture donne particulièrement peu de conseils techniques en ce qui concerne la préparation des sols. Ce type d'information est fondamental pour les maraîchers et les riziculteurs, qui risquent de perdre une part importante de leurs cultures s'ils ne préparent pas la terre, et ne plantent pas correctement et en temps voulu. L'expérience réalisée par la SONADER au Casier Pilote du Gorgol à Kaédi prouve qu'une surveillance attentive de la préparation des sols et de la plantation des semis de riz est primordiale.

Il est frappant de constater que le travail de vulgarisation s'effectue pratiquement sans aucun moyen audio-visuel. Ceci ne concerne pas uniquement le Service de l'Agriculture dont les crédits sont restreints ; il n'y a personne à l'ENFVA qui puisse mettre en place un programme audio-visuel approprié ni enseigner à de futurs animateurs du développement rural comment utiliser ce genre de moyens de manière efficace.

2.1.13.5. Elevage

Le Service de l'Elevage

Le Service de l'Elevage semble être plus actif que le Service de l'Agriculture dans ses rapports avec ses "clients". Ce service prend principalement contact avec les éleveurs à l'occasion des campagnes de vaccination des troupeaux qui ont lieu une fois par an et au cours desquelles les représentants de ce Service font davantage de soins vétérinaires que de pédagogie. Sur les 107 éleveurs qui ont été interrogés dans le cadre de l'enquête Qualification, 19 à 20% seulement ont déclaré avoir assisté à des démonstrations faites par les

représentants du Service de l'Elevage.

Il n'a pas été entrepris d'actions visant à montrer aux éleveurs comment améliorer la reproduction, la commercialisation et l'entretien des pâturages. Il semble que les activités de ce Service varient énormément d'une région à l'autre : dans certaines zones, le Service de l'Elevage maintient des contacts relativement réguliers avec les éleveurs, tandis que dans d'autres, il est pratiquement absent. Il est évident qu'une planification et une restructuration de ce Service sont indispensables pour qu'il puisse diversifier ses activités afin qu'elles ne se limitent pas à la vaccination du bétail. L'enseignement que les nouveaux agents du Service de l'Elevage reçoivent dans le domaine de la vulgarisation et de la production animale à l'ENFVA doit être appliqué sur le terrain.

Le Service de l'Elevage s'occupe principalement des bovins et n'entreprend aucune action relative à la production de menu bétail, qui, si elle était encouragée, pourrait améliorer les revenus et l'alimentation de la population rurale (et urbaine). Une éducation non-formelle relative à l'élevage des moutons, des chèvres, des poulets et des lapins pourrait être particulièrement intéressante pour les femmes puisque, à part la traite, celles-ci ne participent généralement pas à l'élevage du gros bétail.

Projets de Donateurs

Les actions menées par les donateurs étrangers dans l'élevage en sont à leurs premiers pas; il n'existe pas de données sur les résultats du Projet DRIG (AID) - le Projet APPAM, le plus ambitieux dans ce domaine, n'a pas encore débuté. Les paysans ne semblent faire beaucoup d'efforts pour reproduire l'expérience d'élevage intensif qui a lieu à la Ferme d'Etat. Le bétail de la Ferme de M'Pourié semble surtout susciter l'intérêt des visiteurs étrangers.

2.1.13.6. Comparaison entre le Service de l'Agriculture
et le Service de l'Elevage

Les informations disponibles font ressortir un certain nombre de comparaisons frappantes:

1. Le Service de l'Agriculture dispose d'un personnel très insuffisant en nombre par rapport à la population agricole active.
2. Le Service de l'Elevage a davantage de personnel que le Service de l'Agriculture mais ne semble pas, dans de nombreuses régions, avoir de contacts avec beaucoup d'éleveurs.
3. Les deux services ont un champ d'action étroit et des méthodes de vulgarisation peu perfectionnées. L'action du Service de l'Agriculture se limite principalement à la distribution des semences, et dans une moindre mesure, d'engrais, de fongicides et de pesticides. Le Service de l'Elevage concentre son action sur la vaccination du bétail.
4. Le déséquilibre régional des services est le signe d'un manque de planification cohérente au niveau national.
5. Rien ne laisse supposer que ni l'un, ni l'autre des services n'admette le caractère indispensable de leur complémentarité; en outre, leurs activités respectives ne semblent pas coordonnées, pour se renforcer.
6. L'aspect service des deux agences est trop accentué. Si la vaccination et la distribution de semences sont nécessaires, l'aspect pédagogique et l'aspect de communications faisant partie du rôle éventuel de ces deux services ne devraient pas pour autant être négligés.
Ni les cultivateurs, ni les éleveurs ne pourront passer au stade de l'application de méthodes modernes de gestion et de production avant que ces deux services ne restructurent leurs activités et ne prévoient d'y inclure un enseignement actif basé sur le dialogue, les démonstrations et la régularité des contacts.
7. Les visites aux bureaux du Service de l'Agriculture à Kiffa et à Kaéti ont révélé que les manoeuvres qui travaillent pour ce Service jouent dans certains cas un rôle de vulgarisation. Ce sont eux-mêmes de vrais cultivateurs et ils sont respectés par leurs pairs. Les agents vulgarisateurs eux-mêmes sont souvent très jeunes et n'inspirent pas toujours le respect aux cultivateurs qui sont, eux, beaucoup plus âgés. Dans la région de Kiffa au moins, le manoeuvre est considéré comme le cultivateur modèle. Les autres cultivateurs

viennent lui demander conseil sur la culture des légumes. Il serait intéressant d'analyser plus en détail l'impact de cette action de vulgarisation non-formelle réalisée par les manoeuvres.

8. D'après les données, aucun de ces deux Services ne s'occupe de la formation des femmes. Celles-ci pourraient pourtant jouer un rôle positif dans la production de cultures maraîchères et l'élevage de menu bétail. Il est probable que les femmes représentent les ressources humaines les plus négligées en Mauritanie.

2.1.13.7. Coopératives

Théoriquement, une pré-coopérative fonctionne à l'essai pendant deux ans avant de devenir une coopérative à part entière. Les représentants du Service des Coopératives sont censés d'une part de faire des enquêtes sur les facteurs économiques et sociaux qui favorisent ou défavorisent la marche d'une coopérative et d'autre part avoir un rôle de formation afin d'aider les coopérateurs à développer un processus de prise de décision avec la participation de tous. Dans les premières années de l'existence de ce Service, plusieurs réunions de travail ont été organisées à Kiffa, Kaédi et dans les Hodhs pour former des dirigeants de coopératives de paysans ainsi que des fermateurs paysans para-professionnels; cependant, cette formation n'a pu être poursuivie faute de moyens. La formation permanente de l'encadrement et l'aide matérielle, nécessaires à la transformation des pré-coopératives en coopératives semblent manquer. Le Service des Coopératives n'a jamais bénéficié, des moyens nécessaires à la réalisation des tâches qui lui ont été confiées. La plupart des agents, découragés par le manque de crédits et de matériel, ont quitté le service. L'administration n'a jamais défini de politique cohérente dans ce domaine ni fourni les moyens de l'appliquer. Il semble que les rares coopératives qui ont réussi à fonctionner en Mauritanie soient en grande partie indépendantes de ce Service et fonctionnent de leur propre initiative. La difficulté d'accès au crédit est l'un des problèmes les plus importants qui gênent le mouvement

de création de coopératives. Même les coopératives indépendantes qui fonctionnent sur des bases solides (voir plus loin) ne sont pas en mesure d'obtenir des prêts.

Les signes d'une certaine amélioration dans le Service des Coopératives apparaissent cependant avec l'ouverture d'un nouveau centre de formation de coopérateurs à Boghé. Les agents des coopératives y recevront une formation en comptabilité et en gestion. Un financement de la FAO est prévu.

Coopératives Rizicoles Indépendantes (Plaine de M'Pourié)

Elles semblent dynamiques dans l'ensemble mais se heurtent néanmoins à certaines difficultés.

Problèmes majeurs :

- manque de spécialistes en topographie et en infrastructure d'irrigation ;
- manque de spécialistes en mécanique pour l'entretien du matériel;
- incapacité (ou ignorance de la procédure) d'obtenir des prêts.

Il est probable que ces problèmes soient dûs en partie au fait que l'ensemble du réseau hydraulique de la Ferme d'Etat a été construit et est entretenu par des spécialistes chinois. Les paysans n'ont pas les connaissances nécessaires pour choisir les sites appropriés et planifier et installer eux-mêmes les digues et les canaux. Les périmètres cultivés par les coopératives des villages ont également été créés avec l'aide de techniciens de la Ferme d'Etat.

2.1.13.8. Pêche

La pêche traditionnelle, comme l'agriculture traditionnelle, n'est pas prise en considération dans les efforts de formation du gouvernement ou des donateurs. Les pêcheurs côtiers de N'Diogo, au nord de Saint-Louis du Sénégal, semblent avoir acquis des méthodes par eux-mêmes (particulièrement, l'utilisation de moteurs hors-bord); d'autre part l'apprentissage en dehors

de la famille est plus répandu chez les pêcheurs côtiers que chez les pêcheurs continentaux ou les autres métiers traditionnels du secteur rural. Les pêcheurs côtiers semblent davantage tournés vers le commerce, probablement en raison de la proximité des marchés de Saint-Louis et de Nouakchott. L'enquête Qualification montre que les pêcheurs du Fleuve se plaignent d'une forte diminution des prises. Ceci souligne le besoin d'une politique piscicole. Le développement de la riziculture dans la vallée du Fleuve Sénégal, ainsi que celui du réseau hydraulique qui l'accompagne, pourrait faciliter le développement de la pisciculture.

La pêche moderne est sensiblement moins négligée que la pêche traditionnelle. Le centre de pêche japonais de Nouadhibou reste encore à ouvrir; il aura une capacité de formation théorique de 10 stagiaires pour un programme prévu sur trois mois; ainsi 40 marins-pêcheurs au maximum devraient être formés chaque année. Ce nombre est très insuffisant si l'on considère la richesse des eaux au large des côtes mauritaniennes ainsi que la nécessité de créer des emplois.

2.1.13.9. Secteur Privé Moderne et Sociétés Nationales Autonomes

Une évaluation des activités de formation des sociétés nationales autonomes (SNIM et SONELEC) est présentée dans le rapport sur l'éducation formelle.

2.1.13.10. Secteur Tertiaire et Administratif

Le seul programme d'éducation non-formelle dans ce domaine qui soit traité dans ce rapport, est celui du CFPP de Nouakchott. Cette institution a été soigneusement planifiée et ses programmes d'éducation non-formelle ont été basés sur une recherche préliminaire des besoins de ses clients, administration et secteur privé (urbain) - Bien que le centre ne participe pas à la création d'emplois ou à la formation de travailleurs dans les zones rurales, les principes de son organisation et de sa formation, qui débouchent sur de véritables emplois,

constituent un modèle qui pourrait être adapté à d'autres centres, plus petits, dans les régions rurales. Une évaluation plus détaillée est présentée dans le rapport sur l'éducation formelle.

2.1.13.11. Secteur Non-Structuré

Le projet de l'ADAUA concernant l'habitat est la seule entreprise importante dans le secteur non-structuré.

Bien que ce projet soit à l'origine un projet d'habitat urbain, il étend ses activités au développement de l'habitat rural par le biais de sa coopération avec le COSOC.

L'ADAUA met en pratique un grand principe pédagogique qui a une valeur particulière dans l'éducation non-formelle en ce qui concerne l'amélioration des systèmes d'apprentissage et de formation des métiers traditionnels du secteur rural et urbain non-structuré. La formation en cascade implique que des individus qui acquièrent certaines qualifications sont en même temps préparés à former d'autres individus par un apprentissage sur le tas. Ce système permet de diversifier le répertoire des connaissances nécessaires à une branche d'activité donnée. Les maçons et les briquetiers qui suivent la formation de l'ADAUA sont capables d'utiliser leurs qualifications et leurs méthodes de formation ailleurs et de les enseigner à d'autres individus.

Le Projet ADAUA étant relativement récent, il est encore trop tôt cependant pour affirmer avec certitude que ces maçons et briquetiers ont reçu une formation suffisante leur permettant de transmettre leurs qualifications à d'autres individus sans être encadrés par des architectes de l'ADAUA.

2.1.13.12. Artisanat

La seule institution mauritanienne dans le domaine de l'enseignement de l'artisanat est l'école de tissage du tapis,

CFAT, de Nouakchott (voir rapport sur l'éducation formelle pour une analyse plus détaillée). Les Centres de Promotion Féminine sont des centres polyvalents qui, outre l'enseignement de travaux manuels et l'enseignement relatif à la création de coopératives, offrent des cours de lecture et d'écriture, de cuisine, de puériculture et d'hygiène.

Il semble que la formation artisanale soit plus au moins poussée suivant les différents centres, dans la mesure où chaque centre est en partie dépendant de l'aide de l'administration régionale et de l'équipement qui lui est fourni.

Les Centres de Promotion Féminine, créés à l'origine dans le but de renforcer les activités de l'ancien parti politique en Mauritanie, n'ont commencé à mettre l'accent sur l'aspect formation que depuis 1978. Sous leur forme actuelle, ces centres ne touchent que les femmes des plus grandes agglomérations ; les centres de Nouakchott et de Rosso sont les seuls qui accueillent plus de 30 candidates à la fois. La coopérative artisanale de Nouakchott comprend 50 femmes et celle de Rosso 12 (il en était prévu 25). Le nombre de femmes dans les coopératives d'Akjoujt et de Kaédi n'est pas connu avec précision. A Goutilimit, cinq groupes de cinq femmes travaillent à différents endroits de la ville, ce qui leur permet de ne pas s'éloigner de chez elles et d'en faire participer d'autres à leurs activités. Ces coopératives sont surtout des projets pilotes et ont beaucoup de problèmes à surmonter ; cependant, les buts recherchés par ces coopératives s'accordent particulièrement avec l'optique de l'éducation non-formelle visant le développement. Le bilan des centres permet de constater les points positifs suivants :

- formation dans une série de domaines, avec l'accent mis sur le travail pour son propre compte ;
- production artisanale basée sur les différentes connaissances et types d'artisanat propres à chaque région ;
- possibilité donnée à chaque élève de travailler et de progresser suivant son propre rythme ;
- introduction de nouvelles qualifications une fois que d'autres sont bien maîtrisées ;

- frais de fonctionnement réduits ; auto-financement partiel par la vente des articles fabriqués dans les centres ;
- gestion décentralisée.

Les principales difficultés rencontrées sont les suivantes :

- présence irrégulière des femmes dans les centres de formation ;
- manque de coordination et mauvaise gestion de certains centres dus à l'insuffisance de la formation ou au manque d'expérience des responsables ;
- budget insuffisant, et dans de nombreux cas, soutien financier irrégulier de la part des gouverneurs de région ;
- manque d'intérêt du gouvernement au niveau national vis-à-vis de la création d'activités de développement pour les femmes ;
- inaccessibilité des centres aux femmes des milieux ruraux et aux femmes nomades.

2.2. Éducation Non-Formelle Indirectement liée à la Production Économique

En matière d'éducation non-formelle, un certain nombre d'institutions et de programmes permettent à certains individus d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Les principaux types d'activités concernés se situent dans les domaines de 1) la Santé Publique, qui comprend la médecine préventive, le secourisme, la santé maternelle et infantile, la nutrition, 2) la Protection et la Conservation de l'Environnement et 3) l'Alphabétisation.

2.2.1. Santé Publique

Il semble que dans l'ensemble, les cadres dirigeants du Ministère de la Santé Publique soient en train de redéfinir peu à peu les objectifs des services de santé en passant d'une approche curative à une approche préventive. La récente création de la Direction de la Médecine Préventive et l'ouverture de Centres de Récupération Nutritionnelle sont des pas importants dans la voie de la médecine préventive.

Ayant pris conscience du fait que l'infrastructure et le personnel actuellement en place étaient insuffisants pour pouvoir garantir les soins médicaux de toute une population rurale disséminée, les représentants du Ministère de la Santé Publique ont entrepris d'appliquer des stratégies visant à réduire les maladies et la mortalité chez les mères et les enfants et à apporter les premiers soins médicaux dans les régions où il n'existe pas de centres médicaux.

Des médecins, infirmières et sages-femmes sont responsables de la formation dans différents programmes d'éducation non-formelle s'adressant aux sages-femmes traditionnelles et aux aides-sages-femmes, aux secouristes du Croissant Rouge, aux femmes (grossesse, éducation nutritionnelle, puériculture) et dans le cas d'un centre, aux hommes (éducation familiale). Les fonctionnaires du Service des PMI (Direction de la Santé) jouent également un rôle important dans la formation.

La formation sur le tas semble être le principal moyen permettant à des individus d'acquérir une expérience professionnelle en tant qu'auxiliaires de santé. L'impact de l'éducation non-formelle dépend en grande partie de l'initiative individuelle du personnel de la Santé Publique travaillant dans les différents hôpitaux, maternités, dispensaires et centres de PMI.

2.2.1.1. Médecine Préventive dans les Communautés

2.2.1.1.1. Délégués Sanitaires

Ce projet qui a démarré à Atar (Adrar) en 1976, est destiné à étendre les soins médicaux primaires aux populations de l'ensemble de l'Adrar qui n'avaient pas accès aux services dépendant de la Santé Publique, limités aux villages et aux villes les plus importants.

Ce programme a également pour but d'organiser des cours d'éducation sanitaire dans les communautés isolées.

Les activités des Délégués Sanitaires sont coordonnées par l'hôpital d'Atar mais le projet n'est pas directement financé par l'Etat. CARITAS ainsi que des contributions locales participent à son financement.

Qualifications

Formation des délégués sanitaires : formation de base d'un mois, suivie de sections annuelles de cours de recyclage pendant 4 à 6 jours.

- savoir reconnaître les maladies courantes ;
- savoir administrer les médicaments appropriés pour les cas de maladies que le délégué est autorisé à traiter ;
- prendre la température ;
- reconnaître à quel stade de déshydratation sont les enfants ;
- désinfecter et bander les plaies ;
- appliquer des pommades, etc... ;
- être prêt à contacter les responsables médicaux en cas de découverte de maladies contagieuses.

Education Sanitaire de la population :

- apprendre l'utilité des vaccinations ;
- apprendre quelles sont les mesures à appliquer pour prévenir les indispositions courantes, telles que la diarrhée chez les jeunes enfants, l'infection des blessures.

Personnes Intéressées

Il existe deux niveaux d'éducation non-formelle, le premier est celui de la formation des délégués sanitaires eux-mêmes. Leur nombre a considérablement varié dans le temps et ils étaient 29 en service actif à la fin de 1978. Le second niveau est celui de la formation de l'ensemble de la population par les délégués sanitaires.

Délégués : Les personnes désirant devenir délégués sanitaires sont choisies d'après les critères suivants : ils doivent être intégrés dans le milieu local, avoir bon caractère, être dispo-

bles et dynamiques, stables, être disposés à travailler gratuitement, avoir une certaine ouverture d'esprit, être capables de parler en public et s'intéresser aux problèmes de santé. Il est important de savoir lire et écrire, mais pas absolument indispensable. Les jeunes femmes célibataires et les fonctionnaires (qui risquent d'être souvent mutés) ne sont pas considérés comme des candidats idéaux. La préférence va aux personnes salariées. Les candidats à la formation de délégués sanitaires sont choisis par les comités de santé villageois; d'autre part, leur candidature est soumise à l'approbation des autorités locales traditionnelles.

Ensemble de la Population concernée : on estime qu'elle représente 70% des personnes qui n'ont pas accès aux services médicaux publics de l'Adrar. Le nombre exact de personnes qui reçoivent effectivement des cours d'éducation sanitaire n'est pas connu et dépend en grande partie de l'initiative personnelle des délégués et de la collaboration de leur propre communauté.

Personnel

Le personnel de l'hôpital d'Atar et des dispensaires des quatre principales villes de la région, en dehors d'Atar, a été chargé de la formation de base des délégués sanitaires en 1976. Ces mêmes personnes maintiennent des contacts fréquents avec les délégués, qui, à l'extérieur, dans les villages ou les campements nomades, jouent le rôle d'ambassadeurs du Service de Santé. Le personnel médical assure donc une formation non-formelle suivie des délégués, qui bénéficient également d'une session annuelle de cours de recyclage ou de perfectionnement. Le médecin d'Atar, une sage-femme et cinq infirmiers forment l'équipe professionnelle, responsable de l'encadrement et de la formation des délégués.

Localisation

La région de l'Adrar, dont les activités sont coordonnées par l'hôpital d'Atar.

2.2.1.12 Projet Trarza (AID)

Inspiré en partie de l'expérience réalisée dans le cadre du programme des Délégués Sanitaires de l'Adrar ainsi que des programmes de médecins "aux pieds-nus" existant dans d'autres pays en voie de développement, ce projet de médecine préventive communautaire est en train de prendre forme dans l'optique de :

- créer un système permettant d'apporter les premiers soins médicaux de manière efficace et au moindre coût dans tous les villages du Trarza ;
- lancer un programme d'éducation sanitaire communautaire, dans le cadre d'une stratégie de médecine préventive ;
- réduire la fréquence des maladies parmi la population rurale de cette région ;
- créer un réseau de pharmacies dans les villages ;
- créer un réseau d'agents de santé-villages ;
- créer un système de soutien du programme comprenant des personnes chargées de l'encadrement et du recyclage, ainsi que des personnes faisant la liaison avec les établissements médicaux gouvernementaux et non gouvernementaux.

L'accent est mis particulièrement sur l'aspect éducation sanitaire du projet et sur les structures de soutien nécessaires à sa réalisation. Comme dans le programme des Délégués Sanitaires, les agents de Santé villageois feront un minimum de soins (désinfection des blessures, application de pommades dans les infections oculaires, etc...). Les comités de santé villageois eux-mêmes devront apprendre les principes de la médecine préventive et seront capables de jouer un rôle important dans la coordination des actions sanitaires de leur communauté, par la suite.

Qualifications

Membres des Comités de Santé Villageois :

- savoir tenir une comptabilité simple ;
- être capable de collecter des fonds pour financer les actions des agents de santé villageois qui ne sont pas couvertes par le projet ou par un budget du gouvernement.

Agents de Santé Villageois :

- savoir identifier les causes des maladies dues aux conditions de vie et à l'environnement ;
- savoir identifier différentes maladies ;
- savoir administrer les doses correctes de médicaments appropriés dans le cas des maladies qu'ils sont habilités à traiter.

Personnes Intéressées

- 192 habitants des villages et campements (hommes et femmes) qui doivent être désignés dans le but de recevoir une formation par l'intermédiaire des comités de santé villageois. Il n'est pas nécessaire de savoir lire et écrire ;
- secouristes du Croissant Rouge (s'ils sont choisis par les comités de santé villageois) ;
- la population intéressée est celle du Trarza, particulièrement celle des zones isolées.

Personnel**Niveau Supérieur :**

- un spécialiste américain de la santé publique ;
- un spécialiste américain de l'éducation sanitaire ;
- un homologue mauritanien du spécialiste de l'éducation sanitaire.

Niveau Moyen :

- deux infirmiers diplômés mauritaniens qui seront chargés de la formation du personnel de santé publique et des PMI du Trarza ;
- dix infirmiers mauritaniens des PMI et des dispensaires de la région qui assureront la formation des membres des comités de santé villageois ;
- quatre volontaires du Corps de la Paix qui seront les homologues des infirmiers mauritaniens dans le domaine de la formation de l'éducation sanitaire et du financement du programme.

Niveau de Base :

- 192 agents de santé villageois (en qualité d'éducateurs)

Localisation

L'ensemble du Trarza, particulièrement les villages et les campements.

2.2.1.2. Soins d'Urgence ou Secourisme2.2.1.2.1. Le Croissant Rouge Mauritanien

Affilié à la Croix Rouge Internationale, le Croissant Rouge Mauritanien est l'organisation non-gouvernementale la plus importante dans le domaine de la prévention et des soins médicaux en Mauritanie. Elle dispose d'un vaste réseau de volontaires qui concentrent essentiellement leur action sur les soins d'urgence, mais sont aussi parfois amenés à entreprendre dans une certaine mesure des actions d'assainissement et d'hygiène, suivant les intérêts et motivations locales. De plus, ils peuvent exercer des activités dans les services sociaux, les oeuvres de secours, l'agriculture et l'artisanat.

Le Croissant Rouge est un organisme autonome ; cependant ses activités sont intimement liées à celles du Ministère du Travail, de la Santé et des Affaires Sociales, ainsi qu'à celles de la Fédération Luthérienne Mondiale et du Catholic Relief Services (programmes joints). Le Croissant Rouge est l'homologue mauritanien de la Fédération Luthérienne Mondiale. Ses activités sont coordonnées par quarante cinq comités de coordination volontaires régionaux.

Qualifications

- apprendre à donner les soins d'urgences (pour secouristes) ;
- formation plus approfondie dans le domaine des services sociaux, de la santé, de l'animation et des soins d'urgence (pour moniteurs et instructeurs) ;
- culture de jardins potagers (250 familles à Nouakchott) ;

- vulgarisation agricole (10 secouristes) ;
- couture et tricot pour les femmes (siège, Nouakchott).

Personnes Intéressées

L'ensemble de la population peut profiter des services du Croissant Rouge, suivant le degré de motivation des secouristes locaux. Des distributions de nourriture et de vêtements ont été effectuées en faveur des réfugiés victimes de la sécheresse. Grâce à l'aide du Croissant Rouge Mauritanien et de la Fédération Luthérienne Mondiale, un groupe de 250 familles a pu ainsi s'installer à Nouakchott et apprendre à cultiver des jardins potagers. (A cet effet, dix volontaires du Croissant Rouge avaient été formés aux méthodes de vulgarisation).

Personnel

- médecins, infirmiers des services de santé régionaux qui consacrent une partie de leur temps à former des secouristes pendant les vacances scolaires ;
- secouristes : ils sont environ 3500 dans l'ensemble du pays ; les 2/3 sont des étudiants ; 1/3 environ sont des fonctionnaires ;
- moniteurs : environ quarante volontaires secouristes, ayant une certaine expérience ajoutée à une formation plus complexe ;
- instructeurs : 10 moniteurs ayant une expérience et une formation complémentaire, leur permettant de coordonner les activités du Croissant Rouge.

Localisation

Siège de l'organisation et jardins maraîchers à Nouakchott.
Réseau de secouristes dans les villes où se trouvent des fonctionnaires ou des écoles.

2.2.1.3. Protection Maternelle et Infantile

L'éducation non-formelle dans ce domaine est destinée à réduire la mortalité parmi les femmes et les jeunes enfants en apprenant aux futures mamans quels sont les principes de la procréation et le rôle de l'anatomie féminine dans son déroulement.

Qualifications ou Connaissances

- compréhension du cycle menstruel, de la fécondation, du développement du fœtus ;
- compréhension du fonctionnement des organes de reproduction chez la femme ;
- compréhension du processus de l'accouchement ;
- mesures à prendre en cas de difficultés pendant la grossesse ; précautions à prendre pour éviter une fausse-couche ;
- hygiène avant et après l'accouchement.

Personnes Intéressées

Les femmes enceintes en général, et plus particulièrement les femmes sans ressources ou sans instruction.

Personnel

- sages-femmes ;
- infirmières ;
- interprètes (pour les cas où les femmes ne comprennent pas la langue dans laquelle est fait l'enseignement).

Localisation

Centres de Protection Maternelle et Infantile : ils sont 34 dans tout le pays, situés dans les capitales régionales et les grandes villes.

Programmes Spécial : Education Familiale

Le Centre de PMI du cinquième arrondissement de Nouakchott propose un programme d'éducation destiné aux pères de famille. Ce programme a pour but de leur expliquer le processus de procréation chez la femme, le développement du fœtus et les responsabilités d'un père pour le bien-être de ses enfants.

2.2.1.3.1. Accoucheuses Traditionnelles et Auxiliaires

De nombreuses Mauritaniennes ne peuvent avoir accès aux centres de PMI puisqu'ils sont situés dans les plus grandes

viles. Ce programme de para-professionnelles qui vont dans les communautés a été créé par le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales afin de procurer, au moment de l'accouchement, une aide minimum aux femmes qui n'ont pas la possibilité d'aller à l'hôpital ou dans une clinique d'accouchement et de réduire la fréquence des fausses-couches, des enfants mort-nés et des infections post-partum chez la femme.

Qualifications

- reconnaître les symptômes caractéristiques d'une grossesse difficile ;
- savoir améliorer les conditions d'hygiène de l'accouchement dans les zones rurales, chez les femmes elles-mêmes ;
- savoir juger quel est le moment opportun pour alerter les responsables médicaux compétents en cas de grave complication pendant la grossesse.

Personnes Intéressées

Villageoises, ayant de préférence une certaine expérience d'accoucheuse. Il n'est pas indispensable de savoir lire et écrire. La formation des accoucheuses auxiliaires (57) dure neuf mois et celle des accoucheuses traditionnelles (102) dure un mois.

Personnel

- deux spécialistes de la santé maternelle et infantile appartenant au Département PMI du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales ;
- infirmiers brevetés des hôpitaux régionaux et des PMI.

Localisation

La formation des accoucheuses auxiliaires a lieu à Nouakchott et celle des accoucheuses traditionnelles dans les maternités, les cliniques d'accouchement ou les PMI.

2.2.1.4. Education Nutritionnelle

L'éducation nutritionnelle se situe à la fois dans un cadre médical curatif et préventif. On enseigne aux mères comment guérir les enfants qui souffrent de malnutrition ainsi qu'à prévenir la malnutrition et les troubles qui s'ensuivent.

Qualifications

- connaître les causes de la malnutrition ;
- identifier les signes de malnutrition chez les jeunes enfants ;
- savoir choisir les aliments appropriés pour un régime équilibré ;
- savoir préparer les repas qui conviennent aux bêtes et aux enfants ;
- observer qu'il existe une relation entre l'état de santé d'un enfant et son poids.

Personnes Intéressées

- Les mères d'enfants sous-alimentés, âgés de moins de 6 ans.

Personnel

Educatrices et auxiliaires nutritionnelles, mères travaillant comme éducatrices sanitaires, volontaires du Corps de la Paix, volontaires du Croissant Rouge qui travaillent au Catholic Relief Services.

Localisation

- 18 Centres de Récupération Nutritionnelle (CRN) rattachés aux PMI ;
- 16 centres de distribution alimentaire du Catholic Relief ;
- chez les femmes elles-mêmes.

2.2.1.4.1. Centres de Récupération Nutritionnelle

Ces centres ont pour but de faire participer les mères à la guérison des enfants souffrant de malnutrition tout en leur apprenant les principes d'une bonne nutrition. La formation varie

suivant les besoins des "clients"; en effet, elle prend fin au moment où le poids de l'enfant a augmenté d'un kilo. Les quatre repas quotidiens donnent largement aux mères l'occasion de s'informer car leur participation doit être active et elles ont la possibilité de discuter de leurs problèmes.

La durée de la formation est le plus souvent d'un mois au minimum car les enfants ont généralement besoin de plusieurs semaines pour recouvrer la santé. Cette forme d'éducation nutritionnelle est potentiellement plus efficace que d'autres, moins intensives, car elle correspond à :

- un processus d'"immersion", caractérisé par la présence continue des mères qui peuvent ainsi observer les résultats concrets de telle ou telle action nutritionnelle ;
- un processus basé sur l'observation, la mise en pratique, la répétition et dans lequel l'aspect affectif joue un rôle stimulateur.

2.2.1.4.2. Auxiliaires Nutritionnelles

Les auxiliaires nutritionnelles reçoivent une formation qui leur permet de participer au fonctionnement des Centres de Récupération Nutritionnelle (CRN). Elles travaillent sous la surveillance d'une infirmière et sont en partie responsables de l'éducation des mères d'enfants sous-alimentés. Le programme de formation dure trois mois. Les futures auxiliaires nutritionnelles sont envoyées à Nouakchott, pour y recevoir une formation, par les autorités administratives des villes où se trouve un CRN. A leur retour, elles aident l'éducatrice (ou les éducatrices) nutritionnelle du CRN (ces dernières reçoivent une éducation "formelle" à l'ENECOFAS).

Qualifications

- principes nutritionnels généraux ;
- préparation correcte de repas à partir d'aliments

**Tableau 9 : Répartition des Centres de Récupération
Nutritionnelle/PMI**

Région	Villes Centres ouvertes	Villes Centres devant ouvrir en 1980
Hodh Oriental		Néma Timbedra
Hodh Occidental		Aïoun Tintane
Assaba		Kiffa Moudjéria Guérou Kankossa
Gorgol	Kaédi M'Bout Maghama	Kaédi Monguel
Brakna	Aleg Boghé	Boghé M'Bagne Magta-Lahjar
Trarza	Rosso (2) Mederdra Boutilimit	Keur Macène
Adrar		Atar
Nouadhibou	Nouadhibou	
Tagant		Tidjikja
Guidimakha		Sélibaby Ould Yenge
Tiris Zemmour	Zouérate	
Inchiri	Akjoujt	
Nouakchott	Nouakchott (4)	Nouakchott
Total	16	19

disponibles localement, particulièrement pour les bébés et les jeunes enfants ;

- traitement de base pour les enfants malades/sous-alimentés.

Personnes Intéressées

- femmes sachant lire et écrire et résidant dans une communauté qui dispose d'un CRN. En 1980, 28 femmes ont reçu cette formation.

Personnel

- Nutritionnistes du siège du Service des PMI à Nouakchott, infirmiers, éducateurs nutritionnels de Nouakchott.

Localisation

La formation des auxiliaires nutritionnelles a lieu à Nouakchott. Elles travaillent ensuite dans les CRN ou les PMI régionaux.

2.2.1.4.3. Mères Animatrices

Buts

- servir d'intermédiaires entre les Centres de Récupération Nutritionnelle et la communauté ;
- identifier les cas de malnutrition chez les enfants et les envoyer au CRN ;
- rendre visite aux femmes, chez elles, pour discuter de façon non-formelle, des problèmes de nutrition.

Qualifications

- notions générales sur la nutrition ;
- identification des signes de malnutrition chez les enfants ;
- formation d'une durée d'environ deux semaines.

Personnes Intéressées

- Généralement les femmes d'un certain âge ; il n'est pas obligatoire qu'elles sachent lire et écrire ; elles doivent avoir

une attitude convaincante et être respectées par la communauté.

Personnel

- éducatrices et auxiliaires nutritionnelles des CRN et des PMI.

Localisation

CRN et PMI régionaux, où les mères animatrices reçoivent une formation sur le tas.

2.2.1.4.4. Catholic Relief Services

Cette institution catholique américaine joue un grand rôle dans la distribution de nourriture. Le Catholic Relief Services a entrepris d'organiser des cours d'éducation nutritionnelle dans le but de s'assurer que les aliments distribués étaient correctement préparés. Les cours ont lieu dans ses centres de distribution (certains centres sont rattachés aux services de santé officiels).

Qualifications

Personnel des centres de distribution :

- remplir des fiches: enregistrer les augmentations et pertes de poids des enfants et vérifier les vaccinations ; envoyer les mères dans les PMI pour les vaccinations ou les traitements médicaux ;
- montrer aux mères, à l'aide d'exemples réels ou d'images, des aliments de différentes catégories nutritionnelles ;
- faire des démonstrations de cuisine avec des aliments locaux ou distribués gratuitement.

Fermes

- réaliser que la santé et le poids des nourrissons et des jeunes enfants dépendent de leur alimentation
- apprendre à préparer les gruaux de soja ou de sorgho distribués dans les centres, ainsi que les aliments disponibles localement, en participant activement aux démonstrations de cuisine ;

- savoir qu'il est important de remplir le carnet de santé de l'enfant et de l'apporter pour les démonstrations.

Personnes Intéressées

- Environ 35 femmes volontaires du Croissant Rouge qui ont une formation d'éducatrices nutritionnelles et/ou faisant partie du personnel des centres de distribution, responsable de la vérification, de l'enregistrement des vaccinations des enfants, de la pesée et de la distribution des aliments.
- Environ 32.000 femmes.

Personnel

Un expatrié responsable de la formation du personnel du CRS de Nouakchott, personnel des PMI et des CRN.

Localisation

16 centres installés soit dans les services de santé (dispensaires, PMI ou CRN) soit à part. Il en existe à Nouakchott, dans le Trarza, le Brakna, le Gorgol, l'Inchiri, l'Adrar et le Tiris Zemmour.

2.2.2. Protection et Conservation de la Nature

2.2.2.1. Fédération Luthérienne Mondiale et Service de la Protection de la Nature

Le projet de création d'une "ceinture verte" est l'un des plus ambitieux qui aient été conçus jusqu'à présent dans le domaine de la conservation de la nature en liaison avec l'éducation non-formelle.

- Buts du Projet :
- freiner l'avancée continue des dunes vives;
 - procurer un emploi aux réfugiés nomades victimes de la sécheresse ;
 - créer une pépinière.

Qualifications

- identification et cueillette des gousses du Prosopis chilensis ;
- extraction des graines des gousses ;
- planter les graines dans des "jiffipots";
- arrosage des jeunes arbres sur leur emplacement définitif ;
- installation de clôtures dans la pépinière ;
- lutte contre les rongeurs et insectes nuisibles dans la pépinière.

Personnes Intéressées

- 35 personnes, ayant appris à travailler dans la pépinière ;
- 165 personnes, ayant appris à entretenir la "ceinture verte". (les employés recrutés par le Croissant Rouge Mauritanien font essentiellement partie des réfugiés nomades victimes de la sécheresse).

Personnel

- 10 agents d'encadrement détachés du Service de la Protection de la Nature.

Localisation

La zone située au Nord et Nord-Est de Nouakchott.

Autres Actions de Conservation

La Fédération Luthérienne Mondiale a organisé des projets similaires à Barkéol (Assaba) et dans des villages où l'on pratique la riziculture dans la région de Rosso.

2.2.2.2. COSOC (Communications Sociales)

(Projet Privé Suisse de Développement Rural Intégré)

Projet Villageois de Reboisement :

Les villages qui participent à ce projet doivent créer des pépinières afin de fournir du bois à brûler, de construire des brise-vent autour des périmètres rizicoles et de stabiliser les dunes de sable. Il est prévu que les pépinières servent

d'outil de formation pour les écoliers...

Qualifications

- ramassage des graines ;
- création des pépinières ;
- arrosage régulier ;
- repiquage ;
- installation de clôtures ;
- élagage ; et par la suite abattage des arbres.

Personnes Intéressées

Théoriquement, l'ensemble de la population active des quatre villages participant au projet. Cependant l'accent est mis particulièrement sur la formation des écoliers. La population totale des villages est d'environ 1.000 personnes.

Personnel

La formation doit être assurée par le Service de la Protection de la Nature de Rosso.

Localisation

Les quatre villages situés près de Rosso, qui bénéficient de l'aide du COSOC.

2.2.3. Alphabétisation des Adultes (laïque)

Il existe en Mauritanie plusieurs institutions et programmes consacrés à l'alphabétisation des adultes. Certains programmes sont dirigés par les Centres de Promotion Féminine, d'autres par les centres de formation de la SNIM ou par de petites écoles privées. L'administration mauritanienne dirige également un certain nombre de centres d'alphabétisation des adultes.

2.2.3.1. Programme Gouvernemental d'Alphabétisation des Adultes

Les centres concernés par ce programme sont placés sous la direction du Ministère de l'Education Fondamentale et

Secondaire. Les élèves s'inscrivent pour améliorer leur niveau d'alphabétisation quel qu'il soit, dans le but de se préparer à des emplois pour lesquels il est nécessaire de savoir lire et écrire. Certains apprennent à lire et à écrire pour passer l'examen de fin d'études primaires. D'autres souhaitent pouvoir lire le Coran.

Qualifications

- savoir lire et écrire en français ou en arabe.

A part l'enseignement de la lecture et de l'écriture, le programme ne prévoit pas de connaissances particulières. Un test permet de classer les élèves suivant deux niveaux différents (les débutants et les moyens). Il faut deux à trois ans aux débutants pour savoir véritablement lire et écrire, et entre un et deux ans aux élèves de niveau moyen. Il ne semble pas que l'on suive un programme très défini, ni qu'un matériel pédagogique particulier soit utilisé. Apparemment, la langue principalement étudiée est l'arabe.

Personnes Intéressées

- 1.731 personnes en 1977-78. Les femmes semblent être en majorité (à Kiffa, par exemple, 6 hommes pour 45 femmes ont suivi les cours en 1980).

Personnel

- instituteurs de l'enseignement primaire n'ayant pas fait d'études spéciales les préparant à la formation des adultes ; ce sont des livres destinés à l'enseignement primaire qui sont généralement utilisés.

Localisation

- 18 centres, ouverts en 1977-78 : 6 à Nouakchott, les autres dans les capitales régionales ou les centres administratifs, sauf Aïoun et Néma (voir pour plus de détails le rapport sur l'éducation formelle).

2.2.3.2. Autres Programmes d'Alphabétisation des Adultes

Les écoles Ben Aneur et Fellah sont les plus réputées dans ce domaine mais il n'existe pas d'informations disponibles à leur sujet. Néanmoins une brève analyse de l'école de transition El Ahrar de Ncuakchott est présentée dans le rapport Lecourtois^{31/}. L'ensemble des effectifs réparti entre ces trois écoles était, au milieu des années 70, de 246 élèves (école El Ahrar), d'au moins 1.016 élèves (école Fellahia) et de 2.000 élèves (écoles Ben Aneur).

Selon Lecourtois, l'école El Ahrar est probablement l'école traditionnelle la plus intéressante à étudier du point de vue du développement. Elle a prouvé son efficacité dans les domaines suivants :

- auto-financement réalisé par le paiement de frais de scolarité ;
- enseignement depuis le niveau élémentaire jusqu'à la fin du secondaire ;
- sujets basés sur le Coran ainsi que matières "modernes" ;
- éducation mixte pour les jeunes sans emploi et les réfugiés victimes de la sécheresse ;
- cours du matin et cours du soir ;
- préparation à l'entrée dans les établissements d'enseignement formel, niveau primaire et secondaire général, écoles normales d'instituteurs et professionnelles.

Un certain nombre d'écoles privées non-formelles se trouvent dans les principales zones urbaines ; elles concentrent leur action sur les adolescents et les adultes qui désirent apprendre à lire et à écrire, et passer des examens leur permettant de faire des études dans le cadre de l'éducation formelle ou professionnelle. Ces écoles non-formelles sont financièrement indépendantes et offrent toute l'année des cours du matin, de l'après-midi et du soir ; jusqu'à présent, aucune information concernant leur rôle potentiel dans le développement, n'a été recueillie.

31) Lecourtois, op. cit.

Le fait que l'éducation formelle ne touche qu'un nombre relativement faible d'élèves pour un coût élevé, et que ce système contribue peu au développement de la Mauritanie, tend à démontrer que les écoles privées non-formelles devraient faire l'objet d'une étude plus approfondie qui permette d'évaluer leur rôle potentiel dans le processus du développement.

Il semble exister des cours de lecture et d'écriture, privés, en langues africaines (Poular, Wolof et Soninké).

2.2.4. Evaluation de l'Education Non-Formelle Indirectement liée à la Production Economique

Comme dans le domaine de l'éducation non-formelle directement liée à la production économique, les programmes ou activités organisés, dans le domaine de l'éducation non-formelle indirectement liée à la production économique, sont très rares. Dans ce secteur, l'éducation non-formelle n'est souvent qu'une activité secondaire au sein de l'organisation d'un service. En ce qui concerne par exemple la santé, les médecins, infirmiers et sages-femmes sont principalement concernés par l'aspect curatif de la médecine. Ce n'est que suivant les intérêts et les motivations locales que certains participent à l'éducation non-formelle de para-professionnels ou d'agents de santé villageois, tels que les délégués sanitaires, ou les secouristes du Croissant Rouge.

Le manque de coordination entre les programmes a été en partie surmonté dans le domaine de la santé maternelle, de la puériculture et de la nutrition. En effet, les PMI et les CRN ont entrepris d'aborder globalement les problèmes relatifs au taux élevé de mortalité parmi les femmes au cours de l'accouchement, parmi les nourrissons et les jeunes enfants. La formation d'accoucheuses traditionnelles et auxiliaires, et de mères animatrices fait partie de programmes nouveaux qui visent à aider, sur place, les communautés. Ils permettent en effet d'atteindre des femmes et des enfants qui n'ont pas accès aux PMI, aux CRN

ou aux dispensaires soit parce qu'ils ne savent pas que ces centres existent ou parce qu'ils habitent trop loin de ces centres.

Ces actions ont été entreprises avec l'aide du Croissant Rouge Mauritanien et d'organismes d'aide étrangers, notamment le Catholic Relief Services et la Fédération Luthérienne Mondiale, qui travaillent en relation étroite avec le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales Mauritanien. Cependant, il faut noter que l'enseignement et la coordination dans le cadre de l'éducation nutritionnelle, de l'éducation liée à la grossesse et des programmes qui s'adressent directement aux communautés locales, dépendent trop souvent d'un personnel de santé peu motivé et sans formation pédagogique particulière.

En général, il n'existe pas de statistiques précises sur la formation des agents para-professionnels, ni sur la qualité de l'enseignement reçu par les femmes. Les principales statistiques enregistrées concernent le nombre de femmes qui se font examiner, le nombre d'enfants vaccinés et les quantités de nourriture distribuées.

2.2.4.i. Santé Publique

Médecine Préventive dans les Communautés.

2.2.4.1.1. Délégués Sanitaires

Le programme des Délégués Sanitaires est dans l'ensemble une expérience positive. L'insuffisance de la préparation des délégués à l'éducation sanitaire semble cependant être son principal défaut. Ceux-ci ne sont pas préparés à l'utilisation de supports audio-visuels et ne reçoivent pas de formation pédagogique. C'est au travers de discussions informelles au niveau individuel ou en groupe, que la plupart d'entre eux donnent des conseils en matière de santé et de prévention des maladies.

Une formation complémentaire serait susceptible de renforcer leur rôle en tant qu'intermédiaires entre les services de santé et la population, en leur permettant d'enregistrer systématiquement les principaux problèmes de santé et d'alerter les professionnels médicaux avant qu'une maladie ne devienne trop grave ou trop répandue.

Il faut espérer que, par la suite, les délégués sanitaires seront en mesure d'étendre leur rôle dans une stratégie de médecine préventive liée aux activités de développement, telles que l'amélioration des installations d'alimentation en eau potable, l'éducation nutritionnelle liée au développement agricole (dans les oasis), et des mesures générales d'hygiène telles que la propreté au niveau familial et communautaire. Les délégués sanitaires seraient également susceptibles de jouer un rôle dans l'éducation sanitaire à l'école.

2.2.4.1.2. Assistance Médicale Rurale - Projet Trarza

Il est encore trop tôt pour faire une évaluation de ce projet qui vient de commencer. Cependant, son organisation et sa planification présentent des caractères positifs qui devraient lui permettre de renforcer le rôle pédagogique des agents de santé villageois. Le personnel (comités et agents de santé villageois) devrait par la suite être en mesure de jouer un rôle plus étendu dans des activités de développement telles que celles qui sont citées ci-dessus (voir Délégués Sanitaires).

2.2.4.1.3. Soins d'Urgence ou Secourisme

Le Croissant Rouge Mauritanien

Les buts du Croissant Rouge sont ceux d'une institution charitable et d'une société de secours, l'accent étant mis sur les soins d'urgence. Cependant, depuis la sécheresse des années 70, son action est de plus en plus liée aux activités de développement et à l'éducation non-formelle puisqu'il collabore avec le Catholic Relief Services et la Fédération Luthérienne Mondiale.

Certaines caractéristiques de son organisation offrent des possibilités intéressantes qui pourraient être renforcées afin que cette institution contribue davantage au développement :

- comités de coordination régionaux ;
- possibilité de réunir des fonds localement ;
- liens avec les services médicaux régionaux ;
- collaboration étroite avec les associations étrangères pour le développement.

Il semble que les secouristes du Croissant Rouge Mauritanien soient principalement des fonctionnaires, des professeurs et des étudiants. Afin que cet organisme joue un rôle plus positif dans le développement, il lui serait nécessaire d'élargir l'éventail de ses membres pour participer à des activités plus diversifiées. Ces activités pourraient être concentrées sur la médecine préventive y compris l'éducation sanitaire et l'hygiène publique, et s'accorderaient avec le contexte de la structure actuelle de l'organisation.

2.2.4.1.4. Santé Maternelle, Protection Infantile et Nutrition

Il n'existe pas de statistiques sur les résultats des programmes de formation des accoucheuses traditionnelles et des mères animatrices, qui sont trop récents. Cependant, il existe davantage d'informations dans le domaine de la nutrition.

L'éducation nutritionnelle est en accord avec les priorités du développement dans la mesure où les buts qu'elle recherche sont la réduction de la mortalité et l'amélioration des conditions nutritionnelles de la population. En introduisant des légumes et du poisson dans le régime alimentaire, l'éducation nutritionnelle peut d'une part, stimuler la demande de denrées alimentaires facilement produites en Mauritanie et d'autre part favoriser l'accroissement de la production, objectif visé dans le cadre du développement.

Cependant, de sérieuses contraintes empêchent d'atteindre ces buts, dues à la manière dont les Centres de Récupération Nutritionnelle tendent à être gérés ainsi qu'au comportement de la plupart des mères.

Les éducatrices et auxiliaires nutritionnelles ne sont pas toujours très motivées; elles se limitent le plus souvent à assurer la préparation des repas. Les femmes elles-mêmes ne comprennent pas le but de ces centres et les considèrent plutôt comme une institution de service que comme une institution destinée à les faire participer. Elles ont tendance à attendre passivement que les repas soient préparés par quelqu'un d'autre. Il ne semble y avoir qu'une seule PMI, servant de cadre à des cours d'éducation nutritionnelle, où des efforts sont faits pour réaliser des cours de cuisine avec les légumes locaux, provenant de l'oasis où ils sont cultivés. Ces démonstrations sont faites conjointement avec le secteur agricole local qui est relié au projet de production maraîchère de l'AID.

Une véritable motivation du personnel des Centres de Récupération Nutritionnelle ainsi qu'une participation plus active des femmes au processus de formation sont les deux conditions essentielles qui permettront à ces institutions de faire partie d'une stratégie de développement intégré. Outre les difficultés relatives au personnel et au manque de motivation, ces centres présentent l'inconvénient d'être tous situés dans des zones urbaines ou dans des capitales régionales. Ils sont donc inaccessibles aux femmes et aux enfants des régions rurales, à moins que les mères n'aient l'occasion et la volonté de s'y rendre.

Le réseau de Centres de Récupération Nutritionnelle est en train de se développer; cependant, même s'il est prévu que les régions très peuplées du sud aient le plus grand nombre de centres, leur répartition régionale restera déséquilibrée. Les régions des Hodhs n'auront que deux centres chacune.

Les données présentées au tableau 10 permettent de tirer certaines conclusions à propos du degré de correspondance entre le programme des trois principales organisations qui participent à l'éducation nutritionnelle non-formelle et les besoins de la Mauritanie. La colonne de gauche donne les catégories de base des caractéristiques des programmes, suivant lesquelles les trois types de centres sont mis en comparaison.

Localisation

L'éducation nutritionnelle non-formelle est dans l'ensemble un phénomène urbain. Seul le Catholic Relief Services atteint les femmes des villages de moins de 1.000 habitants.

Participants

En général, les femmes semblent assister passivement aux cours de cuisine. Le Catholic Relief est apparemment le type de centre qui fait systématiquement le plus d'efforts pour faire participer directement les femmes aux démonstrations.

Fréquence des cours

Les CRN offrent de loin l'enseignement le plus intensif en matière de nutrition. Dans les Centres de Promotion Féminine et dans les centres de distribution alimentaire du Catholic Relief Services, chaque femme ne vient qu'une ou deux fois par mois.

Relations avec d'autres types de formation

La formation la plus diversifiée offerte aux femmes est celle des Centres de Promotion Féminine, puisqu'elle leur permet d'avoir accès à des activités rémunératrices. Les deux autres organismes s'occupent essentiellement de la santé et de la nutrition.

Relations avec les (autres) services de santé

Les Centres de Récupération Nutritionnelle sont les types de centres les plus étroitement liés aux autres services de santé dans la mesure où ils font partie intégrante d'une PMI, d'un dispensaire ou d'une clinique d'accouchement. Le Catholic Relief Services contribue à l'action poursuivie par les PMI en vérifiant les fiches de vaccination des enfants et en renvoyant les femmes et les enfants aux PMI (ou au CRN) en cas de nécessité.

Personnel

Des éducatrices nutritionnelles ayant suivi une formation à l'ENECOFAS sont employées dans la plupart des Centres de Promotion Féminine et des CRN. Le personnel des centres de distribution alimentaire du Catholic Relief Services est composé de volontaires du Croissant Rouge ayant reçu une formation non-formelle. Dans les CRN, en plus des éducateurs sanitaires, le personnel peut être très diversifié; les mères animatrices, par exemple, servent d'intermédiaires entre les femmes à leur domicile et les CRN.

Relations entre les institutions et les programmes visant le développement

Les Centres de Promotion Féminine ont un éventail de services et de domaines de formation plus équilibré que les deux autres institutions. Dans le cadre de la formation des femmes, les Centres de Promotion Féminine sont probablement ceux qui ont l'impact le plus important au niveau du développement, par leur éducation en matière de travaux d'artisanat et de gestion de coopératives. Les deux autres institutions ne sont liées à aucun programme de développement économique.

Tableau 10 : Education Nutritionnelle Non-Formelle :
Tableau récapitulatif

Type de Centre Caractéristiques	Centres de Promotion Féminine	Centres de Récupération Nutritionnelle	Centres de distribution alimentaire du Catholic Relief Services
Suroain-Villes de plus de 1000 habitants	: 2 à Nouakchott, 1 ou 2 dans chaque région sauf dans le Hodh Oriental, le Tagant et le Tiris Zemmour- 3 prévus	: 4 à Nouakchott, 1 ou 2 dans chaque capitale régionale. 19 devaient ouvrir en 1980. Tous rattachés à une PMI.	: 2 à Nouakchott, 12 autres concentrés dans le Trarza le Brakna et le Gorgol, 1 dans l'Adrar et le Tiris Zemmour
Rural (Villes de moins de 1000 habitants)	: Aucun	: Aucun	: 3 centres dans les campements nomades (zones rurales) accessibles avec une voiture
Participation des femmes aux démonstrations de cuisine	: Variable	: Variable ; relativement faible dans l'ensemble	: Variable, relativement fréquente
Fréquence des cours et durée de l'enseignement	: Une fois tous les 15 jours	: 4 fois par jour pendant une semaine à un mois suivant l'état nutritionnel de l'enfant	: Tous les matins 6 jours par semaine. Chaque femme vient une fois par mois, généralement pendant trois mois
Relations avec d'autres types de formation	: Hygiène, puériculture, artisanat, gestion de coopératives	: Variables. Fréquemment, les femmes reçoivent une éducation sur la grossesse. Dans certains cas : éducation sanitaire au niveau personnel, familial et communautaire.	: Aucun

Tableau 10 (suite)

Relations avec (d'autres) services de santé	Peu nombreuses; éducation sanitaire par infirmières volontaires	Relations étroites avec PMI, maternités et services de vaccination des dispensaires.	Liens avec PMI et services de vaccinations. Equipes médicales mobiles.
Personnel	Personnel formé à l'ENECOFAS ; directeurs, volontaires, infirmières, professeurs étrangers.	Auxiliaires ayant reçu une formation non-formelle; personnel sortant de l'ENECOFAS ; auxiliaires servant d'"antennes" dans les communautés, (mères animatrices)	Volontaires du Croissant Rouge, parfois aidés par personnel des PMI et CRN. Encadrement étranger.
Liens avec d'autres institutions et programmes visant le développement	Activités rémunératrices. Absence de liens formels avec d'autres agences, en dehors des donations (CARITAS)	Aucun lien formel avec la production économique. Vocation essentiellement sanitaire.	Liens étroites avec le Croissant Rouge ; aucun lien avec la production économique.

2.2.4.2. Protection et Conservation de la Nature

Actuellement, les seuls efforts d'éducation entrepris dans ce domaine sont ceux de donateurs étrangers. Le projet de Ceinture Verte de la Fédération Luthérienne Mondiale comprenait la formation du personnel nécessaire pour effectuer la plantation des arbres et l'entretien de la pépinière ; cependant, le projet lui-même n'a pas stimulé d'initiatives privées de la part des Mauritaniens. Les actions de conservation, en cours de réalisation à Barkéol (Assaba) et dans les villages du COSOC, sont supervisées par les donateurs.

Bien que la dégradation de l'environnement et la désertification qui s'ensuit avancent à une vitesse alarmante, les activités du Service de la Protection de la Nature se limitent principalement à des interventions d'ordre policier, qui consistent à faire payer des amendes aux individus qui coupent des arbres sans autorisation. La population rurale n'a pas encore pris totalement conscience de tout ce que peut faire l'homme pour arrêter ou au moins freiner l'avancée du désert, en contrôlant le pâturage ou le reboisement. Il serait nécessaire que le personnel du Service de la Protection de la Nature informe la population sur les méthodes de protection du milieu et lui enseigne également comment les appliquer.

Le personnel de ce service est réparti de manière éparse à travers le pays ; il se trouve au moins un représentant dans chaque région (sauf le Tiris Zemmour). C'est à Nouakchott (17 personnes), dans le Gorgol (13 dont 4 basées à l'ENFVA) et dans le Trarza (9), que le personnel est le plus nombreux. Dans les autres régions, le nombre de représentants de ce service ne dépasse pas 7.

Bien qu'il soit rattaché au Ministère du Développement Rural, le Service de la Protection de la Nature ne coordonne pas ses activités avec celles des autres principaux services dépendant de ce Ministère : Service de l'Élevage et Service de

l'Agriculture. Les cadres moyens de ces trois services sont tous formés à l'ENFVA, où ils apprennent les techniques de la vulgarisation; cependant les diplômés en protection de la nature n'ont aucun moyen d'appliquer leurs connaissances dans leur travail professionnel.

Les soixante-quinze agents en service pourraient apporter un complément appréciable aux autres services de développement rural à l'intérieur des régions (le Service de l'Agriculture souffre particulièrement d'un manque de personnel). L'approche globale d'une stratégie de développement rural serait le premier pas significatif dans la planification d'un effort commun d'éducation non-formelle dans les zones rurales.

2.2.4.3. Alphabétisation des Adultes (Laïque)

Les efforts réalisés dans le sens d'une alphabétisation de masse sont généralement symboliques. Les centres d'alphabétisation dépendant du gouvernement mauritanien sont concentrés dans les villes (Nouakchott surtout); les masses rurales n'ont donc pas, en fait, la possibilité d'apprendre à lire et à écrire dans ces institutions. Comme la plupart des autres domaines d'action du gouvernement dans l'éducation, l'alphabétisation des adultes n'existe que de manière accessoire par rapport à une institution plus importante, l'école primaire. Ce sont des instituteurs de l'enseignement primaire qui apprennent à lire et à écrire aux adultes en dehors des jours et heures de cours aux écoliers. Ces professeurs n'ont pas de formation spéciale et aucun matériel particulier n'est mis à la disposition des adultes.

L'absence des langues Poular, Soninké et Wolof dans le programme d'alphabétisation limite son utilité par rapport au processus de développement des régions du sud de la Mauritanie, où ces langues dominent. L'expérience montre qu'il est très difficile d'enseigner la lecture et l'écriture à des adultes dans une autre langue que la leur.

Le manque de statistiques empêche de faire une évaluation des programmes privés et laïques d'alphabétisation des adultes. Un certain nombre d'écoles privées enseignent la lecture et l'écriture en arabe ou en français, cependant, on ne sait pas si les effectifs de ces écoles sont plus nombreux que ceux des écoles publiques. Le fait que ces écoles existent sans autre soutien financier que les droits d'inscription des élèves tend à prouver qu'elles réussissent à satisfaire un véritable besoin.

Tout processus de développement sera sérieusement entravé à moins qu'un programme d'alphabétisation sur une grande échelle, utilisant tous les moyens disponibles, ne soit lancé. Il est nécessaire d'utiliser des moyens de communication de masse pour mener à bien une action au niveau national, qui soit susceptible d'atteindre l'ensemble de la population.

2.3. Education Non-Formelle liée à l'Intégration Sociale et Culturelle

2.3.1. Education Religieuse

L'éducation religieuse non-formelle a pour principal but de transmettre aux jeunes les concepts et croyances fondamentaux de l'Islam.

L'Islam est un important facteur d'unification et d'intégration en Mauritanie, où les divisions linguistiques et ethniques rendent difficile l'unité nationale. Il semble que tous les Mauritaniens reçoivent une certaine éducation islamique, bien que cela permette à peu d'entre eux de savoir véritablement lire et écrire.

Il est possible de distinguer trois principaux types d'éducation islamique.

- 1.) Le recensement de 1977 fait mention de "l'éducation coranique à la maison" (par opposition à l'éducation coranique dans un cadre scolaire). Plus de 73.000 Mauritaniens n'avaient pas

reçu d'autre éducation qu'une éducation coranique à la maison. Ceci semble particulièrement important dans le cas des femmes, dont 31.000 n'avaient reçu qu'une éducation coranique à la maison, 25.900 avaient suivi partiellement ou complètement le cycle de l'enseignement primaire (éducation formelle) et 2.200 avaient fréquenté les mahadras à l'exclusion de toute autre école.

Tableau 11 : Education : Totaux Nationaux^o

	Education Coranique (unique-ment à la maison)	Mahadra (unique-ment)	Enseignement Primaire (Partiel ou complet)
Hommes	42.120	17.670	56.570
Femmes	30.940	2.210	25.970
Total	73.060	19.880	82.540

^o Tableau TC22 du listing informatique du Recensement de 1977. Données résumées sans mise à jour.

2.) La Direction des Affaires Islamiques fait une distinction entre Kétatib et Mahadras. Les premières sont des écoles non-formelles où les enfants apprennent à réciter et retenir le Coran. Les statistiques du recensement figurant dans le rapport Lecourtois³²⁾ n'indiquent pas clairement si cette forme d'éducation fait partie de "l'éducation à la maison" ou s'il s'agit d'un niveau préparatoire à l'éducation dans les mahadras, car il est assez courant que ce soient les femmes, plutôt que les sheikhs qui sont plus instruits, qui fassent l'instruction des enfants à la maison.

32) André Lecourtois, Etude Expérimentale sur l'Enseignement Islamique Traditionnel en Mauritanie, Paris, Sema Entreprises et Développement, 1978, pp. 46-56.

3.) Il semble que les mahadras soient principalement fréquentées par les adolescents et les jeunes. L'enseignement dans les mahadras consiste à faire lire et apprendre par coeur tout le Coran aux élèves ; de plus les élèves plus avancés suivent des cours de grammaire arabe, de mathématiques, de législation islamique, ainsi que des cours sur d'autres sujets faisant partie de l'enseignement islamique traditionnel.

2.3.1.1. Education Islamique et Développement

Il n'existe que des informations incomplètes sur les résultats de l'expérience financée par la Banque Mondiale dans le but de faire des mahadras des institutions plus modernes qui puissent offrir un programme fonctionnel d'alphabétisation de masse.

Les avantages offerts par les mahadras sont les suivants :

- situation dans les zones urbaines et dans les zones rurales ;
- auto-financement et frais réduits ;
- éducation des enfants, adolescents et adultes ;
- développement de l'alphabétisation en arabe pour une part
- emploi du temps et rythme variables ;

Lecourtois indique que de nombreux sheikhs des mahadras étaient favorables à l'idée d'introduire des sujets de l'école "moderne" dans leurs cours ; cependant, pour réussir à organiser un type d'enseignement totalement nouveau dans les mahadras, il est nécessaire que les professeurs suivent une nouvelle formation et qu'un puissant système d'encadrement et de cours de recyclage soit mis en place. En outre, de nouveaux programmes scolaires, des livres, des cahiers, du matériel et d'autres moyens pédagogiques devraient être fournis aux mahadras en quantité suffisante .

Le projet de la Banque Mondiale a pris fin avant que ces objectifs ne soient totalement atteints. Il est difficile de savoir si les mahadras qui ont participé à ce projet ont poursuivi leur effort de modernisation. Lecourtois indique que ces

dernières sont en nombre de plus en plus important dans les zones urbaines.

Il n'est pas possible de dire si l'éducation islamique traditionnelle, par le biais d'une culture religieuse commune, contribue à davantage qu'une intégration sociale. Il est néanmoins probable que des changements dans les programmes et les méthodes visant à faire de l'enseignement dans les madrasas un enseignement laïque ou professionnel, ne soient pas réalisables, particulièrement si ces changements menacent la nature et les buts d'ordre essentiellement religieux de ces écoles.

2.3.2. Arts, Littérature et Sports

Ces activités, qui ont un rôle potentiel important dans le développement, sont négligées par les planificateurs en Mauritanie. Les institutions modernes concernées par les arts et la littérature sont concentrées à Nouakchott et s'adressent à une élite nationale et aux communautés d'expatriés. Ces institutions comprennent le Musée National, la Bibliothèque Nationale, l'Office National du Cinéma, la station de radio nationale et un certain nombre de centres culturels étrangers. La formation des équipes sportives fait également partie de ce domaine.

Les activités artistiques, littéraires et sportives, pratiquées actuellement en Mauritanie, ont peu d'impact sur le développement. Elles pourraient d'une part, être utiles dans les campagnes d'alphabétisation de masse, de santé et d'hygiène, et d'autre part, constituer une source de financement au niveau des communautés. Il faut également noter le manque d'émissions radiophoniques pour la formation des agriculteurs, de journaux destinés à la population rurale et d'affiches éducatives pour l'alphabétisation des adultes et les campagnes de santé. De même, les possibilités du théâtre, qui ont montré dans des pays tels que l'Inde et le Bangladesh, qu'elles pouvaient contribuer efficacement aux actions entreprises dans le domaine

de la santé et du planning familial, n'ont pas été exploitées en Mauritanie.

Troisième Partie

Besoins d'Education Non-Formelle en vue de la Création d'Emplois, l'Amélioration de la Production et du Bien-Être Social dans les Métiers et Groupes Professionnels

Introduction

L'enquête "qualifications" menée en 1979 par le RAMS devait permettre de récolter des données susceptibles de servir de base à la définition d'une stratégie dans le cadre de l'amélioration des conditions d'emploi et de la création d'emplois nouveaux dans les villes et les zones rurales. Jusqu'à présent, dans le domaine de la création d'emplois, la plupart des études se sont concentrées sur le secteur urbain moderne. Il existe peu d'informations sur la situation du secteur rural traditionnel, particulièrement en ce qui concerne l'analyse des modes d'acquisition des qualifications existantes et les besoins de nouvelles connaissances nécessaires à l'amélioration de la productivité et à la création d'emplois.

3.1 Buts de l'Enquête

L'enquête "qualifications" comprenait une série de questionnaires destinés à évaluer les qualifications ou les spécialisations des populations dans leurs activités traditionnelles. Elle a porté sur plus de 1.000 agriculteurs, éleveurs, femmes, commerçants, artisans et pêcheurs, interrogés dans les villages de dix régions de Mauritanie. Les résultats donnent une idée générale du type de qualifications propres à chaque groupe ethnique, professionnel ou groupe d'âges, de la manière dont ces qualifications ont été acquises, du degré de modernisation des divers métiers et des principaux types de formation dont chaque groupe a besoin.

Les profils socio-professionnels établis d'après ces données peuvent servir de base à la planification de stratégies, dans le domaine d'une éducation non-formelle, propres à garantir l'accroissement de la productivité des six groupes concernés et

à permettre la création d'emplois nouveaux dans ces différents secteurs d'activité.

En vue de définir des stratégies appropriées en matière d'éducation non-formelle (ou formelle) il est important de connaître :

- 1.) la nature générale des qualifications existantes, ainsi que les niveaux de technologie utilisés, les méthodes de gestion et le financement ;
- 2.) les moyens d'acquérir et de transmettre les qualifications, y compris l'influence du milieu familial, de l'école, des centres de formation et des services de vulgarisation ;
- 3.) les souhaits et besoins des membres de chaque groupe socio-professionnel.

Ces trois grandes catégories d'informations devraient permettre aux planificateurs de l'éducation/du développement, de savoir, quels sont les types de formation souhaitables ou possibles dans chaque groupe et, d'autre part, d'évaluer quantitativement, de manière générale, les types de qualifications à atteindre en fonction d'objectifs de développement et d'emploi particuliers. Des données ont également été recueillies sur les différences régionales entre les types de qualifications, entre les degrés de modernité dans les façons de penser et les pratiques et entre les besoins ressentis. Ces données devraient permettre d'élaborer des stratégies de formation et d'éducation par région.

3.1.1. Qualifications - Définition

Le terme "qualification" utilisé dans ce rapport correspond au niveau de capacité dont fait preuve un individu en accomplissant une tâche donnée. Ce niveau varie suivant la précision ou la grossièreté, la complexité ou la simplicité relatives du travail. La qualification d'un individu se mesure également d'après les moyens (outils, matériel) qu'il utilise.

Le but de ce rapport est de faire une évaluation générale des connaissances et des qualifications qui sont nécessaires et suffisantes pour qu'une activité productive (ou non productive) atteigne un niveau technique donné. Les facteurs qui déterminent un type ou un niveau de qualification particulier sont les suivants :

- 1.) l'influence du milieu dans lequel évolue un individu durant les années formatrices de son existence, et en particulier l'influence familiale ;
- 2.) le degré d'expérience dans une activité donnée ;
- 3.) l'impact de l'influence que subit un individu en dehors de son milieu, particulièrement celle de l'école, de la formation ou de l'éducation en dehors de la famille ;
- 4.) la manière de penser et les espérances d'un individu, qui déterminent en partie sa volonté d'acquérir de nouvelles qualifications et de connaître de nouvelles méthodes.

Ainsi, celui qui, au cours de l'enfance et de l'adolescence, a peu à peu assimilé les qualifications correspondantes à un métier ou un type d'activité particulier, sans aucune formation formelle de "l'extérieur", risque de ne pas s'adapter à un type de formation calqué sur l'éducation scolaire ; ce type de formation suppose en effet une certaine relation élève-professeur et une manière particulière de présenter, transmettre et assimiler les informations. La connaissance des modes de base d'acquisition des qualifications dans les activités traditionnelles et celle de l'influence des facteurs externes aidera par conséquent à définir les moyens de structurer de nouvelles formes d'enseignement ou d'en revitaliser les formes traditionnelles.

3.1.2. Méthodologie de l'Enquête

L'enquête a été basée sur un échantillonnage en deux étapes. La première étape a consisté à faire un échantillonnage au hasard de 32 villages et la seconde à choisir dans ces villages un échantillon de 1.059 personnes, appartenant à des métiers professionnels sélectionnés. Les personnes interrogées se répartissaient comme suit :

Agriculteurs	369
Artisans	181
Commerçants	42
Éleveurs	107
Femmes	318
Pêcheurs	<u>22</u>
	1.039

L'échantillonnage a été stratifié par activités et concernait des villages dont la population était comprise entre 1000 et 15.000 habitants. Trois villes (Nouakchott, Rosso et Nouadhibou) ont par conséquent été exclues, ainsi que tous les campements nomades et les villages de moins de 1000 habitants.

1. Les éléments d'information analysés dans ce rapport pour la plupart des groupes, sauf celui des femmes, sont les suivants :
 - description des types d'activité par fonction ;
 - main-d'oeuvre employée ;
 - le cas échéant, durée de l'apprentissage sans rémunération.

2. Nombre d'apprentis formés :
 - difficultés rencontrées dans le travail ;
 - moyens d'acquisition des connaissances ;
 - activités secondaires :
 - pourquoi sont-elles pratiquées ?
 - comment ont-elles été apprises ?

3. Eléments d'information analysés dans le cas des femmes :
 - responsabilité dans l'éducation des enfants ;
 - types d'écoles où les enfants sont envoyés ;
 - éducation familiale ;
 - activité secondaire ;
 - activité commerciale ;
 - acquisition des connaissances.

Echantillonnage des villages :

A l'origine, les villages faisant partie de l'échantillon devaient avoir au moins 1.000 habitants et une population active égale ou supérieure à la moyenne régionale en ce qui concernait les groupes de profession à étudier. Cette technique avait été choisie afin que l'étude soit concentrée sur la structure de professions pratiquées dans des villes de taille suffisante pour que des spécialisations professionnelles existent; en effet, dans des villes plus petites, les individus, faisant partie d'un groupe professionnel donné, effectuent souvent, en plus et aussi bien que les leurs, les tâches spécifiques d'une autre profession.

Il a été ensuite décidé d'utiliser un échantillon de tous les villages du pays. Ceux-ci ont été codifiés par région et par numéro de village.

Le choix définitif a porté sur un échantillon correspondant à 2% des 2.528 villages ayant une population maximale de 5.000 habitants. L'échantillon retenu devait donc comprendre 45 villages. La tâche suivante a consisté à sélectionner ces 45 villages dans l'ensemble du pays de manière à obtenir une proportion égale de population dans chaque zone agro-écologique.

Les villages finalement choisis ont été ceux qui comprenaient des groupes professionnels variés dont les membres étaient au moins aussi nombreux que la moyenne régionale concernant ces groupes.

3.2. Occupations et Groupes Etudiés

3.2.1. Agriculture

Comme cela a été mentionné dans la seconde partie de ce rapport, il existe en Mauritanie quatre types d'agriculture traditionnelle: agriculture de bas-fonds, agriculture sous-éluie, agriculture de décrue, oasis et barrages. La culture maraîchère (secteur urbain) et les cultures irriguées (riz)

sont les deux formes d'agriculture moderne qui ont été introduites en Mauritanie. L'ensemble des qualifications propres à chaque type d'agriculture est présenté au tableau 12. Le tableau 13 montre quels types dominent dans chaque région, d'après les réponses des agriculteurs ayant fait l'objet de l'enquête.

3.2.1.1. Types d'Agriculture Prédominants - Agriculture des bas-fonds

Ce type d'agriculture est celui qui est le plus primitif si l'on considère le niveau de qualification nécessaire pour le pratiquer. D'après les sondages, l'agriculture des bas-fonds, est relativement peu courante. Le Hodh Oriental est la seule région où jusqu'à 19% des agriculteurs interrogés cultivent dans les bas-fonds.

Agriculture Sous-Pluie (ou culture sèche)

La plupart des agriculteurs mauritaniens font la culture sous pluie des terres de diéri. Elle domine par rapport à toutes les autres formes d'agriculture, dans le Guidimakha et les Hodhs.

Agriculture de Décrue des Oueds et des Terres de Walo

Elle est particulièrement courante dans le sud du pays, le long du fleuve Sénégal (Gorgol, Erakna et Trarza). Dans le Hodh Occidental, elle est pratiquée dans les oueds, c'est-à-dire dans le lit des cours d'eau saisonniers.

Culture Maraîchère des Zones Urbaines

La culture de légumes est le type d'agriculture moderne le plus couramment pratiqué parmi les agriculteurs interrogés. Dans l'Inchiri, où les périmètres maraîchers d'Akjoujt sont florissants, c'est le type d'agriculture dominant (76%). Il est également assez répandu dans l'Assaba. Aucun des agriculteurs interrogés dans le Trarza, le Gorgol ou le Hodh Occidental ne cultivent de légumes, bien que dans les deux premières régions citées, il y aurait une clientèle urbaine potentielle (Rosso et Kaédi).

Tableau 12 : Types d'Agriculture, Qualification et Pratiques

Activités	Agriculture de bas-fonds	Agriculture Sous pluie (Dicri)	Agriculture de décrue (Walo-Gued)	Culture maraîchère dans les Villes	Agriculture irriguée (Casis-barages)	ou Agriculture irriguée (Cultures Irriguées)
Choix des Terres	X	X	X	X	X	O
Préparation des sols	X	X	X	X	X	X
Construction de petites digues	O	O	X	O	X	X
Semis	O	O	O	X	O	X
Nivellement du sol	O	O	O	X	X	X
Ensemencement	X	X	X	X	X	X
Repiquage	O	O	O	X	X	X
Désherbage	deux fois	deux fois	deux fois	trois fois	trois fois	trois fois
Utilisation d'engrais	O	O	O	X	O	X
Insecticides, herbicides ou fongicides	O	O	O	X	O	X
Drainage, irrigation	O	O	X	X	X	X
Arrosage	O	O	O	X	X	O
Lutte contre les oiseaux	X	X	X	O	X	X
Récolte	X	X	X	X	X	X
Battage	X	X	X	O	O	X
Vannage	O	X	X	O	O	X
Stockage, mise en sac	X	X	X	X	X	X
Vente de la product.	O	X	X	X	O	X
Utilisation d'outils manuels	X	X	X	X	X	X
Utilisation de machines ou de la traction animale	O	O	X	O	O	X
Gestion de l'exploitation	O	O	X	X	O	X

X = pratique courante

O = rare ou nulle.

Tableau 13 Enquête Qualifications

Groupe ou occupation : Agriculteurs
 Types d'Activités, Pratiques et de
 Qualifications Prédominantes : Analyse
 Régionale

% Réponses Affirmatives Nombre de per-
 sonnes interrog.

Types d'Agriculture

	Bas fonds	Sous Fluie	Décrue Walo-Oueds	Cultures Maraichères Urbaines	Oasis Barrages	Culture ir- riguée-Riz	
Acch							
(1) Oriental	19	55	10	6	0	0	11
Acch							
(2) Occidental	1	59	36	0	3	0	26
(3) Assaba	3	11	0	34	52	0	18
(4) Gorgol	1	40	36	0	0	23	74
(5) Brakna	15	30	43	4	0	1	78
(6) Trarza	5	36	57	0	0	1	29
(7) Aggar	1	29	0	27	43	0	25
(9) Tagant	6	53	0	8	33	0	21
(10) Guidimakha	6	80	2	1	0	3	94
(12) Inchiri	4	3	12	76	0	0	13
Moyenne Natio- nale Pondérée	6	42	19	16	13	3	389

Agriculture d'Oasis et Barrages

Il semble que ce type d'agriculture se pratique particulièrement dans les régions septentrionales, et domine dans l'Assaba et l'Adrar. Il est courant également dans le Tagant.

Agriculture Irriguée

Ce type d'agriculture est rare, sauf dans le Gorgol où la SONADEP réalise un grand projet rizicole. Bien que la riziculture soit courante le long du fleuve dans le Trarza et le Brakna, seule une faible proportion des agriculteurs interrogés dans cette région cultivait du riz.

3.2.1.2. Description des Qualifications

Le tableau récapitulatif du profil des agriculteurs (tableau récapitulatif n°1) montre que les outils généralement utilisés par les agriculteurs mauritaniens sont traditionnels. La plupart ne se servent que d'une simple houe. Les outils de jardinage ne semblent être couramment utilisés que dans l'Adrar et dans l'Inchiri. La traction animale est rare en dehors du Hodh Oriental, où à peine plus de la moitié des agriculteurs utilise la charrue.

Dans l'ensemble, les engrais et insecticides sont peu employés. Il semble cependant que les agriculteurs soient conscients de la nécessité d'entretenir la fertilité du sol puisque l'utilisation du fumier est largement répandue dans la moitié des régions étudiées.

Les agriculteurs semblent décider eux-mêmes de l'époque à laquelle ils doivent préparer le sol. Le choix de la bonne période pour cultiver se fait le plus souvent sans l'aide du chef de village ou d'une autre personne. La majorité des agriculteurs conservent les récoltes dans des greniers, sauf dans l'Assaba, où dominent apparemment d'autres moyens de stockage.

L'examen de ce profil des pratiques traditionnelles montre qu'il serait nécessaire d'introduire de nouvelles qualifications et de nouvelles méthodes afin d'améliorer la productivité actuelle :

- traction animale et matériel correspondant ;
- engrais, fongicides et insecticides (selon les besoins du milieu) ;
- accès au crédit et utilisation correcte du crédit ;
- coopératives ou associations professionnelles ;
- émissions radiophoniques destinées aux agriculteurs.

Tableau Mécanographique n°1 Profil des Agriculteurs

Profil des Agriculteurs	Régions		Assaba	Cergol	Brasas	Tressa	Adrar	Tegant	Guldikaba	Zochivi	Moyenne Nationale Pondérée
	Medh Oriental	Medh Occidental									
Outils											
. Traditionnel -bœuf	91	100	61	93	100	97	96	100	99	92	96
-pelle	0	19	39	23	6	52	92	67	11	100	28
. Outils de jardinage	0	0	22	3	8	10	60	1	11	92	16
. Autres	18	4	56	17	28	14	52	49	52	13	32
Traction Animale											
- charnus	55	0	0	18	0	17	4	0	9	0	20
- semoir	0	0	0	1	0	0	4	0	7	0	2
- binasse	18	0	0	0	0	0	4	0	1	0	3
- charrette	0	0	0	12	0	3	4	0	6	0	4
Travail de la terre											
- Utilisation de -fumier	79	15	56	20	13	7	76	52	10	77	25
-engrais chimiques	0	4	0	41	8	17	20	5	5	46	15
-Insectic. fongicid.	8	0	11	46	17	17	12	5	39	0	24
. Bonne période pour préparer le sol indiqué :											
-vous-mêmes											
-semoir	100	88	100	83	100	97	100	100	83	92	92
-blanc	82	69	67	82	96	28	92	71	68	85	76
Chef de Village											
-semoir	4	19	0	8	0	0	0	0	16	0	7
-blanc	5	4	0	5	0	0	0	0	17	0	4
-Conservation des récoltes											
-grainier	91	73	11	55	53	31	0	19	67	8	49
-sac	27	31	11	41	49	18	38	18	1	0	25
-silo	9	8	0	1	3	0	0	0	0	0	2
-autres	0	0	72	18	8	17	20	81	2	31	17
Finances - Organisations Professionnelles											
. Utilisent livre de recettes et de dépenses	0	0	0	0	6	0	4	14	0	8	3
. Ont participé d'une coopér.	9	0	11	12	22	7	48	81	36	85	27
. " d'un groupe prof.	0	0	8	3	3	18	24	5	13	8	7
. " d'une assoc. de Production	0	0	0	1	1	0	8	5	11	8	4
. Connaissent le Crédit Agricole (MBC)	0	19	33	1	1	17	44	24	13	23	13
. Savent comment obtenir le crédit	0	0	0	0	0	0	12	14	3	2	3
Acquisition des Connaissances											
. Possèdent un poste de radio	55	23	39	62	50	48	40	71	39	92	40
. Écoulent émissions agric.	45	23	44	41	63	38	28	71	45	85	47
. Apprentissage											
- avec les parents	91	73	61	93	90	83	76	95	100	8	87
- seul	9	19	44	2	22	24	76	14	23	92	25
. Service de l'Agriculture											
- démonstrations au village	18	12	0	5	14	3	0	10	4	8	7
- conférences	0	0	0	5	9	3	2	5	3	8	5
- réunions	18	4	0	3	4	3	0	14	3	46	5
- Films/diapositives	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Souhaits et Besoins											
. conseils techniques	73	88	67	72	67	62	68	95	59	82	69
. Engrais/semences	45	81	44	74	86	52	80	81	46	85	72
. Organisation commerciale	45	58	39	46	19	21	24	86	15	40	31
. Formation/éducation	36	58	33	30	27	17	20	71	24	31	31
. Outils/matériel moderne	55	46	94	96	88	76	88	100	90	92	87
. crédit plus facile	45	38	72	93	71	38	76	95	63	100	70
. Coopératives	45	23	33	74	29	31	0	90	34	77	42
Nombre de personnes interr.	11	26	18	74	78	29	25	21	94	13	389

3.2.1.3. Evolution et Développement de l'Agriculture

Le tableau 14 montre quelle est l'influence du milieu "extérieur" sur les connaissances et qualifications des agriculteurs : Le Service de l'Agriculture, les coopératives, les associations professionnelles ou la Banque Mauritanienne pour le Développement et le Commerce (BMDC).

Le Service de l'Agriculture

Dans l'ensemble, ce service contribue peu à approfondir les connaissances des agriculteurs ou à développer leurs qualifications. En moyenne nationale, 7% maximum des agriculteurs interrogés ont indiqué que les agents du Service de l'Agriculture avaient fait des démonstrations de techniques ou donné des conférences dans leur village. Les réunions sont aussi peu fréquentes et il faut noter l'absence quasi-totale de tout support visuel. Dans la région de l'Inchiri seulement, 46% des agriculteurs ont participé à des réunions organisées par des agents des services de vulgarisation.

Organismes de Crédit et Coopératives

Les défauts qui existent dans ce domaine constituent sans nul doute l'un des goulots d'étranglement du développement de l'agriculture en Mauritanie. Il semble que pratiquement aucun agriculteur n'utilise de livre de recettes et de dépenses et ne sache comment obtenir un prêt. La proportion des agriculteurs qui font partie d'une association de production ou d'un organisme professionnel ne dépasse un quart dans aucune région. Dans le domaine des coopératives, la situation est sensiblement meilleure ; en effet, la plupart des agriculteurs interrogés dans le Tagant et l'Inchiri, et près de la moitié dans l'Adrar, indiquent qu'ils sont membres d'une coopérative. Il n'est pas précisé si ces coopératives sont indépendantes ou reconnues par le gouvernement. Dans tous les cas, il existe peu de moyens institutionnels permettant d'initier les agriculteurs à de nouvelles qualifications.

Tableau 14

Services, Organisations et Activités concernant
le Processus de Développement de l'Agriculture

Type de Service	Régions											Moyenne Nationale Pondérée
	Hodh Oriental	Hodh Occidental	Assaba	Gorgol	Brakna	Trarza	Adrar	Tagant	Guidimackha	Inchiri		
bonne période pour préparer le sol indiquée par :												
- l'agriculture lui-même pour semer	100	88	100	85	100	97	100	100	83	92	92	
pour l'inir	82	69	67	82	96	28	92	71	68	85	76	
- le chef du village pour semer	4	19	0	8	0	0	0	0	16		7	
pour l'inir	9	4	0	5	0	0	0	0	17		6	
Finances-Organisations Professionnelles												
- Coopérative	5	0	11	12	22	7	48		36	25	27	
- Groupe profession.	0	0	0	3	3	10	24	5	13	8	7	
- Association de Prod.	0	0	0	1	1	0	3	5	11	6	4	
- Connaissent le crédit agricole (BMDC)	0	19	33	1	1	17	44	24	13	23	13	
- Savent comment obtenir un prêt	0	0	0	0	0	0	12	14	3	6	3	
Service de Vulgarisation agricole												
- Démonstration dans le village	18	12	0	5	14	3	0	10	4	3	7	
- Conférences dans le village	0	0	0	5	9	3	4	5	3	8	5	
- Réunions dans le village	18	4	0	3	4	3	0	14	3	40	5	
- Films ou diasp. dans le village	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	
Nombre de pers. Inta.	11	26	18	74	72	29	25	21	94	13	389	

3.2.1.4. Acquisition des Qualifications

Le tableau 15 présente les principaux modes d'acquisition des qualifications des agriculteurs. Les conclusions les plus frappantes sont les suivantes :

- Ceux qui ont appris leur métier en travaillant avec leurs parents sont la grande majorité. L'apprentissage de l'agriculture fait partie du processus traditionnel de socialisation. L'Inchiri fait exception à la règle car les agriculteurs interrogés dans cette région semblent avoir appris seuls leur métier (beaucoup de maraichers d'Akjoujt sont venus d'ailleurs).
- Aucun des agriculteurs interrogés n'a reçu de formation agricole dans une école ou un centre de formation.
- Dans presque toutes les régions, la plupart des agriculteurs possèdent un poste de radio ; ceux qui écoutent les émissions agricoles sont nombreux.

3.2.1.5. Souhaits et Besoins

Le tableau 15 donne également le pourcentage des agriculteurs intéressés par différents moyens d'améliorer leur travail. Parmi ces moyens, c'est le matériel moderne qui est le plus demandé. De forts pourcentages d'agriculteurs souhaitent obtenir des semences, des engrais, ainsi que des conseils techniques. Un pourcentage moins élevé mais non négligeable souhaite disposer d'organisations commerciales, de coopératives, obtenir plus facilement des crédits, et recevoir une formation ou une éducation.

Il est possible de conclure, d'après les souhaits et besoins exprimés, que la plupart des qualifications ci-dessus (3.2.1.2.) seraient assimilables puisqu'un nombre très important d'agriculteurs semble solliciter du matériel moderne et des conseils techniques. Le fait qu'ils ne soient pas enthousiasmés par l'éducation et la formation tend à signifier que des centres de formation ou des écoles d'agriculture formalisés ne réussiraient pas aussi bien que des méthodes moins formelles (il faut noter

Tableau 15 : Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Agriculteurs

Régions	Nbre de personnes Interrog.	Acquisition des Qualifications/Connaiss'										Souhaits et Besoins									
		% réponse affirmatives										% réponses affirmatives									
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	
Hodh Oriental	11		91	9				55	45	73	55	45		36	45	45	45				
Hodh Occidental	26		73	19				23	23	88	46	38		58	23	58	81				
Assaba	18		61	44				39	44	67	94	72		33	33	39	44				
Gorgol	74		93	4				62	41	72	96	93		30	74	46	74				
Brakna	78		90	22				50	63	67	88	71		27	29	19	86				
Trarza	29		83	24				48	38	62	76	38		17	31	21	52				
Adrar	25		76	76				40	20	68	88	76		20	0	24	80				
Tagant	21		95	14				71	71	95	100	95		71	90	86	81				
Guidimakha	94		100	23				39	45	59	90	63		24	34	15	66				
Inchiri	13		8	92				92	85	92	92	100		31	77	46	92				
Moyenne Nationale Pondérée	389		87	25				49	47	69	87	70		31	42	32	72				

Légende : a- en observant les parents
 b- en travaillant avec les parents
 c- en travaillant seul
 d- dans un centre de formation
 e- dans une école
 f- avec un patron (comme apprenti)
 g- possède un poste de radio
 h- écoute émissions agricoles

i- conseils techniques
 j- matériel moderne
 k- crédit
 l- organisme professionnel
 m- formation ou éducation
 n- coopérative
 o- organisation commerciale privée
 p- semences/engrais
 q- meilleurs géniteurs
 r- services plus nombreux
 s- méthodes de gestion rationnelles.

l'intérêt suscité par les émissions radiophoniques). Les services de vulgarisation agricole seraient donc susceptibles de trouver un public favorable s'ils avaient les moyens d'organiser sur une plus grande échelle des réunions, des démonstrations ou des entretiens.

Si le Service de l'Agriculture désire encourager la production de légumes et de riz (types d'agriculture "modernes"), il doit particulièrement insister sur le développement des qualifications dans les domaines suivants :

Légumes

- préparation de semis,
- nivellement du sol ;
- repiquage
- utilisation d'engrais
- drainage et arrosage ;
- utilisation d'insecticides ;
- utilisation du crédit et gestion.

Pisciculture (qualifications complémentaires)

- construction de digues ;
- utilisation de machines à traction animale.

3.2.2. Éleveurs

Il existe trois principaux types d'éleveurs en Mauritanie : les nomades, les transhumants "simples" et les transhumants qui veillent à la conservation des pâturages (ce dernier type est une forme plus développée du second). L'enquête "qualifications" a porté sur les éleveurs "sédentaires", c'est-à-dire les deux types de transhumants. Ceux-ci font l'objet de l'analyse suivante. Une comparaison des qualifications de base de chacun des types d'élevage ainsi que de l'importance relative de ces qualifications dans le cas de chaque type est présentée au tableau 16 : types d'Élevage, Qualifications et Pratiques.

3.2.2.1. Types d'Élevage Prédominants

En général, c'est l'élevage transhumant sans exploitation de pâturages ou de contrôle de la grandeur des troupeaux qui domine en Mauritanie (voir tableau 17 : Analyse Régionale).

Tableau 16

Types d'Elevage, Qualifications et Pratiques

	Elevage Nomades	Elevage Transhumant	Elevage transhumant basé sur la conser- vation des pâturages (Ranching)	Elevage à la ferme Pâturages Améliorés	Code
Connaissance du climat	+	-	=	-	(+) prédominant ou nécessaire
Compréhension de la qualité des pâturages et des ressources en eau	+	+	+	+	(=) commun ou possible
Choix des parcours	+	+	+	0	(-) rare ou inutile
Favorable aux soins vétérinaires	+	+	+	+	(0) absent
Conservation et mise en valeur des pâturages	0	-	=	+	
Méthodes de commercialisation des animaux	=	=	=	+	
Soins traditionnels des animaux (y compris la traite)	+	+	+	+	
Compréhension des méthodes zootechniques modernes (alimentation, production, accrois.	-	-	=	+	
Connaissance des traitements médicaux modernes de base	0	-	-	+	
Gestion des troupeaux (Contrôle de nombre de têtes)	-	-	=	+	
Evaluation de la valeur commerciale des animaux	-	-	=	+	
Utilisation du crédit	-	-	-	+	

Les chiffres représentent les pourcentages (tirés du tableau récapitulatif n°2) les plus élevés d'éleveurs qui possèdent des qualifications clé, caractéristiques d'un type d'élevage ou de l'autre. Un contrôle de la taille des troupeaux ainsi qu'une simple exploitation des pâturages semblent être plus courants dans le Trarza et le Guidimakha que dans les autres régions. En général cependant, les pourcentages d'éleveurs qui pratiquent l'élevage transhumant simple et de ceux qui pratiquent l'élevage transhumant "amélioré" sont sensiblement égaux.

L'élevage, contrairement à l'agriculture, est pratiqué de façon assez homogène à travers le pays : aucun groupe ne s'intéresse aux types d'élevage plus modernes qui figurent sur le tableau 16 (ranching et pâturages améliorés). Comme il a été mentionné dans la seconde partie de ce rapport, seuls quelques projets de donateurs tentent d'améliorer l'élevage en Mauritanie.

3.2.2.2. Description des Qualifications

Le profil des éleveurs (tableau récapitulatif n°2) montre que ce sont les éleveurs du Gorgol, du Brakna, du Guidimakha et de l'Inchiri, qui s'intéressent le plus à l'engraissement du bétail pour la vente (50%). Dans certaines régions, les éleveurs qui vendent les animaux engraisés pour la viande sont encore plus nombreux (100% dans le Brakna).

Généralement, les animaux ne sont pas vendus au poids et les principaux acheteurs sont plutôt des personnes privées que des bouchers. Le bétail se nourrit de fourrage naturel. On ne cultive généralement pas de plantes fourragères.

Les éleveurs sédentaires ont tendance à faire aussi de l'agriculture. Dans les Hodhs, l'Assaba, le Gorgol, le Trarza, le Guidimakha et l'Inchiri, plus de la moitié des personnes interrogées ne faisaient que de l'élevage.

Table Récapitulatif n°2 Profil des éleveurs

Régions	North (Oriental)	South (Occidental)	Assaba	Gorgol	Bassas	Ivry	M'ras	Tegant	Gaidimkha	Inchir	Moyenne Nationale
Production de Viande											
• bêtes de réforme non engraisées	64	25	14	17	60	30	66	0	81	80	37
• bêtes de réforme engraisées	21	25	14	52	80	20	33	7	75	60	35
• mâles entiers non engraisés	0	50	7	0	20	10	66	7	69	20	20
• vaches castrées engraisées	14	0	79	67	100	40	66	21	12	80	47
Méthodes d'engraissement											
• alimentation complémentaire	7	25	29	25	40	30	100	36	25	0	27
• fourrages naturels	14	0	57	67	100	55	0	50	62	100	41
Vente											
• au boucher	14	0	93	25	40	35	33	90	69	20	49
• à des personnes privées	79	50	43	58	60	60	100	71	92	20	68
Calcul du Prix											
• poids estimé	7	50	14	50	100	85	65	36	75	80	52
• pesée	0	0	7	0	0	0	0	0	0	0	1
• autres moyens	100	0	29	67	20	30	66	47	44	0	45
Degré d'organisation de l'Expl.											
• que l'élevage	71	50	29	50	100	50	0	43	88	100	60
• production d'aliments de complément pour le bétail	0	0	21	17	80	10	33	14	13	0	15
• production de denrées aliment.	14	0	43	42	80	35	100	71	50	0	42
Organisations Professionnelles-Crédit											
• sont membres d'une organisation professionnelle	21	0	7	0	0	29	66	21	12	0	15
• connaissent le Crédit Agricole (CNA)	7	0	7	8	0	5	33	21	0	0	7
• pensent contacter facilement un représentant de la CNA	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
• savent comment obtenir un prêt	7	0	0	0	0	10	0	21	0	0	6
• utilisent un livre de recettes et de dépenses	7	0	0	0	20	5	33	7	0	0	5
Acquisition des Connaissances											
• en observant les parents (dans l'enfance)	79	50	86	83	100	65	100	93	56	50	73
• seul	14	0	7	8	0	20	0	29	12	40	15
• en travaillant avec les parents	7	0	14	25	100	60	100	21	88	0	40
• centre de formation ou école	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• agents du Sca de l'Elevage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions des Agents du Sca de l'Elevage											
• visite des agents											
- une fois par mois	14	0	0	0	20	0	0	7	6	0	5
- une fois par an	64	25	79	58	80	70	0	57	94	40	67
- jamais	21	25	29	25	20	25	67	36	6	60	26
• nouvelles techniques par les agents - oui	52	0	21	25	60	40	0	29	0	0	27
- non	43	50	79	67	80	90	100	57	81	100	65
- démonstrations	36	0	0	25	60	85	0	29	0	0	19
- conférences	0	0	0	0	40	15	0	0	0	0	5
- réunions	21	0	21	0	40	5	0	0	0	0	8
• conseils utiles - oui	57	0	21	33	80	35	0	36	12	0	35
- non	0	0	0	0	20	15	100	43	19	0	15
• éleveurs appliquant ces tech.	57	0	14	25	60	35	0	29	0	0	25
Vaccination											
• ont reçu des médocs. modernes	21	0	29	25	20	50	0	21	19	0	25
• éleveurs dont le bétail est vacciné	50	50	100	67	80	90	33	71	94	40	75
• éleveurs qui croient à l'efficacité de la vaccination	0	0	43	67	80	90	0	88	94	20	63
• éleveurs qui croient à l'efficacité des médicaments	14	0	21	17	20	15	0	21	12	0	15
Souhaits et besoins											
• géniteurs améliorés	21	0	43	25	20	55	0	0	56	0	31
• moyens d'améliorer la vie du troupeau (conseils techniques)	86	50	79	41	40	50	33	0	69	100	55
• organisations de production (coopératives)	50	0	50	0	20	15	0	0	37	20	23
• avantage de service	100	0	50	41	40	50	33	0	82	80	50
• formation	0	0	21	8	0	5	33	0	37	0	11
• formation	14	0	14	12	5	20	3	14	16	5	10

L'examen de ces types de pratiques, pour la plupart traditionnelles, montre que l'introduction de forme d'élevage plus moderne ne peut être réalisée sans mettre l'accent sur un certain nombre de qualifications. Le passage de la transhumance simple à la transhumance basée sur la conservation des pâturages demande les qualifications suivantes :

- une meilleure connaissance du climat;
- l'entretien et l'amélioration des pâturages;
- une meilleure compréhension des méthodes zootechniques;
- une notion sur le contrôle, du nombre de têtes du troupeau;
- la compréhension de la valeur commerciale des animaux.

Le passage de la transhumance basée sur l'entretien des pâturages à l'élevage à la ferme (ou ranching) est plus compliqué et demande les qualifications suivantes :

Une connaissance beaucoup plus approfondie

- des méthodes d'entretien et d'amélioration des pâturages,
- des traitements médicaux modernes,
- des méthodes améliorées pour contrôler le nombre de têtes optimum par troupeau.

Une meilleure compréhension

- de la façon dont on peut commercialiser les bêtes,
- des méthodes zootechniques,
- des moyens d'obtenir et d'utiliser un prêt.

La capacité d'évaluer la valeur commerciale de bête.

3.2.2.3. Evolution et Développement de l'Elevage

Le tableau 18 indique quelle est l'influence du milieu extérieur : Service de l'Elevage, BMDC et organismes professionnels - sur les connaissances des éleveurs.

Service de l'Elevage

Il semble que les contacts entre le Service de l'Elevage et les éleveurs se réduisent à des visites annuelles à l'occasion de la vaccination des troupeaux. Très peu d'éleveurs reçoivent la visite mensuelle des agents de l'Elevage en Mauritanie et plus de la moitié n'a pas du tout de contacts avec eux. Dans le Brakna

Tableau 17 Enquête "Qualifications"

Groupe de Occupation : Eleveurs

Activités, Pratiques ou Qualifications Prédominantes : Analyse Régionale

	% Réponses Affirmatives		Nbre de Personnes Interrogées
	Transhumance	Transhumance avec gestion des pâturages	
Hodh Oriental (1)	60	57	14
Hodh Occidental (2)	50	50	4
Assaba (3)	100	79	14
Gorgol (4)	67	67	12
Brakna (5)	87	82	5
Trarza (6)	50	66	20
Adrar (7)	100	73	3
Tagant (9)	71	64	14
Guidimakha (10)	77	78	16
Inchiri (12)	68	68	5
Moyenne Nationale Pondérée	68	63	107

Tableau 18

Services, Organisations et Activités concernant le Processus
de Développement de l'Elevage

Types de Service	Régions										% Réponses Affirmatives
	Hodh Oriental	Hodh Occidental	Assaba	Gorgol	Brakna	Trarza	Adrar	Tagant	Guidimakha	Inchiri	
Visites mensuelles	14	0	0	0	20	0	0	7	6	0	5
Visites annuelles	64	25	79	58	80	70	0	57	94	40	67
Fas de visites	21	25	29	25	20	25	67	36	6	60	26
Démonstrations	36	0	0	25	60	25	0	29	0	0	19
Conférences	0	0	0	40	15	0	0	0	0	0	5
Réunions	21	0	21	0	40	5	0	0	0	0	8
Démonstrations de tech.	57	0	21	25	60	40	0	29	0	0	27
Conseils utiles	57	0	21	33	80	55	0	36	12	0	35
Reçoivent médicaments	21	0	29	25	20	50	0	21	19	0	25
Éleveurs dont le bétail est vacciné	50	50	100	67	80	90	33	71	94	40	75
Font partie d'une orga- nisation professionnelle	21	0	7	0	0	25	66	21	12	0	15
Accès au crédit (BMDC)	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Nbre de Personnes Inter.	14	4	14	12	5	20	3	14	16	5	107

20% des éleveurs indiquent qu'ils rencontrent le Service de l'Elevage une fois par mois. En dehors du Brakna et du Hodh Occidental, il semble que les agents de ce Service ne fassent de démonstrations techniques et ne donnent de conseils utiles que rarement ou assez peu fréquemment. Les éleveurs de l'Adrar ont apparemment très peu de contacts avec eux.

Organisation Professionnelle

Il ne semble pas exister en Mauritanie beaucoup d'organisations professionnelles spécialisées dans l'élevage. L'Adrar est la seule région où la plupart des éleveurs interrogés font partie d'un organisme professionnel ; l'échantillon dans cette région était très petit (3 personnes).

Crédit

L'enquête montre que l'élevage est encore moins commercialisé que l'agriculture. Le Hodh Oriental est la seule région où jusqu'à 7% des éleveurs ont des contacts avec la BMDC ou connaissent son existence.

3.2.2.4. Acquisition des Qualifications

Le tableau 19 (Elevage) donne la liste des principaux modes d'acquisition des qualifications des éleveurs. Les conclusions les plus frappantes sont les suivantes :

- les éleveurs font leur apprentissage dès l'enfance en observant comment leurs parents s'occupent du bétail et conduisent les troupeaux. Les pourcentages d'éleveurs qui apprennent leur métier en travaillant avec leurs parents sont un peu moins élevés. Très peu d'éleveurs apprennent seuls leur métier.
- l'école et les centres de formation ne jouent aucun rôle dans l'acquisition des connaissances des éleveurs.
- aucun des éleveurs interrogés n'a été formé par des agents du Service de l'Elevage. De toute évidence, ni les enfants, ni les adolescents n'assistent aux démonstrations ou aux réunions organisées par les agents de ce service ; cela a été au moins le cas des 107 éleveurs (pendant leur enfance) qui faisaient partie de l'échantillon.

3.2.2.5. Souhaits et Besoins

La plupart des éleveurs interrogés ont exprimé le besoin d'améliorer la vie du troupeau : avoir une meilleure gestion, mieux nourrir les bêtes etc..., ces moyens sont classés sous la rubrique "conseils techniques" du tableau 19. Les éleveurs souhaitent également pouvoir disposer d'un plus grand nombre de services. Ils s'intéressent moins à la possibilité d'améliorer les géniteurs ou de devenir membre d'une coopérative. L'éducation et la formation professionnelle n'intéressent qu'un très faible pourcentage d'éleveurs.

D'après les besoins exprimés, il est possible de conclure que la plupart des qualifications propres au type d'élevage transhumant basé sur la conservation des pâturages soit plus faciles à acquérir que celles qui sont nécessitées par l'élevage à la ferme (ranching). Bien que les éleveurs manifestent un certain intérêt pour les conseils techniques (gestion, alimentation du bétail), ils sont cependant moins motivés que les agriculteurs. Le manque d'enthousiasme vis-à-vis des coopératives rendrait difficile toute entreprise visant à encourager le développement des fermes coopératives ou d'autres activités de groupe.

L'éducation formelle semble hors de question en ce qui concerne la majorité des éleveurs.

Le Service de l'Elevage, qui a un public moins intéressé que le Service de l'Agriculture, devra, semble-t-il, fournir un effort accru pour amener des changements dans son domaine. Il est probable que le développement de la transhumance basée sur la conservation des pâturages, par l'éducation non-formelle, soit le type d'action le mieux adapté qui puisse être entrepris. La complexité des connaissances caractérisant le "ranching" ou les pâturages irrigués rend ces deux types d'élevage difficiles à accepter par les éleveurs mauritaniens attachés à leur tradition.

Tableau 19 : Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Eleveurs

Régions	Nbre de personnes interrogées	Acquisition des Qualifications Con-								Souhaits et Besoins										
		% Réponses Affirmatives								% Réponse Affirmatives										
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s
Hodh Oriental	14	79	7	14	0	0				86				0	50				21	100
Hodh Occidental	4	50	0	0	0	0				50				0	0				0	0
Assaba	14	86	14	7	0	0				79				21	50				43	50
Gorgol	12	83	25	8	0	0				41				8	0				25	41
Brakna	5	100	100	0	0	0				40				0	20				20	40
Trarza	20	65	60	20	0	0				50				5	15				55	50
Adrar	3	100	100	0	0	0				33				33	0				0	33
Tagant	14	93	21	29	0	0				0				0	0				0	0
Guidimakha	16	56	88	12	0	0				69				37	37				56	62
Inchiri	5	60	0	40	0	0				100				0	20				0	80
Moyenne Nationale Pondérée	107	75	40	15	0	0				55				11	23				31	50

Légende :
a- en observant les parents
b- en travaillant avec les parents
c- en travaillant seul
d- dans un centre de formation
e- dans une école
f- avec un patron (comme apprenti)
g- possède un poste de radio
h- écoute émissions agricoles

i- conseils techniques
j- matériel moderne
k- crédit
l- organisme professionnel
m- formation ou éducation
n- coopérative
o- organisation commerciale privée
p- semences/engrais
q- meilleurs géniteurs
r- services plus nombreux
s- méthodes de gestion rationnelles.

3.2.3. Artisans

Le terme d'artisans recouvre des groupes d'individus dont les activités sont très diverses. Ils ne sont analysés ici que par rapport au degré général de modernité dans chaque région.

Dans l'ensemble, la production artisanale est, en termes de technologie, de méthodes de production ou de développement commercial, une activité traditionnelle. Habituellement, l'artisanat traditionnel est fait par un artisan isolé qui fabrique sur commande des objets destinés à un individu pour son usage personnel. A un second niveau, la fabrication d'articles d'artisanat nécessite l'utilisation d'outils plus modernes, qui permettent d'accroître la production et la vente sur le marché local. Il existe un troisième niveau de production artisanale, plus modernisée, où les articles sont non seulement fabriqués à l'aide d'outils plus modernes mais dans des petites ou moyennes entreprises; dans ce cas, l'effort porte sur la fabrication d'outils et de matériel destinés à la production, plutôt que sur la fabrication d'objets de décoration (voir tableau 20 - Types de Production Artisanale, Qualifications et Pratiques).

3.2.3.1. Types de Production Artisanale Prédominants

Le tableau 21 montre quel est le type de production artisanale dominant dans chaque région. Les chiffres représentent les pourcentages (tirés du tableau récapitulatif n°3) les plus élevés d'artisans appartenant à la catégorie de l'artisanat traditionnel ou à celle d'un artisanat moyennement modernisé. Le Hodh Oriental est la seule région où les artisans ont tendance à utiliser des méthodes modernisées : 81% des artisans interrogés dans cette région étaient membres d'une organisation professionnelle qui prête du matériel. Dans les autres régions, les plus forts pourcentages relevés correspondaient à des pratiques propres à l'artisanat traditionnel, comme par exemple le fait de travailler seul ou d'utiliser des outils manuels traditionnels.

Tableau 20

Types de Production Artisanale, Qualifications et Pratiques

	A	B	C	Code
Qualifications, Connaissances Pratiques, Matériel	Méthodes traditionnelles, biens de consommation, commandes individuelles	Méthodes modernisées fabrication de matériel destiné à la production, vente sur marché local	Outils et méthodes modernisés, petites entreprises du secteur non-structuré; fabrication de matériel destiné à la production	(+) prédominant ou nécessaire (=) habituel ou possible (-) rare.
<hr/>				
<u>Outils, Matériel</u>				
- outils manuels traditionnels	+	+	=	
- " " modernes	-	+	+	
- machines	-	+	+	
<u>Main d'Œuvre</u>				
- artisans travaillans seul	+	-	-	
- aide familial	-	=	=	
- aide étranger à la famille	-	+	+	
<u>Gestion</u>				
- comptabilité moderne, stockage, organisation professionnelles	-	+	+	
- possibilité d'emprunter du matériel et des outils	-	+	+	
- utilisation du crédit	-	+	+	
<u>Production</u>				
- Spécialisation	-	=	+	
- production : objets décoratifs	=	=	=	
- " " outils	=	+	+	
- " " articles ménagers	=	+	+	
<u>Commercialisation</u>				
- membre d'une organisation commerciale	-	+	+	
- commandes individuelles	+	=	-	
- grosses commandes	-	=	+	

Tableau 21 Enquête "Qualifications"

Groupe ou Occupations : Artisans

Activités, Pratiques ou Qualifications

Prédominantes : Analyse Régionale

	% Réponses Affirmatives		Nbre de personnes interrogées
	Traditionnel	Niveau moyen modernisé	
(1) Hodh Oriental	77	81	26
(2) Hodh Occidental	100	50	2
(3) Assaba	88	47	17
(4) Gorgol	87	15	52
(5) Brakna	64	29	14
(6) Trarza	75	38	8
(7) Adrar	89	29	17
(9) Tagant	84	13	19
(10) Guidimakha	73	10	11
(12) Inchiri	100	35	15
Moyenne Nationale Pondérée	54	20	19

3.2.3.2. Description des Qualifications

Le tableau récapitulatif n.°3 montre que si les artisans s'intéressent à l'utilisation du matériel moderne, à la possibilité d'obtenir des prêts et s'ils font souvent partie d'une organisation professionnelle, la plupart utilisent cependant des outils manuels traditionnels. Même les outils manuels modernes sont relativement peu nombreux. Les machines sont encore très rares.

L'examen de ces pratiques artisanales permet de conclure que l'amélioration de la productivité dans le secteur artisanal demanderait :

- une augmentation du nombre des machines ;
- une augmentation rapide du nombre d'outils manuels modernes ;
- un développement des organisations professionnelles actuelles ;
- un rapide développement de l'utilisation du crédit
- l'introduction de méthodes modernes de comptabilité et de gestion des stocks ;
- le développement, en priorité, de la production d'articles destinés à un marché plus large ;
- la mise en place de moyens permettant d'accroître la production et de satisfaire la demande ;
- l'amélioration des facultés pédagogiques des artisans ;
- l'encouragement de la formation par l'apprentissage ;
- une politique gouvernementale qui favorise la production d'outils et de machines par de petites entreprises artisanales.

3.2.3.3. Evolution et Développement de l'Artisanat

Le tableau 22 indique quelle est l'influence extérieure des organisations professionnelles ou des organismes de prêt sur l'acquisition des connaissances et des qualifications des artisans. Ce tableau montre que si dans certaines régions, les artisans sont très inorganisés, dans d'autres, ils sont relativement souvent membres d'une organisation professionnelle ou d'un

Tableau Récapitulatif n°3 Profil des Artisans

Régions	Hodh	Hodh	Assaba	Gorgol	Brakna	Trarza	Adrar	Tagant	Guidimaka	Inchit	Moyenne
	Oriental	Occidental									Nationale
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	Pondérée
Outils											
Outils manuels traditionnels	51	1	49	19	30	48	49	32	45	56	38
" " modernes	8	0	26	6	5	6	4	13	10	35	11
Machines	1	0	0	15	13	6	2	0	0	0	4
Main-d'oeuvre utilisée											
Artisans travaillant seuls	77	100	88	58	57	75	89	68	73	100	67
Employés permanents	0	0	0	2	0	0	0	0	9	0	1
Tâcherons	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	1
Aides occasionnels	4	0	0	0	7	0	0	0	0	0	<1
Apprentis	42	0	6	8	43	0	0	11	0	0	13
Membres de la famille	0	0	0	4	57	25	0	0	0	0	9
Organisations Professionnelles											
N'en connaissent aucune	12	100	29	87	64	50	41	84	64	53	59
Aide mutuelle	42	0	47	2	14	13	18	0	0	0	14
Fourniture de matériel	50	0	53	2	14	38	35	0	0	0	20
Formation	15	0	41	0	0	0	18	0	0	0	8
Prêt de matériel	81	0	12	0	21	38	24	0	0	0	18
Ecoulement des produits	73	0	53	0	29	0	29	0	0	0	20
Prêt d'argent	0	50	0	0	0	38	0	0	9	0	3
Acquisition des Qualifications											
En observant les parents (dans l'enfance)	38	50	82	29	57	75	47	89	64	80	54
En travaillant avec les parents	42	50	41	15	57	75	76	47	82	0	40
Seul	46	0	6	17	14	25	59	5	18	20	23
Centre de formation	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	1
Ecole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chez un patron (apprenti)	19	0	12	37	36	0	12	0	18	0	19
Qualifications Complémentaires											
Commerce	4	50	6	17	0	0	6	0	0	0	7
Pêche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	3
Agriculture	8	50	0	54	50	0	18	16	63	0	28
Elevage	31	0	0	0	7	0	0	0	18	0	6
Autres travaux d'artisanat	0	0	0	6	14	0	6	0	0	0	3
Ouvriers ou manoeuvre en ville	0	0	0	2	14	0	0	0	9	0	2
Souhaits et Besoins											
Conseils techniques	59	0	82	44	43	25	82	89	27	60	59
Matériel moderne	88	100	83	69	93	62	82	95	63	100	82
Crédit plus facile	38	100	88	42	71	37	94	84	36	93	62
Organisation professionnelle	77	50	76	39	50	37	35	84	45	13	50
Organisation commerciale	81	59	75	69	21	12	32	84	36	66	66
Education, Formation pratique	56	0	75	15	23	25	24	84	27	66	41
Nbre de personnes interrogées											
	26			52	14	8	17	19	11	15	181

Tableau 22 : Services, Organisations et Activités concernant le Processus
de Développement de l'Artisanat

Type de Service	Région		% Réponses affirmatives									Moyenne Nationale Pondérée
Organisations Professionnelles	Hodh Oriental	Hodh Occidentale	Assaba	Gorgol	Brakna	Trarza	Adrar	Tagant	Guidimakha	Inchiri		
	1	2	3	4	5	6	7	9	10	12		
- Savent qu'elles existent	85	0	59	4	29	38	41	0	0	7		27
- Aide Mutuelle	42	0	47	2	14	13	12	0	0	0		14
- Fourniture de matériel	58	0	53	2	14	38	35	0	0	0		20
- Formation	15	0	41	0	0	0	18	0	0	0		0
- Prêt de matériel	81	0	12	0	21	33	24	0	0	0		18
- Ecoulement des Produits	73	0	53	0	29	0	29	0	0	0		20
- Autres Services	54	0	0	0	13	29	0	0	0	0		11
- Organisations spécialisées (Prêt)												
- Savent qu'elles existent	0	50	0	0	7	38	10	0	0	0		3
- Prêt d'argent	0	50	0	0	0	38	0	0	9	0		3
- Prêt de matériel et de fournitures	0	0	0	0	7	38	0	0	0	0		2
- Nbre de personnes interrogées	26	2	17	52	14	8	17	19	11	15		181

organisme de prêt. La région la plus organisée est le Hodh Oriental. Dans cette région, la plupart des 26 artisans interrogés font partie d'une organisation professionnelle au moins (sauf d'organismes de prêt). Le Tagant semble être la région la moins organisée, n'offrant aux artisans aucune sorte d'organisation professionnelle ou d'organisme de prêt. Le Guidimakha, le Gorgol et l'Inchiri sont aussi faiblement pourvus dans ce domaine. Il existe trop peu d'artisans dans le Hodh Occidental pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions sans risque d'erreur. Au niveau national, à peine un tiers de l'ensemble des artisans appartient à l'un ou l'autre type d'organisation.

3.2.3.4. Acquisition des Qualifications

Le tableau 23 donne la liste des principaux modes d'acquisition des qualifications chez les artisans. Il est possible d'en tirer les conclusions suivantes :

- comme dans le cas des autres métiers traditionnels, chez les artisans, l'apprentissage s'effectue principalement dans la famille et commence dès l'enfance
- petit à petit, l'enfant participe aux travaux des adultes ;
- il n'est pas rare que l'artisan apprenne seul son métier (au contraire de l'élevage, par exemple) ;
- l'apprentissage en dehors de la famille est assez courant et domine dans la plupart des régions. La formation artisanale présente donc une certaine régularité ou un certain aspect formalisé qui ne se retrouve dans aucun des autres métiers traditionnels ;
- il semble que les artisans soient le seul groupe professionnel traditionnel qui dispose de centres de formation. Dans le Gorgol, quelques artisans ont suivi des cours de formation dans un (ou plusieurs) centres. (Voir l'analyse des Centres de Promotion Féminine et du CFAT dans la deuxième Partie de ce rapport) ;

Tableau 23 : Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Artisans

Régions	:Acquisition des Qualifications-Connaissances								: Souhaits et Besoins										
	:Nbre de :personnes :interrogées:	% Réponses Affirmatives							% Réponses Affirmatives										
		: a	: b	: c	: d	: e	: f	: g	: h	: i	: j	: k	: l	: m	: n	: o	: p	: q	: r
Hodh Oriental	: 26	: 38	: 42	: 46	: 0	: 0	: 19	:	: "	: 59	: 88	: 38	: 77	: 54	:	: 81	:	:	:
Hodh Occidental	: 2	: 50	: 50	: 0	: 0	: 0	: 0	:	: "	: 0	: 100	: 100	: 50	: 0	:	: 50	:	:	:
Assaba	: 17	: 82	: 41	: 6	: 0	: 0	: 12	:	: "	: 82	: 88	: 88	: 76	: 76	:	: 76	:	:	:
Gorgol	: 52	: 29	: 15	: 17	: 4	: 0	: 37	:	: "	: 44	: 69	: 42	: 33	: 15	:	: 69	:	:	:
Brakna	: 14	: 57	: 57	: 14	: 0	: 0	: 36	:	: "	: 43	: 93	: 71	: 50	: 28	:	: 21	:	:	:
Trarza	: 8	: 75	: 75	: 25	: 0	: 0	: 0	:	: "	: 25	: 62	: 37	: 37	: 25	:	: 12	:	:	:
Adrar	: 17	: 47	: 76	: 59	: 0	: 0	: 12	:	: "	: 82	: 82	: 94	: 35	: 24	:	: 82	:	:	:
Tagant	: 19	: 89	: 47	: 5	: 0	: 0	: 0	:	: "	: 89	: 95	: 84	: 84	: 84	:	: 84	:	:	:
Guidimakha	: 11	: 64	: 82	: 18	: 0	: 0	: 18	:	: "	: 27	: 63	: 36	: 45	: 27	:	: 36	:	:	:
Inchiri	: 15	: 80	: 0	: 20	: 0	: 0	: 0	:	: "	: 60	: 100	: 93	: 13	: 66	:	: 66	:	:	:
Moyenne Nationale Pondérée	: 181	: 54	: 40	: 23	: 1	: 0	: 19	:	: "	: 59	: 82	: 62	: 50	: 41	:	: 66	:	:	:

Légende :

- a- en observant les parents
- b- en travaillant avec eux
- c- en travaillant seul
- d- dans un centre de formation
- e- dans une école
- f- avec un patron (comme apprenti)
- g- possède un poste de radio
- h- écoute les émissions radiophoniques

- i- conseils techniques
- j- matériel moderne
- k- crédit
- l- organisme professionnel
- m- formation ou éducation
- n- coopérative
- o- organisation commerciale privée
- p- plus de soins vétérinaires
- q- meilleurs géniteurs
- r- plus de services
- s- méthodes de gestion rationnelles.

- l'école ne joue aucun rôle dans la formation des artisans.

3.2.3.5. Souhaits et Besoins

Le tableau 23 indique également dans quelles proportions les artisans interrogés ont exprimé des souhaits particuliers. Il semble que les artisans cherchent activement à acquérir de nouvelles connaissances et à accroître leur production. La plupart souhaitent obtenir des crédits et du matériel plus moderne. Les artisans s'intéressent plus à la formation et à l'éducation que les éleveurs et les agriculteurs.

Les idées généralement exprimées par les artisans témoignent d'un certain dynamisme et laissent supposer que ceux-ci seraient plus favorables à la formation professionnelle que les éleveurs. Leur intérêt marqué pour la modernisation de leur matériel pourrait être le signe d'une volonté d'innovation et d'un sens du commerce. Alors que le système des centres de formation risque de ne pas être adapté au cas des éleveurs, il est susceptible de mieux convenir aux artisans, puisque dans leur cas, l'apprentissage se déroulant parfois hors de la famille, ils remplissent déjà un rôle de formation, ce qui implique un sens pédagogique plus développé. Les artisans sédentaires des villes pourraient se regrouper en atelier gérés sous forme de coopérative, afin de s'équiper en outils et en matériel moderne, à moindre coût pour le groupe. Ces ateliers pourraient également servir de centres de formation pour les apprentis encadrés par les artisans eux-mêmes.

3.2.4. Commerçants

Le petit commerce de détail est un type d'activité relativement homogène. Il ne semble pas y avoir de différences importantes dans les qualifications, les connaissances et les pratiques des commerçants mauritaniens. L'ensemble des qualifications et des pratiques caractéristiques du commerce traditionnel est présenté au tableau 24 : Types de Commerce, Qualifications et Pratiques.

Tableau 24 :

Types de Commerce, Qualifications et Pratiques Associées

Qualifications, Connaissances ou Pratiques	Vente au détail traditionnelle	Vente au détail moderne	Code
<u>Matériel</u>			
- matériel de mesure	+	+	(+) Prédominant ou nécessaire
- matériel de calcul (machines à calculer, enregistreuse de caisse)	-	+	
<u>Comptabilité</u>			
- grand livre ou autres livres comptables	-	+	(=) habituel ou possible
- capacité de tenir soi-même une comptabilité	-	+	
<u>Gestion</u>			
- calcul du prix de vente, prix d'achat + bénéfice	=	+	(-) rare
. suivant la demande	-	=	
. suivant les prix pratiqués par les autres commerçants	-	=	
- calcul du prix de vente au détaillant			
. prix de gros + coût supplémentaire	=	+	
- Utilisation des services bancaires			
. utilisation d'un compte bancaire			
. chèques	-	+	
. traites	-	+	
. épargne	-	+	
. obtenir des prêts	-	+	
- Facturation			
. utilisation de factures, de reçus	-	+	
. utilisation d'espèces	+	+	
- <u>Stockage</u>			
- stockage des marchandises en magasin	-	+	

Tableau 25 Enquête "Qualifications"

Groupe ou Occupation : Commerçants

Activités, Pratiques ou Qualifications

Prédominantes : Analyse Régionale

Nbre de personnes
: interrogées

	Commerce traditionnel	Commerce modernisé	
(1) Hodh Oriental	100	13	8
(2) Hodh Occidental	100	100	1
(3) Assaba	100	60	5
(4) Gorgol	50	50	12
(5) Brakna	100	50	2
(6) Trarza	50	75	4
(7) Adrar	71	65	17
(9) Tagant	40	60	5
(10) Guidimakha	100	33	3
(12) Inchiri	100	60	5
Moyenne Nationale Pondérée	65	39	62

3.2.4.1. Types de Commerce Prédominants

Le tableau 25 (Analyse Régionale) donne un aperçu général du commerce dans chaque région de Mauritanie. Les pourcentages présentés dans ce tableau (tirés du tableau récapitulatif n°4) sont les pourcentages maxima tirés des rubriques caractéristiques de pratiques modernes ou traditionnelles.

Les principaux indicateurs de pratiques modernes sont la tenue de livres comptables de différentes sortes, l'utilisation de factures, de traites, de machines à calculer, de caisses enregistreuses . . . Les indicateurs de pratiques commerciales traditionnelles sont l'absence de comptabilité, de chèques, de machines à calculer et de caisses enregistreuses.

100% des commerçants interrogés dans les Hodhs, l'Assaba, le Brakna et l'Inchiri ont été classés dans la catégorie du commerce traditionnel ; en effet, aucun d'entre eux ne tenait de livres comptables ou ne faisait aucune sorte de comptabilité. Le Trarza est classé comme la région la plus "moderne" car 75% des commerçants ont indiqué qu'ils tenaient des livres comptables. Par contre, ces derniers n'utilisaient pas de traites, alors qu'elles sont relativement courantes ailleurs (dans le Guidimakha en particulier). Apparemment, les commerçants interrogés dans le Trarza n'utilisent pas de chèques.

3.2.4.2. Description des Qualifications

Le tableau récapitulatif n°4 montre que bien que les commerçants souhaitent avoir accès au crédit, ils sont peu nombreux à tenir le minimum de comptabilité qui serait nécessaire pour être en mesure d'utiliser ce crédit. Il semble que beaucoup de commerçants n'établissent pas de factures et ne conservent pas de stocks en magasin. L'utilisation de matériel de calcul est loin d'être généralisée. Pour moderniser le commerce suivant les critères présentés au tableau 24, il serait nécessaire que la formation soit axée sur le développement de qualifications qui permettraient de supprimer l'écart entre les deux types de commerce.

Tableau Récapitulatif n°4 Profil des Commerçants

Régions	Hodh Oriental %	Hodh Occidental %	Assaba %	Gorgol %	Prakno %	Trarza %	Adrar %	Tanant %	Guid- imakhz %	Inchiri %	Moyenne Nationale %
Matériel Utilisé											
. balance	100	100	100	100	100	100	71	100	33	100	89
. mètre	100	100	40	83	100	79	100	80	100	100	100
. machine à calculer	0	100	0	17	0	0	29	40	0	0	10
. enregistreuse de caisse	0	100	0	17	0	0	12	0	0	0	8
Comptabilité											
. oui	0	0	0	33	50	75	65	0	0	0	31
. non	100	100	100	33	0	25	29	40	0	0	80
. livre journal	0	0	0	0	50	50	6	0	0	0	6
. brouillard	0	0	0	25	0	25	47	0	0	0	19
. grand livre	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	2
. livre des matières	0	0	0	0	0	0	24	0	0	0	6
Comptabilité des dépenses											
. oui	0	0	60	50	0	50	18	60	0	0	27
. non	100	100	40	50	100	50	71	40	0	100	65
. par le commerçant lui-même	0	0	60	50	0	50	12	60	0	0	35
. par quelqu'un d'autre	0	0	20	0	0	0	6	0	0	0	3
Calcul du Prix de Vente											
. prix de revient + bénéfice suivant les prix pratiqués	100	100	60	0	50	25	76	20	100	80	36
. par autres commerçants	13	0	0	0	0	50	47	0	0	0	10
. suivant la demande	0	0	40	0	0	0	4	0	0	0	6
. autres méthodes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	2
Calcul du Prix de Revient											
. Prix d'achat + frais	38	100	20	8	50	25	35	20	0	100	32
. autres	0	0	0	0	0	0	0	0	67	0	3
Modes Paiements des Achats											
. sans facture- espèces	100	0	40	33	0	25	76	0	0	0	48
. - chèque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0
. - traite	0	0	20	8	50	0	35	0	67	0	16
. - autre	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
. avec facture- espèces	0	100	40	50	0	50	53	0	33	60	39
. - chèque	0	0	0	17	0	0	18	0	0	20	10
. - traite	0	0	0	0	0	0	41	0	0	0	11
. - autre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquisition des Qualifications											
. en travaillant avec les parents	0	0	40	8	50	25	35	80	33	0	27
. en observant les parents	12	0	60	8	100	25	35	40	0	20	27
. en travaillant seul	73	100	60	58	0	50	69	20	67	100	64
. à l'école	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. chez un patron (comme ap- prenti)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. autres	13	0	0	33	0	0	18	0	0	0	13
Aide Reçue au Cours de Forma- tion											
. de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. de l'employeur	0	0	0	0	0	0	12	0	0	0	0
. des parents	0	0	20	0	100	0	12	0	67	20	13
. bulgare	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. salariale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. paiement en nature	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités complémentaires											
. oui	0	0	0	33	0	50	41	80	100	20	34
. non	100	100	100	50	100	50	47	20	0	80	60
. élevage	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	3
. agriculture	0	8	0	33	0	50	41	40	67	20	29
. artisanat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. autres	0	0	0	0	0	0	0	0	33	0	2
Souhaits et Besoins											
. conseils techniques	0	0	40	33	50	50	53	80	0	60	40
. matériel moderne	0	100	60	50	50	50	41	80	0	0	39
. méthodes de gestion ration.	0	0	40	25	0	75	53	80	0	0	34
. crédit	88	100	60	83	100	75	76	100	100	100	81
. approvisionnement plus faciles	100	100	80	57	50	75	76	100	100	60	79
. organisation professionnelle	0	0	40	33	0	50	53	80	0	0	34
. formation ou éducation	0	0	40	0	0	25	35	80	0	0	21
Nbre de personnes interrogées	8	1	5	12	2	4	17	5	3	5	62

Ces qualifications sont les suivantes :

- utiliser un matériel de calcul ;
- utiliser des livres comptables (grand livre et autres) ;
- savoir tenir une comptabilité simple ;
- savoir évaluer la demande (dans une certaine mesure) ;
- améliorer les techniques de calcul des prix d'achat et de vente ;
- comprendre le rôle des banques et savoir comment utiliser leurs services (chèques, comptes d'épargne)
- comprendre les mécanismes permettant d'obtenir un prêt ;
- comprendre comment s'établissent une facture et un reçu ;
- savoir classer des documents ;
- conserver des marchandises en stock.

3.2.4.3. Evolution et Développement du Commerce

Il n'a pas été prévu dans le questionnaire de demander aux commerçants s'ils faisaient partie d'une organisation professionnelle ou s'ils avaient des relations avec des sociétés de commercialisation dont les prix sont règlementés par l'Etat, telles que la SONIMEX (Société Nationale d'Import-d'Export) ou l'OMC (Office Mauritanien des Céréales).

Il semble que peu de commerçants aient un compte bancaire (voir tableau Récapitulatif n°4) ou de relations avec d'autres institutions financières.

Par contre, il leur a été demandé, dans le cadre de l'enquête, s'ils avaient reçu une aide financière, et de qui, au cours de leur formation (tableau 25). Dans l'ensemble, les commerçants interrogés avaient été, soit économiquement indépendants, soit aidés par leurs parents (67% dans le Guidimakha, 100% dans le Brakna). Il n'existe pas de bourses ou de subventions de l'Etat pour les apprentis commerçants. En réalité, la manière dont certains d'entre eux ont été capables de subvenir à leurs besoins durant leur formation n'est pas toujours évidente dans la mesure où d'après les réponses au questionnaire, aucun ne percevait de salaire ou de paiement en nature. Dans certaines régions, ils ont été aidés par leurs parents.

Tableau 26

Services, Organisations et Activités concernant
le Processus de Développement du Commerce

Type de Service	: Régions :		% Réponses Affirmatives									Moyenne Nationale
Aide reçue pendant la formation	: Hodh Oriental :	: Hodh Occidental :	: Assaba :	: Gorgol :	: Brakna :	: Trarza :	: Adrar :	: Tagant :	: Guidimakha :	: Inchiri :	: Pondérée :	
de l'Etat	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	
de l'Employeur	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 12 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 3 :	
des Parents	: 0 :	: 0 :	: 20 :	: 0 :	: 100 :	: 0 :	: 12 :	: 0 :	: 67 :	: 20 :	: 13 :	
Bourse	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	
Salaires	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	
Paiement en nature	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	: 0 :	
Nbre de personnes interrogées	: 8 :	: 1 :	: 5 :	: 12 :	: 2 :	: 4 :	: 17 :	: 5 :	: 3 :	: 5 :	: 62 :	

3.2.4.4. Acquisition des Qualifications

Le tableau 27 montre que les commerçants ont certaines caractéristiques qui leur sont propres.

- la plupart ont appris leur métier en travaillant seuls (c'est le cas pour la totalité des commerçants interrogés dans l'Inchiri et le Hodh Occidental). A peine plus de 25%, en moyenne, ont appris en regardant travailler leurs parents ou en travaillant avec eux.

- aucun commerçant n'a indiqué qu'il avait acquis des qualifications dans une école spécialisée ou en travaillant comme apprenti chez un patron. Les quelques écoles de commerce et de comptabilité qui existent sont situées à Nouakchott ; de plus, les diplômés de ces écoles travaillent dans le secteur urbain moderne ou dans l'administration (voir la 2ème partie de ce rapport et le rapport sur l'Education Formelle).

3.2.4.5. Souhaits et Besoins

Le tableau 27 (commerçant) montre que parmi les souhaits exprimés par les commerçants pour que leur activité soit plus efficace, c'est celui d'une plus grande facilité d'accès au crédit qui prédomine ; dans de nombreuses régions, ce besoin est ressenti par 100% des commerçants. Ils sont également fortement intéressés par l'amélioration des systèmes d'approvisionnement. Moins de la moitié des commerçants interrogés a exprimé le besoin de recevoir des conseils techniques, du matériel moderne, de bénéficier de méthodes de gestion plus rationnelles ou d'organisations professionnelles. A peine plus de 20% seulement ont manifesté leur intérêt vis-à-vis d'une formation professionnelle.

L'utilisation rationnelle du crédit ne peut être réalisée sans une certaine connaissance en mathématiques, ni sans une certaine capacité de planifier et de tenir une comptabilité simple. L'acquisition des moyens adaptés pour satisfaire ce

Tableau 27 : Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Commerçants

Régions	:Nbre de :personnes :interrogées:	:Acquisition des Qualifications-Connais- :sances % Réponses Affirmatives								Souhaits et Besoins										
		: a	: b	: c	: d	: e	: f	: g	: h	" i	: j	: k	: l	: m	: n	: o	: p	: q	: r	: s
Hodh Oriental	8	12	0	75		0	0			" 0	0	88	0	0	100					0
Hodh Occidental	1	0	0	100		0	0			" 0	100	100	0	0	100					0
Assaba	5	60	40	60		0	0			" 40	60	60	40	40	80					40
Gorgol	12	8	8	58		0	0			" 33	50	83	33	0	67					25
Brakna	2	100	50	0		0	0			" 50	50	100	0	0	50					0
Trarza	4	25	25	50		0	0			" 50	50	75	50	25	75					75
Adrar	17	35	35	65		0	0			" 53	41	65	53	35	76					63
Tagant	5	40	80	20		0	0			" 80	80	100	80	80	100					80
Guidimakha	3	0	33	67		0	0			" 0	0	100	0	0	100					0
Inchiri	5	20	0	100		0	0			" 60	0	100	0	0	60					0
Moyenne Natio- nale Pondérée	62	27	26	61		0	0			" 40	39	81	34	21	79					34

Légende :
a- en observant les parents
b- en travaillant avec les parents
c- en travaillant seul
d- dans un centre de formation
e- dans une école
f- avec un patron (comme apprenti)
g- possède un poste de radio
h- écoute les émissions agricoles

i- conseils techniques
j- matériel moderne
k- crédit
l- organisme professionnel
m- formation ou éducation
n- approvisionnement plus facile
o- organisation commerciale privée
p- plus de soins vétérinaires
q- meilleurs géniteurs
r- plus de services
s- méthodes de gestion rationnelles.

besoin doit commencer à l'école. Il serait nécessaire que les programmes scolaires soient conçus suivant les besoins en qualifications des communautés. Le calcul des intérêts et des prix est, non seulement un excellent exercice pour les écoliers, mais il est aussi applicable dans tous les domaines professionnels.

Au niveau financier, la satisfaction des demandes de crédit est essentiellement subordonnée au développement d'un vaste système bancaire comprenant des représentations régionales. Des organismes d'épargne et de prêt dans les communautés permettraient également d'accumuler le capital nécessaire à l'extension du crédit.

Les commerçants seraient susceptibles de surmonter, au moins en partie, leurs difficultés d'approvisionnement, en construisant ou en louant des entrepôts.

3.2.5. Pêcheurs

Trois principaux types de pêche sont pratiqués en Mauritanie : la pêche intérieure traditionnelle, la pêche côtière traditionnelle et la pêche industrielle en haute mer. Cette dernière catégorie étant essentiellement le domaine de flottes étrangères, qui pêchent au large des côtes mauritaniennes, seules les deux premières catégories sont considérées dans cette analyse. L'échantillon de pêcheurs qui ont fait l'objet de l'enquête comprenait 11 pêcheurs en eau douce, du Brakna et du Gorgol et 11 pêcheurs en mer de la région du Trarza, sur la côte de N'Diago. Les trois types de pêche cités ci-dessus ainsi que les formes modernisées de la pêche intérieure et de la pêche côtière sont présentés au tableau 28, types de Pêche, Qualification et Pratiques.

3.2.5.1. Types de Pêche Prédominants

Le tableau 29 montre que sur les côtes du Trarza, domine un type de pêche plus moderne que le long du fleuve dans le Brakna et le Gorgol. 64% des pêcheurs côtiers utilisent des moteurs

Tableau 28 : Types de Pêche, Qualifications et Pratiques

Qualifications, Connaissances Matériel	Traditionnelle maritime (Côtière)	Traditionnelle Intérieure	Moderne Maritime	Moderne Intérieure	Industrielle Haute Mer	Code
<u>Matériel</u>						
- nasses	0	+	0	+	0	(+) Prédominant ou nécessaire
- lignes de pêche						
. nasses	=	+	=	+	-	(=) Habituel ou possible
. appât	+	+	+	+	+	
- éperviers	=	+	+	+	+	(-) Rare
- carrelats	0	-	+	+	0	(0) absent ou inutile
- autres filets	+	-	+	+	+	
- pirogues	+	+	+	+	0	
<u>Moteur hors bord</u>						
Fonctionnement et réparation	+	0	+	+	-	
<u>Petit Chalutier</u>						
- navigation, entretien général du bateau, du moteur et/ou des voiles	0	0	=	0	+	
<u>Pisciculture</u>						
- étang à poissons						
construction et entretien	0	0	0	+	0	
viviers	0	0	0	+	0	
<u>Poisson</u>						
- sélection des alevins, nourriture	0	0	0	+	0	
<u>- Matériel</u>						
- pompes	0	0	0	+	0	
- cages à poisson	0	0	0	+	0	
<u>Traitement du Poisson</u>						
- tri	+	+	+	+	+	
- nettoyage	+	+	+	+	=	
- séchage au soleil						
. sur des étagères	-	-	+	=	=	
. sur le sable	+	+	-	-	0	
- séchoirs à charbon ou autres	0	-	+	+	+	
- emballage pour expédition	0	0	+	+	+	

Tableau 29 Enquête "Qualifications"

Groupe ou Occupation : Pêcheurs

activités Pratiques ou Qualifications

Prédominantes : Analyse Régionale

	% Réponses Affirmatives		Nbre de personnes interrogées
	Types traditionnels	Types modernes	
(1) Hodh Oriental			
(2) Hodh Occidental			
(3) Assaba			
(4) Gorgol			
(5) Brakna	73	9	11
(6) Trarza	55	64	11
(7) Adrar			
(9) Tagant			
(10) Guidimakha			
(12) Inchiri			
Moyenne Nationale Pondérée			

hors-bord (indicateurs de modernisme) alors que 9% seulement des pêcheurs continentaux présentent un indicateur de modernisme, sous la forme de séchoirs à charbon de bois servant à faire sécher le poisson. Les chiffres du tableau 29 représentent les pourcentages maxima (tirés du tableau récapitulatif n°5) de réponses positives à une question donnée, et classées comme indicateurs de "tradition" ou de "modernisme".

3.2.5.2. Description des Qualifications

Le tableau récapitulatif n°5 montre d'autres éléments qui doivent être pris en considération dans la formation ou l'éducation non-formelle. Un fort pourcentage de pêcheurs forme des apprentis (plus que dans n'importe quel autre métier traditionnel). Une amélioration des qualifications des pêcheurs et de leur rôle pédagogique leur permettrait de transmettre leurs connaissances suivant un processus de réactions en cascade. L'acquisition de qualifications serait certainement facilitée si le programme de l'organisation professionnelle citée par les pêcheurs côtiers pouvait être développé.

La modernisation de l'activité des pêcheurs côtiers par le développement de la pisciculture est subordonnée à l'acquisition de certaines connaissances dont les plus importantes sont les suivantes :

- construction et entretien de viviers ;
- construction et entretien d'alevinières ;
- utilisation de pompes à eau ;
- fabrication et installation de cages à poisson sur le fleuve.

Les pêcheurs côtiers traditionnels doivent apprendre à améliorer leurs méthodes de conservation du poisson (dans ce domaine, les pêcheurs continentaux sont sensiblement plus modernisés, puisqu'ils utilisent dans certains cas des séchoirs à charbon). Il serait utile que les pêcheurs des deux groupes se perfectionnent afin de connaître l'utilisation de claies en grillage pour le séchage, la salaison et de l'emballage du poisson.

Tableau Récapitulatif n°5 Profil des Pêcheurs

Profil des Pêcheurs	Régions	Trarza (6)	Brakna-Gorgol (4 + 5)	Moyenne Natio- nale Pondérée
		en %	en %	
Méthodes		Pêche Côtière	Pêche Continentale	
Matériel de Pêche				
. filet ou nasse		0	73	36
. ligne		27	82	55
. filet traînant		73	18	45
. épervier		55	64	59
. carrelet		0	18	9
. pirogue		82	73	77
. pirogue avec moteur hors bord		64	0	32
. autres moyens		45	0	23
Acquisition et Entretien du Matériel de Pêche				
Acquisition				
. production personnelle		55	73	64
. acheté à un artisan		0	0	0
. acheté à un commerçant		82	72	77
. récupération		18	10	14
Entretien				
. travail personnel		100	51	95
. appelle à un spécialiste		73	0	36
Séchage du Poisson				
. au soleil sur le sable		9	82	45
. sur des claies en grillage au soleil		27	9	18
. dans des séchoirs à charbon		0	9	5
Formation d'Apprentis				
. oui		82	64	73
Moyens de juger que la Formation est Terminée				
. après un test		18	0	9
. au bout d'une période déterminée à l'avance		18	0	9
. autres		45	36	40
Existence d'organisations Professionnelles				
. oui		36	0	18
. non		45	81	64
. ne sait pas		18	18	18
. est membre		36	0	18
. approvisionnement		9	0	5
. formation		27	0	14
. prêt d'argent ou de matériel		27	0	14
. écoulement des produits		18	0	9
. autres utilisés		9	0	5
Acquisition des Connaissances				
. en regardant travailler les parents		55	55	55
. en travaillant avec eux		64	55	59
. en travaillant seul		0	0	0
. dans un centre de formation		0	0	0
. dans une école		0	0	0
. chez un patron		9	0	5
. autres moyens		0	0	0
Activités Complémentaires				
. commerçant ou aide commerçant		9	0	5
. artisan		0	9	5
. agriculteur		45	45	45
. éleveurs		9	0	5
. ouvrier en ville		9	0	5
. autre		18	18	18
Couverts et Besoins				
. conseils techniques		27	18	23
. matériel moderne		45	90	68
. crédit		64	73	68
. organisation commerciale		45	64	55
. formation/éducation pratique		27	9	18
Nombre de personnes interrogées		11	11	22

3.2.5.3. Evolution et Développement de la Pêche

Le tableau 30 indique l'importance de l'influence extérieure dans le domaine de la pêche. Dans ce cas précis, en effet, il n'y a que l'existence d'organisations professionnelles qui peut apporter aux pêcheurs les services qu'individuellement ils sont capables d'obtenir. Seule une minorité de pêcheurs fait partie d'une organisation professionnelle. Ce sont exclusivement des pêcheurs côtiers ; 30% des pêcheurs côtiers peuvent donc bénéficier de facilités d'approvisionnement en matériel et de commercialisation du poisson, d'une formation et de prêts.

3.2.5.4. Acquisition des Connaissances

Le tableau 31 montre qu'à peine plus de 50% des pêcheurs de chaque échantillon ont appris leur métier en observant leurs parents ou en travaillant avec eux; c'est-à-dire au cours d'un lent processus d'assimilation et de socialisation. D'autre part, il faut noter que :

- aucun pêcheur n'a appris seul son métier;
- aucun pêcheur n'a acquis de qualifications dans une école ou dans un centre de formation; (il n'en existe encore pas dans ce domaine);
- un faible pourcentage de pêcheurs côtiers a fait son apprentissage en dehors de la famille.

3.2.5.5. Souhaits et Besoins

Comme le montre le tableau n°31, le besoin de matériel moderne est celui qui est le plus couramment exprimé par les pêcheurs du fleuve tandis que la possibilité d'obtenir des crédits est le souhait dominant des pêcheurs côtiers. Ceci reflète d'une part le manque de matériel dont souffre la pêche continentale et, d'autre part, l'orientation de plus en plus commerciale de la pêche côtière. La demande de conseils techniques n'est pas aussi grande dans ce domaine que dans celui des autres métiers traditionnels.

Tableau 30

Services, Organisations et Activités concernant
le Processus de Développement de la Pêche

Types de Service	Régions		% Réponses Affirmatives							Moyenne Nationale Pondérée
	Hodh Oriental	Hodh Occidental	Assaba	Gorgol - Brakna	Trarza	Acrar	Tagant	Guidimakha	Inchiri	
- Savent qu'elles existent				0	36					18
- Sont membres				0	35					18
- Approvisionnement				0						5
- Formation				0	27					14
- Prêt d'argent ou de matériel				0	27					14
- Commercialisation				0	18					9
- Autres services				0	9					5
- Nbre de personnes interrogées				11	11					22

Tableau 31 : Méthodes d'Apprentissage et Souhaits des Pêcheurs

Régions	Nbre de personnes interrogées	Acquisition des Qualifications- Connaissances % Réponses Affirmatives								Souhaits et Besoins % Réponses Affirmatives										
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s
Hodh Oriental																				
Hodh Occidental																				
Assaba																				
Brakna et Gorgol	11	55	55	0	0	0	0			18	90	73		9	64					
Trarza	11	55	64	0	0	0	9			27	45	64		27	45					
Adrar																				
Tagant																				
Guidimakha																				
Inchiri																				
Moyenne Nat. Pondérée	22	55	59	0	0	0	5			23	68	68		18	55					

Légende :
a- en observant les parents
b- en travaillant avec les parents
c- en travaillant seul
d- dans un centre de formation
e- dans une école
f- avec un patron (comme apprenti)
g- possède un poste de radio
h- écoute les émissions agricoles

i- conseils techniques
j- matériel moderne
k- crédit
l- organisme professionnel
m- formation ou éducation
n- coopérative
o- organisation commerciale privée
p- plus de soins vétérinaires
q- meilleurs géniteurs
r- plus de services
s- méthodes de gestion rationnelles.

L'intérêt que suscite le matériel moderne implique la nécessité d'une formation relative à son utilisation et son entretien. Seul un Service des Pêches tourné vers la formation professionnelle permettrait d'exploiter au maximum le potentiel de revenu et d'emploi offert par la pêche. En outre, dans les cas nécessitant l'introduction de moteurs hors-bord, il serait également souhaitable de créer de petits ateliers de réparation servant en même temps de centres de formation.

Comme dans le cas des commerçants, des sociétés d'épargne et de prêt seraient susceptibles de compléter le rôle d'un système bancaire plus développé. Des cours de mathématiques concernant la gestion d'un crédit pourraient être inclus dans un enseignement relatif au fonctionnement des sociétés d'épargne et de prêt.

3.2.6. Femmes

Bien qu'elles ne constituent pas un véritable groupe professionnel, les femmes ont été étudiées en raison du rôle important qu'elles jouent en tant que mères, épouses, maîtresses de maison et éventuellement employées salariées. L'enquête a porté sur des femmes sédentaires habitant dans des villes ou des villages, et auxquelles les établissements scolaires et les centres médicaux modernes étaient plus facilement accessibles qu'aux femmes nomades ou aux femmes sédentaires habitant en dehors d'une agglomération. Le tableau n°32 (Rôles des Femmes- Qualifications et Pratiques) présente et compare les qualifications et pratiques des femmes "modernes" et des femmes "traditionnelles".

3.2.6.1. Types Principaux de Rôles de la Femme

Il semble que les femmes, parmi tous les groupes ayant fait l'objet de l'enquête "qualifications", soient celles qui présentent les caractéristiques les plus modernes : les chiffres du tableau 33 représentent les pourcentages maxima (tirés du tableau récapitulatif n°6) de réponses affirmatives aux questions

Tableau 32

Rôle d'Epouse et de Mère

	Traditionnel Rural	Moderne Rural	
	A	B	
Santé et Hygiène			
s'adresse aux guérisseurs traditionnels	+	=	A = Rôle traditionnel de la femme (situation actuelle)
s'adresse aux services médicaux modernes,	-	+	
sait quel traitement donner, dans le cas de maladies courantes	-	+	
fait la toilette et habille les enfants correctement	=	+	
Cuisine			
nettoie soigneusement les aliments	-	+	B = Qualifications et Activités permettant aux femmes de contribuer au développement (à acquérir ou à améliorer)
utilise : ustensiles de cuisine traditionnels	+	=	
ustensiles de cuisine modernes	-	-	
Ménage			
sait laver le linge	+	+	(+) Prédominant ou nécessaire
repasser	+	+	(=) Occasionnel ou possible
coudre	+	+	
Educator des Enfants			
(--) Rare			
à la maison			
garçons	-	=	
filles	+	+	
Envoie les garçons à l'école coranique			
à l'école primaire	+	=	
N'envoie pas les garçons à l'école	=	+	
Envoie les filles à l'école coranique			
à l'école primaire	+	-	
N'envoie pas les filles à l'école	-	-	
Revenu, Production, Budget			
- vente d'articles achetés	-	=	
- vente d'articles fabriqués à la maison	-	=	
- vente de produits cultivés à la maison	-	=	

Tableau 33 Enquête "Qualifications"Groupe ou Occupation : Femmes

Activités, Pratiques ou Qualifications

Prédominantes : Analyse Régionale

	% Réponses Affirmatives		:Nbre de personnes : interrogées
	Traditionnel Rural	Moderne Rural	
(1) Hodh Occidental	75	62	32
(2) Hodh Oriental			
(3) Assaba	67	44	9
(4) Gorgol	18	68	139
(5) Brakna	24	69	29
(6) Trarza	36	48	40
(7) Adrar	-	-	-
(9) Tagant	90	60	10
(10) Guidimakha	41	45	22
(12) Inchiri	65	73	37
Moyenne Nationale Pondérée	31	58	318

considérées comme significatives d'une tendance moderne ou traditionnelle. Dans l'ensemble du pays, sauf dans les Hodhs, l'Assaba et le Tagant, les qualifications et pratiques des femmes sont plutôt de tendance moderne que traditionnelle. La fréquentation des centres médicaux modernes, la consultation du personnel médical moderne et le fait d'envoyer les enfants à l'école primaire sont considérés comme des pratiques modernes types. Les pratiques traditionnelles types comprennent le fait de faire soigner ses enfants par les guérisseurs et de ne pas envoyer les filles ni les garçons à l'école primaire.

3.2.6.2. Description des Qualifications

D'après les chiffres du tableau récapitulatif n°6, les femmes interrogées n'ont que peu d'activités en dehors de leur rôle de ménagère, mis à part le travail aux champs. Certaines vendent des produits cultivés à la maison. Il serait par conséquent nécessaire de développer le rôle des femmes dans le travail productif.

Dans le domaine de la santé, dans la plupart des régions, un nombre important de femmes font soigner leurs enfants dans les services médicaux modernes ; cependant, il semble que peu de femmes donnent autre chose que de l'eau en quantité supplémentaire à leurs enfants, en cas de diarrhée. L'éducation non-formelle des femmes doit mettre l'accent sur la médecine préventive et curative, dans la mesure où celles-ci jouent un rôle central dans la santé familiale. Leur attitude généralement positive vis-à-vis des PMI montre qu'elles sont sensibilisées à ce type d'éducation.

Alors que peu de femmes gardent leurs enfants à la maison, il est surprenant de constater que celles qui envoient leurs enfants à l'école primaire sont peu nombreuses (33% ou moins). Il en est de même en ce qui concerne l'école coranique. Ces faibles pourcentages concernant l'enseignement primaire pourraient s'expliquer par le fait que les écoles primaires n'offrent qu'un nombre de places limité (voir statistiques scolaires dans le rapport sur l'Education Formelle).

Tableau Récapitulatif n°6 Profil des Femmes

Régions	Hodh Oriental et Occidental	Assaba	Gorgol	Brakna	Tantara	Adrar	Tagant	Guidimakha	Inchiri	Moyenne Natio- nale Fondées
Soins des Enfants										
- maladie. font soigner les										
enfants par :										
- guérisseur	66	67	14	24	10		90	41	65	31
- PMI	47	44	24	10	48		30	9	54	31
- médecin	25	22	29	69	38		40	45	73	40
- hôpital	9	22	32	0	13		10	27	30	23
donnent en cas de diarrhée										
- eau supplément.	44	11	36	7	45		60	23	57	35
- ganidan	0	22	35	0	23		20	0	0	19
- charbon de bois	0	22	16	0	15		20	0	3	10
- autre	94	78	40	7	90		80	91	95	61
- Soins Journaliers										
- ont de l'eau pour										
laver les enfants										
- font la toilette										
journalière des										
enfants	62	22	68	45	32		50	95	38	58
- Education des Enfants										
- responsables de l'éducat. :										
- des filles	75	61	68	79	81		55	87	54	70
- des garçons	78	55	65	52	76		65	50	56	64
- font l'éducation des fil-										
les à la maison	8	9	11	11	0		0	0	0	5
- font l'éducation des gar-										
çons à la maison	7	0	8	11	0		0	10	0	5
- n'envoient pas les filles										
à l'école	9	28	7	14	5		12	13	21	11
- n'envoient pas les garçons										
à l'école	7	19	6	15	5		17	12	15	9
- envoient les filles à										
l'école coranique	17	39	15	9	36		35	9	10	17
- envoient les garçons à										
l'école coranique	14	13	18	20	35		28	20	17	20
- envoient les filles à										
l'école primaire	9	28	21	7	22		18	9	29	18
- envoient les garçons à										
l'école primaire	12	19	20	11	23		33	8	45	22
- En dehors des Tâches Ménag.										
- enseignent le Coran	3	0	1	0	2		0	0	0	1
- travaillent aux champs	19	0	12	100	57		20	36	8	28
- fabriquent des articles										
d'artisanat	6	10	4	0	10		21	4	18	7
- Activités Commerciales										
- Commerce - Vents de										
marchandises produites										
à la maison	0	0	0	0	2		5	0	1	<1
- produits cultivés à										
la maison	34	11	18	23	11		12	6	15	10
- produits achetés	14	4	5	0	2		7	4	6	5
- Acquisition des Connaissances										
- avec la famille	19	33	29	93	73		60	90	35	30
- seules	19	36	21	7	18		30	5	19	19
- dans une école	0	0	1	0	0		0	0	0	1
- dans un centre de format.	0	0	1	0	0		0	0	43	6
Nombre de femmes interrogées	32	9	139	29	40		10	22	37	318

3.2.6.3. Evolution et Développement parmi les femmes

Le questionnaire "qualifications" s'adressant aux femmes n'apporte que peu d'informations sur ce sujet. Cependant, les réponses qu'elles ont fournies en ce qui concerne leurs rapports avec les services médicaux modernes et la médecine traditionnelle permettent de faire une évaluation de leurs idées, de leur façon de penser et de leurs connaissances en matière de santé en général, de puériculture et de nutrition (voir tableau 34). D'après les chiffres du tableau récapitulatif n°6, ce sont les femmes du Tagant qui fréquentent le plus les guérisseurs traditionnels. Dans les Hodhs, l'Assaba et l'Inchiri, environ deux tiers des femmes interrogées font appel à eux pour recevoir une aide ou un conseil. Moins de la moitié dans les autres régions et seulement 10% des femmes dans le Trarza font soigner leurs enfants par le guérisseur. Les PMI, qui ont un rôle de formation, sont, en moyenne nationale, aussi populaires que les guérisseurs traditionnels. Cependant, au niveau régional, la fourchette de pourcentages est moins large dans le cas des PMI que dans celui des guérisseurs. Il semble que les médecins soient ceux en qui une majorité de femmes ait plus généralement confiance. En moyenne nationale, 40% des femmes, et dans l'Inchiri jusqu'à 73% des femmes, confient leurs enfants malades au médecin.

3.2.6.4. Acquisition des Qualifications

Le tableau n°35 montre que la plupart des femmes ont acquis les connaissances qu'elles possèdent dans leur famille avec leur mère. Dans l'Assaba, plus de la moitié des femmes ont indiqué qu'elles les avaient acquises seules, tandis qu'en général, dans les autres régions elles ne sont que 20 à 30% dans ce cas. Il n'existe qu'une seule région (Gorgol) où des femmes ont indiqué qu'elles avaient acquis leurs qualifications dans une école ; leur nombre représente moins de 1% du total. Par contre, il est surprenant de constater que 43% des femmes interrogées dans l'Inchiri ont répondu qu'elles avaient suivi des cours dans un centre de formation (il s'agit probablement du Centre de Promotion Féminine d'Akjoujt).

Tableau 34

Services, Organisations et Activités concernant
le Processus de Développement chez les Femmes

Types de Service	Régions		% de réponses affirmatives							Moyenne Nationale Pondérée
	Hodh Oriental	Hodh Occidental	Assaba	Gorgol	Brakna	Trarza	Tagant	Guidimakha	Inchiri	
Font soigner leurs enfants par :										
- guérisseur	66		67	14	24	10	90	41	65	31
- PMI	47		44	24	10	40	30	9	54	31
- médecin	25		22	29	69	38	40	45	73	40
- hôpital	9		22	32	0	13	10	27	30	23
Nombre de personnes interrogées	32		9	139	29	40	10	22	37	318

Tableau 35 : Méthodes d'Apprentissage chez les Femmes

Régions	Nombre de personnes interrogées	Acquisition des Qualifications Connaissances								Souhaits et Besoins									
		% Réponses Affirmatives								% Réponses Affirmatives									
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r
Hodh Oriental et Hodh Occidental	32	19	19	0	0														
Assaba	9	33	56	0	0														
Gorgol	139	29	21	1	<1														
Brakna	29	93	7	0	0														
Trarza	40	73	18	0	0														
Adrar																			
Tagant	10	60	30	0	0														
Guidimakha	22	90	5	5	0														
Inchiri	37	35	19	43	0														
Moyenne Natio- nale Pondérée	318	36	19	6	<1														

Légende :

a- en observant les parents	i- conseils techniques	p- plus de soins vétérinaires
b- en travaillant avec les parents	j- matériel moderne	q- meilleurs géniteurs
c- en travaillant seul	k- crédit	r- plus de services
d- dans un centre de formation	l- organisme professionnel	s- méthodes de gestion rationnelles
e- dans une école	m- formation ou éducation	
f- avec un patron (comme apprenti)	n- coopérative	
g- possède un poste de radio	o- organisation commerciale privée	
h- écoute les émissions agricoles		

Le tableau n° 32 présente les qualifications, les connaissances et pratiques des femmes, en comparant les femmes "modernes" et "traditionnelles". L'éducation non-formelle des femmes devrait mettre principalement l'accent sur les points suivants :

- traitements appropriés pour les maladies courantes ;
- toilette et habillement corrects des enfants ;
- nettoyage soigneux des légumes avant de les consommer ;
- développement de qualifications donnant accès à une activité rémunérée, particulièrement dans les domaines de l'artisanat et de l'agriculture ;
- gestion du budget familial.

Dans les cas où cela semble souhaitable, il faut entreprendre des actions permettant aux femmes de participer à une gamme d'activités de production plus diversifiées. Il serait utile que les services sous la tutelle du Ministère du Développement Rural prévoient de faire bénéficier les femmes de leurs programmes d'enseignement. Pour des raisons d'ordre sociologique, il serait nécessaire d'organiser une formation séparée pour les femmes.

Des organismes de coordination et de formation tels que des coopératives, des sociétés d'épargne et de prêt, ainsi que d'autres types d'activités faisant appel à l'effort personnel, seraient susceptibles de servir de cadre à la formation des femmes, soit dans le même programme que les hommes, soit séparément.

Les souhaits et besoins des femmes n'ont pas été étudiés dans l'enquête "qualifications".

3.3. Conclusion

Les cinq principaux métiers traditionnels en Mauritanie sont en général assez peu avancés en ce qui concerne les niveaux de qualification, les types d'outils utilisés et les pratiques les plus courantes qui les caractérisent. Cette description n'est que

partielle, puisque ni les nomades, ni les habitants des plus petits villages n'ont été interrogés. Les femmes représentaient le plus grand groupe "moderne" et les pêcheurs côtiers le plus grand groupe professionnel "moderne". Les résultats de l'enquête permettent de constater que les groupes de population étudiés présentent certains caractères similaires fondamentaux, du point de vue de leurs modes d'acquisition de connaissances, de leur possibilité d'accès aux sources d'idées modernes, de leurs qualifications et de leurs besoins.

3.3.1. Modes d'Acquisition des Qualifications et Connaissances

Dans tous les cas, les membres des groupes professionnels traditionnels ainsi que les femmes acquièrent la plupart de leurs qualifications dans leur famille, généralement dès l'enfance en observant leurs parents. Ce mode d'apprentissage tend principalement à reproduire les mêmes activités (ou le rôle propre à chaque sexe), puisque les parents transmettent à leurs enfants, le même ensemble de qualifications, d'attitudes et de connaissances que celui qu'ils ont eux-mêmes reçu de leurs parents. En dehors des commerçants, il semble que peu d'individus se soient formés seuls. L'apprentissage en dehors de la famille est rare d'après les statistiques relevées, sauf dans le domaine de la pêche côtière. A part les femmes interrogées dans l'Inchiri, pratiquement aucun des membres des échantillons étudiés n'a acquis de qualifications professionnelles dans une école ou un centre de formation. Il semble par conséquent que les activités traditionnelles soient stagnantes puisque les qualifications et les pratiques qui s'y rapportent se perpétuent de génération en génération. La rareté générale de l'apprentissage en dehors de la famille ne permet ni d'encourager la création d'emplois ni d'avoir d'impact positif sur le chômage et le sous-emploi. L'absence d'outils modernes et la faiblesse de la productivité et du revenu qui s'ensuit limitent également le potentiel d'emploi dans les métiers traditionnels.

3.3.2. Services et Organisations concernés par le Développement

Etant donné le caractère assez statique des métiers traditionnels, les idées, qualifications et pratiques nouvelles doivent provenir principalement de l'extérieur des circuits fermés des activités traditionnelles. Ainsi, le rôle des services de vulgarisation, des médias, des organisations professionnelles, des coopératives, des banques, des organismes de crédit, etc..., devrait être un rôle d'innovation dans les domaines de l'enseignement de nouvelles méthodes de production, de l'utilisation de matériel et d'outils nouveaux et de l'introduction de nouvelles méthodes de planification et de gestion. Cela faciliterait l'accroissement de la production, du revenu et des investissements, accroissement dont dépendent la création d'emplois et la promotion de la main-d'oeuvre.

D'après les résultats de l'enquête, parmi les métiers traditionnels considérés, il n'en existe que deux qui disposent de services de vulgarisation gouvernementaux concernés par le développement de ces métiers. Cependant, le budget, le matériel et le personnel du Service de l'Agriculture, du Service des Coopératives et du Service de l'Elevage sont insuffisants pour être en mesure d'assurer la formation et le soutien financier qui seraient nécessaires pour entraîner un développement significatif de l'emploi dans l'agriculture et l'élevage.

Les coopératives et les organisations professionnelles sont l'exception plutôt que la règle dans tous les domaines d'activités étudiés sauf chez les artisans des régions de l'est et les agriculteurs du nord du pays. Ainsi, les structures qui pourraient constituer un moyen de développer les métiers concernés font défaut. Il apparaît des différences considérables entre les qualifications et les pratiques des paysans de la coopérative rizicole indépendante de Diouk (Trarza) et celles de la moyenne des agriculteurs qui cultivent le diéri.

L'enquête a montré que les moyens de diffusion de l'information sont sous-utilisés en Mauritanie, même si les données

recueillies dans ce domaine ne concernaient que les agriculteurs. Le nombre d'agriculteurs qui suivent à la radio les émissions agricoles est encourageant. Cependant il est nécessaire de créer des groupes d'écoute organisés pour favoriser les changements souhaitables dans les méthodes de culture.

L'examen des données recueillies montre également que les différents groupes étudiés ne reçoivent généralement pas d'aide dans le domaine de la gestion financière, de la part d'organismes locaux d'épargne et de prêt ou de la BMDC. Les membres des professions traditionnelles semblent vivre au jour le jour, ne pouvant ni économiser de l'argent, ni obtenir des prêts. De même, le crédit ne leur est pas facilement accessible. Parmi les agriculteurs, les éleveurs ou même les commerçants, seul un très petit nombre possède un livre de recettes et de dépenses. Bien que les questionnaires ne comprenaient pas de questions directes sur le niveau d'alphabétisation, il est néanmoins possible de constater, d'après les données du recensement, que le nombre de personnes qui savent lire et écrire, quelle que soit la langue considérée, est très limité, particulièrement dans les zones rurales. Les réponses à certaines questions (non analysées ici) au sujet de ce que faisaient les personnes interrogées avant de commencer à travailler à plein temps dans le cadre de leur activité actuelle, montrent qu'un pourcentage important de pêcheurs côtiers avaient été élèves de l'école coranique. Il n'est pas possible de dire si cette expérience a contribué à l'acquisition d'une manière de lire, d'écrire et de compter véritablement fonctionnelle.

La préférence des femmes pour l'école et les soins médicaux modernes en ce qui concerne les enfants a été choisie dans cette étude comme principal critère utilisé pour classer celles-ci dans la catégorie "moderne". Cependant, le fait que la plupart des femmes interrogées habitent dans des villes qui disposent de PMI, de dispensaires et d'écoles est susceptible de donner une fausse impression de la modernité chez les femmes. En général,

la plupart de celles qui vivent dans des villages ou des campements nomades n'ont pas accès aux services médicaux modernes. Comme cela a été mentionné dans la deuxième partie de ce rapport, tous les Centres de Promotion Féminine étant dans les plus grandes villes, il est probable que ceci explique la coloration "moderne" attribuée aux femmes faisant partie de l'échantillon (ceci est sans doute le cas dans l'Inchiri). De toute façon, les activités productrices d'un revenu, particulièrement en dehors de l'agriculture, sont limitées pour les femmes et qui ne reçoivent d'aide d'aucun service du gouvernement, sauf dans le cas des Centres de Promotion Féminine.

Le Service de l'Agriculture ne semble travailler qu'avec les hommes et les forts pourcentages de femmes du Brakna (100%) et du Trarza (57%) qui travaillent aux champs ne semblent bénéficier directement d'aucun conseil dans le domaine de la vulgarisation.

3.3.3. Souhaits et Besoins

Certaines constantes ressortent des réponses aux questions de l'enquête relatives aux souhaits des groupes concernés. Dans la plupart des cas, le pourcentage de réponses affirmatives le plus faible concernait l'éducation et la formation. Ceci pourrait indiquer que l'instruction formelle, telle qu'elle est comprise par ceux qui pratiquent un type d'activité traditionnelle, a peu à offrir. Néanmoins, le fait qu'une majorité assez importante de réponses soit favorable à l'"assistance technique" dans toutes les activités sauf le commerce et la pêche amène à conclure que les membres de ces activités sont favorables à l'idée d'une certaine forme d'enseignement non-formel qui pourrait leur expliquer comment appliquer de nouvelles méthodes de production. L'intérêt général suscité par le crédit et le matériel moderne implique également qu'ils sont prêts à apprendre comment utiliser les règles de gestion financière et les différents types d'outils leur permettant d'augmenter la productivité ou d'améliorer la qualité de la production.

Il semble que les membres de certains groupes professionnels connaissent les facteurs-clé qui les aideraient à améliorer leur production. Plus des trois-quarts des commerçants demandent une amélioration des approvisionnements et une plus grande facilité de crédit ; les agriculteurs ont absolument besoin de matériel plus moderne (outillage agricole ?), de semences et d'engrais ; il semble que les souhaits des éleveurs concernent plus particulièrement les conseils techniques et une plus grande diversité de services, les pêcheurs réalisent que le manque de matériel moderne et de crédit les empêche d'évoluer.

Par conséquent, la création de nouveaux services, de programmes de formation ou de tout autre système utile à ces professions doit non seulement être flexible et étroitement adaptée aux besoins, mais aussi être en mesure de produire des résultats concrets dans le domaine de la production et du revenu. Ces buts font partie de ceux qui sont poursuivis par l'éducation non-formelle (voir première partie, Concepts Fondamentaux).

3.3.4. Complémentarité des Activités Traditionnelles

La réussite de toute stratégie d'éducation non-formelle destinée aux membres des métiers traditionnels et aux femmes doit passer par une certaine élimination de la fragmentation qui caractérise les programmes du Ministère du Développement Rural, de la Direction des Affaires Sociales et du Service de la Santé Publique. Une politique judicieusement choisie, qui permettrait de stimuler la fabrication de produits pour remplacer les importations, associée à des programmes de formation pour les artisans, pourrait permettre de produire des outils utilisés dans les autres activités traditionnelles. Les forgerons sont capables, dans la mesure où ils reçoivent une formation appropriée, de fabriquer des outils et du matériel très variés, que les agriculteurs, les pêcheurs et d'autres artisans pourraient acheter à un prix beaucoup moins élevé que le matériel importé. Les femmes sensibilisées à l'économie du ménage, seraient les premières consommatrices d'ustensiles de cuisine ou de nettoyage bon marché et attrayants.

Les femmes qui, en tant que ressources humaines, sont probablement les plus négligées, pourraient se spécialiser dans des activités rémunératrices, dans le domaine de l'artisanat, du maraîchage, ou de l'élevage du menu bétail, suivant les tendances locales ou ethniques. Elles pourraient fabriquer des articles utilitaires comme par exemple des sacs à grain et des sacs à poisson séché à l'usage respectif des agriculteurs et des pêcheurs. Les tisserandes dans les communautés d'éleveurs pourraient apprendre à tondre plus adroitement les animaux de manière à fabriquer un plus large éventail d'articles en laine. S'il n'est pas dans les habitudes sociales que les femmes pratiquent la pêche, elles pourraient néanmoins jouer un rôle productif dans l'empoissonnement et l'entretien des étangs à poisson, ainsi que dans le séchage, la salaison, l'emballage et la vente du poisson.

L'éducation nutritionnelle des femmes, y compris l'enseignement de la cuisine et de la mise en conserve des aliments, est susceptible d'encourager la production agricole locale, particulièrement celles des fruits et des légumes. Un réseau plus développé de Centres de Promotion Féminine et de Centres de Récupération Nutritionnelle pourrait ainsi coopérer avec le Service de l'Agriculture.

Les commerçants seraient en mesure de jouer un rôle très important dans la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'artisanat. Les commerçants, qui ont actuellement tendance à vendre presque exclusivement des marchandises importées, pourraient acheter et revendre des marchandises produites localement. Ils pourraient également assurer la gérance de coopératives dans les villages. Ils doivent en outre être encouragés à fournir des pièces de rechange correspondant au type de matériel utilisé localement, c'est-à-dire les charrues, les pompes, les charrettes, divers véhicules et les moteurs hors-bord.

3.3.5. La Communauté comme Ressource d'Apprentissage Intégrée

La communauté, avec le système social qui lui correspond, est un moyen d'éducation informelle (voir Figure 2, paragraphe 1.1.2). Une stratégie d'éducation non-formelle qui a pour but de revitaliser les métiers traditionnels, de développer l'emploi et de créer de nouveaux types de postes dans ces mêmes professions doit, pour être efficace, réaliser l'intégration de tous les services et ressources d'éducation possibles, y compris les écoles formelles, les coopératives, les services de santé et de vulgarisation.

Les ressources pédagogiques du système scolaire formel et les ressources de formation non-formelle d'un système étendu de services de développement rural coordonnés, peuvent et devraient se compléter. La création ou l'extension d'un système d'apprentissage constituerait un moyen de faire bénéficier les jeunes en cours d'études d'une expérience de travail à temps partiel et permettrait de mettre à la disposition des commerçants, agriculteurs, artisans, pêcheurs et éleveurs, davantage de main-d'oeuvre ayant reçu une formation. L'expérience en gestion et en comptabilité que pourraient ainsi acquérir les élèves-apprentis leur serait, plus tard, d'une grande utilité dans leur propre profession.

La création de programmes de formation non-formelle (vulgarisation directement sur le lieu de travail) ou de centres de formation (qui réuniraient les personnes intéressées en un point central) peut être liée à l'éducation formelle. Pour que les enfants et les jeunes puissent recevoir une éducation pratique orientée vers le travail productif, il serait nécessaire qu'ils assistent à des démonstrations pratiques, des réunions et des séances d'entraînement dans des techniques variées, d'abord en tant qu'observateurs et ensuite en tant que participants. (Ceci suivrait le schéma d'apprentissage des activités traditionnelles qui consiste à commencer par observer avant de s'intégrer peu à peu aux travailleurs). Plus tard, les jeunes ayant suivi des études

pourraient jouer un rôle de formation dans l'encadrement des plus jeunes et l'alphabétisation des adultes.

Comme cela a été suggéré dans la première partie de cette étude (1.1.3.), il serait utile que les professionnels adultes des activités traditionnelles ainsi que les agents des services de développement correspondants fassent partie, à temps partiel, du personnel des écoles formelles. Les mères animatrices, les agents de santé villageois, les agents du Service de l'Élevage sont parmi ceux qui représentent une ressource importante pour l'école.

Les actions de développement menées dans le cadre des projets de donateurs constituent des ressources potentielles susceptibles d'améliorer les métiers traditionnels, de créer des emplois nouveaux et d'apporter une aide aux écoles formelles, dans la mesure où il existe un certain degré de coordination entre les ressources de formation de base, d'encadrement et les différentes activités.

À l'heure actuelle, la plupart des projets recouvrent un seul domaine ou un seul secteur et n'ont pas d'impact direct sur les métiers traditionnels sauf sur différents types d'agriculture. Le COSOC et l'ADAU sont pratiquement les seuls projets destinés à créer de nouveaux emplois.

Des efforts considérables restent à fournir avant qu'un processus d'apprentissage continu dans la vie d'un individu, qui favoriserait le développement des métiers traditionnels, ne puisse être créé, à la fois par l'éducation formelle et par l'éducation non-formelle. Si ce type d'action n'est pas entrepris, il risque de se produire 1) un accroissement de la migration vers les villes, 2) une augmentation du nombre de jeunes issus du système de l'éducation formelle et qui, du fait d'un manque de qualifications professionnelles pratiques, ne peuvent trouver d'emploi dans les professions des secteurs moderne et traditionnel, et enfin 3) une forte réduction des activités traditionnelles.

Le besoin d'une formation pour les enfants, les jeunes et les adultes et en fin de compte le besoin d'un emploi, sont étroitement liés et un seul type d'institution ne peut les satisfaire. Le problème posé par la création indispensable d'un système d'apprentissage intégré à l'échelle de la communauté, capable de préparer à l'emploi un groupe d'âge toujours croissant d'adultes sans emploi et de jeunes, peut être résolu par un effort multisectoriel, permettant d'harmoniser les caractéristiques complémentaires des métiers traditionnels, y compris leurs systèmes d'apprentissage traditionnels, avec un système coopératif de services de développement rural, orientés vers la formation, et avec le système scolaire formel.

Annexe IRecueil de données - Personnes Interviewées une ou plusieurs fois
pour cette étudeI - Gouvernement MauritanienA. Ministère de la Culture

1. M. Moktar Ould Hamidoune, Bibliothèque Nationale, Nouakchott

B. Direction des Affaires Islamiques

1. M. Mohamed Moctar Gagueh, Directeur des Affaires Islamiques.

C. Ministère de l'Education Fondamentale et Secondaire

1. M. Abderahmane ould Sidi El Moctar, Directeur de l'Alphabétisation des Adultes, Kiffa.
2. M. Ly Djibril, Directeur de l'Institut de Planification et de Formation des Langues Nationales, Nouakchott.
3. M. Maouloud ould Ahmed Khadim, Directeur Régional de l'Education Fondamentale, Kiffa.
4. M. Gérard Turpin, Chercheur, Institut Pédagogique National (I.P.N.), Nouakchott.
5. M. Abdoul Sow, Planificateur en Education.

D. Ministère de la Santé Publique, du Travail et des Affaires Sociales

1. P. M. I.
 - a. Mme Ba, Directrice du Service, Nouakchott.
 - b. Mme Carlier, Directrice de PMI, 5ème arrondissement, Nouakchott.
 - c. Mlle N'Diaya Dembélé, Infirmière en Chef PMI/CRN, Kiffa.
 - d. Diouf Ibrahim, Service des PMI, Nouakchott.
 - e. Mlle Fatimatou Sy, Service des PMI/CRN, Nouakchott.
2. Direction de la Médecine Préventive
 - a. Dr. Hassan, Directeur, Nouakchott.
3. Santé Publique
 - a. M. Wane Amadou Bocar, Infirmier, Hôpital d'Atar.
4. Affaires Sociales
 - a. Soeur Jeanette, Directrice du Centre de Promotion Féminine, 5ème arrondissement, Nouakchott.
 - b. Mme Khadija Mint Emir, Directrice des Affaires Sociales, Nouakchott.

E. Ministère du Développement Rural

1. Service de l'Agriculture
 - a. M. Yéro Bathily, Chef de Secteur, Kiffa.
 - b. M. Lam Hamedy, Directeur de l'Agriculture, Nouakchott.
 - c. Chef de Secteur, Kaédi.
2. Service des Coopératives
 - a. M. Diallo Adama, Chef du Service, Nouakchott.
3. ENFVA, Kaédi
 - a. M. Lamine Abdi, Professeur en Méthodes de Vulgarisation.
 - b. M. Pierre Gence, Directeur du Projet FAO.
 - c. M. Alain Legal, Professeur FAO en Méthodes de Vulgarisation.
 - d. Elèves de 2ème et 3ème année.
 - c. M. Adama Sy, Directeur de l'ENFVA.
4. Service de la Protection de la Nature
 - a. M. Diak Taleb, Directeur, Nouakchott.
5. Direction de l'Elevage
 - a. Dr. Limane, Directeur, Nouakchott.
 - b. Dr. Gaye Malik, Direction Centrale, Nouakchott.
 - c. M. Wane, Inspecteur en Chef, Kiffa.
6. Service de l'Hydraulique
 - a. M. Moulaye Abdellahi, Directeur, Nouakchott.
7. SONADER
 - a. M. Claude Drouot, Agronome, Agent de Vulgarisation, Casier Pilote du Gorgol, Kaédi.
 - b. M. Pierre Fotti, Spécialiste de la Formation, SONADER, Nouakchott.
 - c. Mlle Pierrette Vuti, Sociologue, SONADER, Nouakchott.
 - d. M. Peter Werbrouck, SONADER, Nouakchott.
8. Ferme d'Etat de M'Pourié
 - a. M. Abdoul Kané Ciré, Directeur de la Ferme.
 - b. M. Mamadou Diarra, Chef des Services Techniques

II - Organisations Locales Non-Gouvernementales

A. Coopératives Indépendantes

1. M. Moustapha N'Diouk, Président de la Coopérative Rizicole Diouk, Trarza.
2. M. Madiagne, Président de la Coopérative Rizicole, Brenne Guyer, Trarza.

B. Croissant Rouge Mauritanien

1. Mme Fatimatou Hamidou, Directrice Administrative, Siège, Nouakchott.
2. M. Sy Mamadou, Responsable de la Formation, Nouakchott.

III - Organisations Internationales

A. F.E.D.

1. M. Blonde, Responsable de la Formation, Nouakchott.

B. F.A.O.

1. M. Ben Khader, Directeur, Nouakchott.

C. O.I.T.

1. M. Jacques Frémy, CFPP
2. M. Medimagh, CFPP
3. M. Sambo, CFPP

D. F.A.C.

1. M. Fiorese, Ambassade de France, Nouakchott.
2. M. Stephan, Ambassade de France, Nouakchott.

E. Peace Corps (Corps de la Paix)

1. Mlle Rebecca Brooks, Directrice Adjointe pour la Santé.
2. M. Roger Conrad, Directeur Adjoint pour l'Agriculture et le Développement Rural, Nouakchott.

F. Projet D.R.I.G.

1. Dr. Max Goldensohn, Directeur du Projet, Sélibaby.
2. Paul Guinette, Responsable de la Coordination, Bureau de Nouakchott.

G. Projet R.A.M.S.

1. M. Moustapha Tahar, Géographe (questions sur les Mahadrad).

IV - Associations Privées EtrangèresA. APPAM

1. M. Peter Quartel, Consultant Vétérinaire.

B. ADAUA

1. M. Serge Theunynk, Directeur du Projet, Nouakchott.
2. M. José Esteven, Architecte, Rosso.

C. CARITAS

1. M. Blom, Directeur, Nouakchott.

D. Catholic Relief Services

1. Mme Josie Harder, Formation et Logistique, Nouakchott.
2. M. Richard Slacum, Directeur, Nouakchott.

E. COSOC

1. M. Rawane Gueye, Administrateur du Projet, Rosso.

F. Fédération Luthérienne Mondiale

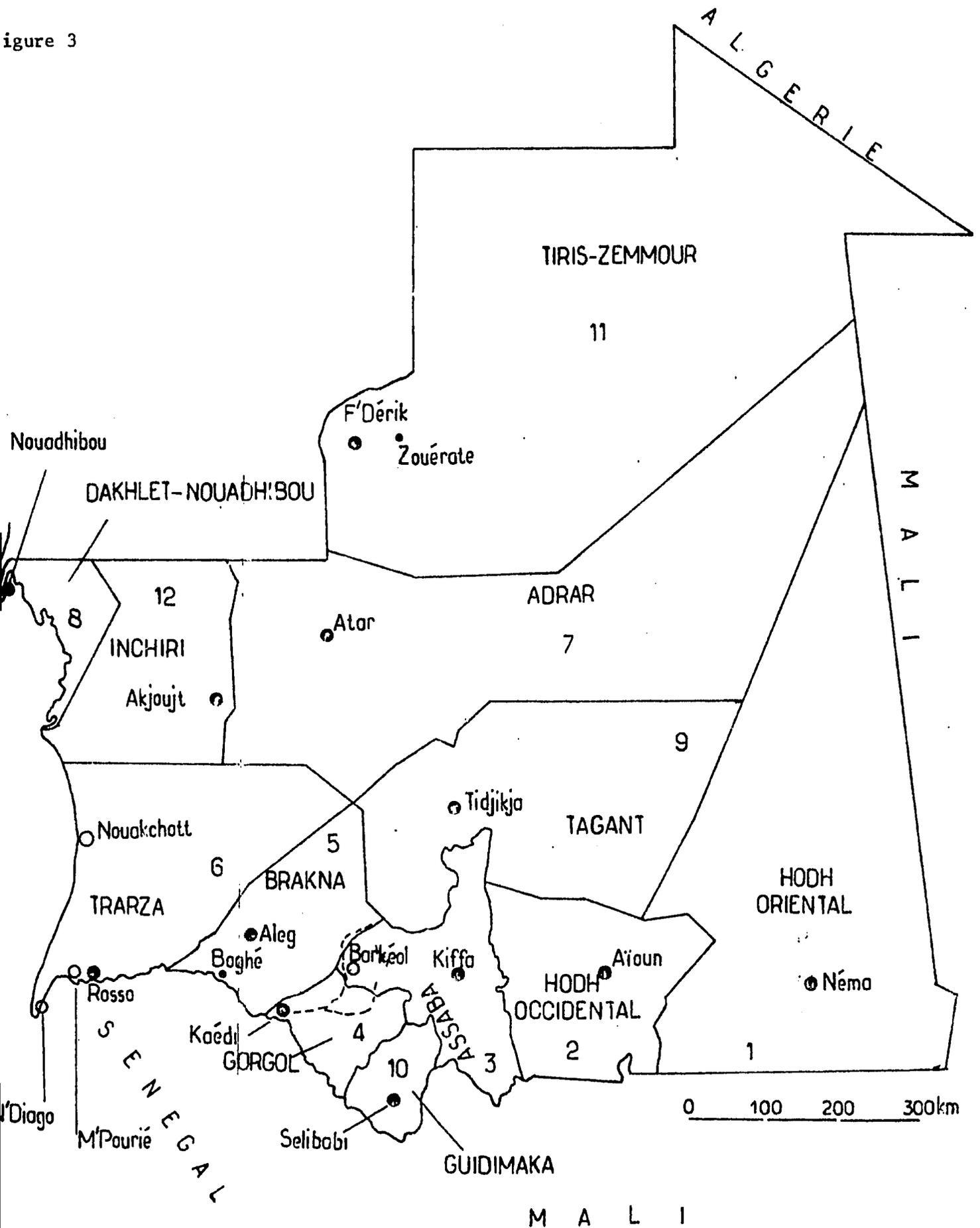
1. M. Gerrit ten Velde, Directeur, Nouakchott.

Annexe 2Liste des Sigles figurant dans le Rapport

ADAUA	Association pour le Développement de l'Architecture Urbaine en Afrique.
US - AID	Agence pour le Développement International (ADI).
APPAM	Amélioration des Pâturages et de la Production Animale en Mauritanie.
BMDC	Banque Mauritanienne de Développement et de Commerce.
CAP	Certificat d'Aptitudes Professionnelles.
CFAT	Centre de Formation de l'Artisanat du Tapis.
CFPP	Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnels. (PNUD-OIT)
CNRADA	Centre National de Recherche en Agronomie et de Développement Agricole.
COSOC	Communication Sociale.
CRN	Centre de Récupération Nutritionnelle.
DRIG	(Projet de-) Développement Rural Intégré du Guidimakha.
ENECOFAS	Ecole Nationale d'Enseignement Commercial, Familial et Social.
ENFVA	Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole.
ENI	Ecole Normale des Instituteurs.
ENISF	Ecole Nationale d'Infirmiers et de Sages-Femmes.
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération.
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (CAA).
FED	Fonds Européen de Développement.
ICA	International Communication Agency.
OIT	Organisation Internationale du Travail
IPN	Institut Pédagogique National.
OMA	Office Mauritanien de l'Artisanat.

OMC	Office Mauritanien des Céréales.
ONC	Office National du Cinéma.
PMI	(Centre de -) Protection Maternelle et Infantile.
RAMS	Evaluation du Secteur Rural et des Ressources Humaines.
SONADER	Société Nationale pour le Développement Rural.
SONELEC	Société Nationale d'Electricité.
SONIMEX	Société Nationale d'Importation et d'Exportation.
FNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
UNSO	United Nations Sahelian Organization.
SNIM	Société Nationale des Industries Minières.

Figure 3



Légende de la Figure 4.

Légende : Carte des régions administratives (plus détaillée figure 3) et carte des zones agro-écologiques.

Principales Zones Agro-Ecologiques

1. Vallée du Fleuve Sénégal
2. Culture sous-pluie
3. Culture de décrue des Oueds
4. Oasis
5. Zone Pastorale

— — — — — Limites du désert (Majabat Al Koubra)

----- Limites des régions administratives

1,2,3, numéro des régions administratives

450 mm isohyète.

